

Israël vs Palestine... pour les nuls

Un célèbre proverbe l'affirme... *Les faits sont plus têtus qu'un lord-maire de Londres !* Alors ?

Avec un clin d'œil souriant à une collection de poche bien connue, ce petit abécédaire illustré vise modestement à informer celles et ceux qui ont quelques difficultés à identifier ou décrypter les informations, les déclarations, les protagonistes... bref, à y voir un peu clair dans les réalités et pratiques de la dernière colonie de peuplement du XXI^e siècle.

Loin d'avoir la prétention d'être exhaustif, ce modeste lexique ne demande qu'à être complété, précisé, corrigé, mis à jour...

Le contenu de chacune des rubriques, toutes liées à la tragédie du peuple palestinien, provient essentiellement de la compilation d'informations diffusées par les organismes internationaux (ONU, UNESCO...), les ONG concernées par les droits humains (Amnesty International, Human Rights Watch, Ligue des Droits Humains, UJFP, Addameer, B'Tselem, International Solidarity Movement (ISM)...) et les médias respectables (Palestine Remembered, Le Monde Diplomatique, Politis, The Guardian, Arip, Haaretz, Mondoweiss, Palestine Solidarité, Pressenza, France-Irak Actualité, Yaani, Blast, Courrier International, Capjpo EuroPalestine, Middle East Eye, Orient XXI, Chronique de Palestine, The Cradle, Assawra...)

... ou non.

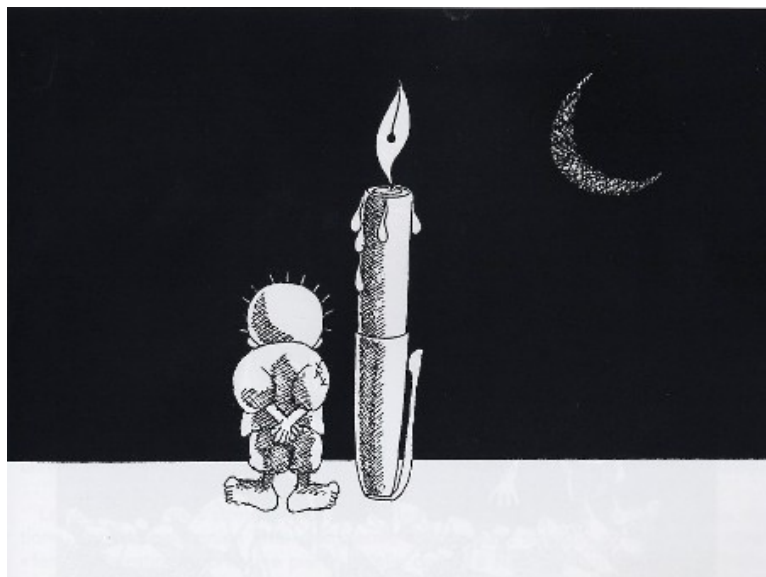
Sans oublier, évidemment, les médias sympathisants ou propagandistes du régime sioniste (I24 News, K., BFM TV, Tribune Juive, CNews, ActuJ, LCI, J Street, Le Point, Franc-Tireur, Times of Israël, Yediot Aharonot...)... et les communiqués de l'armée israélienne elle-même.

Au-delà des informations sur les faits, thèmes, idéologies, mouvements ou personnes, la lecture de ce lexique/aide-mémoire devrait aussi permettre, du moins je l'espère, une vision "panoramique" de ce qui a conduit à l'horreur actuelle... Depuis les premières exactions colonialistes des années 1920 jusqu'aux volontés génocidaires d'aujourd'hui.

Afin de ne pas noyer le lecteur dans une liste démesurée de sources, j'ai préféré ne pas établir un catalogue de références... Mais elles sont à la disposition de quiconque.

En espérant que ce "Israël vs Palestine... pour les nuls" (arrêté au 20 novembre 2025) sera, malgré ses lacunes, utile à celles et ceux qui n'acceptent pas d'être complices des crimes commis en leur nom !

Rudi Barnet (novembre 2025)





ABBAS

Mahmoud Abbas est né en 1935 à Safed dans le nord de la Palestine, aujourd'hui territoire de l'état israélien. Aussi connu sous le nom d'Abou Mazen, il est le président de l'Autorité Palestinienne depuis 2005 et de l'État de Palestine depuis 2013. Il a participé à la création du Fatah (voir "Fatah") principale composante de l'OLP (voir ce terme) jusqu'à l'émergence du Hamas.

En effet, en janvier 2006, cette organisation politique se proclamant laïque mais de tendance islamiste remporte les élections législatives palestiniennes et obtient la majorité absolue au Parlement palestinien.

La mission d'observation des élections mandatée par l'Union européenne déclare que le scrutin s'est déroulé en toute régularité et le 19 février 2006 Ismaël Haniyeh, l'un des dirigeants du Hamas, est nommé Premier ministre par Mahmoud Abbas.

Mais, immédiatement après cette nomination, Abbas, refuse sa défaite et charge Mohamed Dahlan, chef des services de sécurité, de mettre en œuvre un plan d'action pour reprendre le pouvoir.

Ce plan, financé et soutenu par Condoleeza Rice, Secrétaire d'État du gouvernement des USA comprend une force de 20.00 hommes qui seront rassemblés et entraînés en Égypte.

En juin 2007, cette petite armée tentera de renverser le gouvernement élu du Hamas.

Elle sera mise en déroute en quatre jours et les membres du Fatah seront bannis du territoire de Gaza.

En représailles, Abbas accuse Haniyeh d'avoir voulu le renverser et expulse Mohamed Dahlan qui partira s'installer à Abou Dhabi.

Depuis, Mahmoud Abbas n'a cessé de donner des gages de bonne volonté aux États-Unis, à l'Union européenne, aux pays du Golfe... et au régime israélien, celui-ci, il a organisé une coordination sécuritaire comprenant, entre autres, une communication régulière entre les forces israéliennes et celles de l'Autorité palestinienne afin d'éviter tout incident lorsque l'armée israélienne pénètre dans les villes palestiniennes.

Cette Autorité palestinienne aide également à protéger les Israéliens qui entreraient par erreur dans les zones palestiniennes et procède, pour le compte d'Israël, à des arrestations de gens accusés de terrorisme. Sa collaboration avec le régime sioniste n'empêche pas Mahmoud Abbas de masquer cette réalité en prononçant des discours critiques d'Israël à la tribune de l'ONU.

Surnommé parfois le "Pétain palestinien", il est aujourd'hui rejeté par la grande majorité de la population. Depuis près de vingt ans, craignant sans doute d'être, une fois de plus, battu par le Hamas, il a constamment retardé la tenue d'élections.

A Pékin, en juillet 2024, le Hamas a signé un accord d'"unité nationale" avec Abbas et le Fatah, ainsi qu'avec les autres organisations palestiniennes.

Le secrétaire général de l'ONU a salué cet accord qui prévoit une gouvernance provisoire commune après la guerre et la tenue d'élections pour un gouvernement qui exercerait son autorité sur tous les territoires palestiniens.... Cet accord n'a jamais été concrétisé.

Le 24 décembre 2024, au nom du Fatah, Abbas a annoncé que la chaîne de télévision "Al Jazeera" (voir ce nom) ne pourrait plus opérer dans les zones sous contrôle de l'Autorité palestinienne.

Cette décision complète l'interdiction imposée par le régime sioniste en septembre 2024 dans sa campagne de répression de l'information (voir "journalistes").

Ce 30 septembre 2025, au lendemain de la proclamation du "Plan de Paix" (voir ce terme). concocté par Trump et Netanyahu exigeant, entre autres, la reddition du Hamas, "*Si le Hamas n'accepte pas, ce sera l'enfer à Gaza*", ajoutait Trump... Abbas a applaudi des deux mains.

Vous avez dit collabo ?

ABDALLAH

Georges Ibrahim Abdallah est un militant communiste libanais, né en 1954.

De 1972 à 1979, il est instituteur dans un village de la plaine de la Bekaa

Motivé par la cause palestinienne, il rejoint le Front populaire de libération de la Palestine (voir "FPLP")

En 1982, les FARL (Fraction armée révolutionnaire libanaise) dont il est un des fondateurs revendiquent l'assassinat de l'attaché militaire américain et celui d'un conseiller à l'ambassade d'Israël en France. perpétrés en représailles à l'implication américaine et israélienne dans l'invasion et l'occupation du Liban.

En 1984, à Paris, il est poursuivi par un commando du Mossad (voir ce nom) et se réfugie dans un commissariat... où il est arrêté

D'abord inculpé de délits mineurs (faux et usage de faux), son inculpation est modifiée et en 1987, il est jugé par une cour d'assises spéciale pour "complicité d'assassinat" et condamné à la perpétuité.

Il proclame alors : *Si le peuple ne m'a pas confié l'honneur de participer à ces actions anti-impérialistes que vous m'attribuez, au moins j'ai l'honneur d'en être accusé par votre cour et de défendre leur légitimité face à la criminelle légitimité des bourreaux.*

Se définissant lui-même comme un « combattant communiste révolutionnaire et antisioniste (voir ce terme) » mais pas un terroriste (voir "Terrorisme"), il n'exprimera jamais de regrets pour les actes de son groupe

Libérable depuis 1999, les autorités françaises, conseillées par celles des USA, refuseront toutes ses demandes de libération... jusqu'en 2025.

Après 41 ans de captivité, l'otage Abdallah est enfin libre.

ABU SHABAB... et autres mercenaires

Yasser Abu Shabab est un Bédouin palestinien, né près de Rafah au début des années 1990, gangster et chef des "Forces Populaires", une bande armée qui sévit dans l'enclave de Gaza.

En 2015 il avait été arrêté pour trafic de drogue et condamné à 25 ans de prison.

En octobre 2023, profitant d'un bombardement, il s'était évadé de la prison de Asda, près de Khan Younis.

En 2024, soutenu par le régime israélien qui lui fournit armes et matériel, son groupe commence à piller des camions d'aide pour Gaza venant d'Égypte.

Jonatan Whittall, responsable de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires a déclaré que des gangs comme celui d'Abou Shabab étaient responsables du *"véritable vol d'aide depuis le début de la guerre"* et que cela se faisait *"sous la surveillance des forces israéliennes"*.

Depuis juin 2025, la milice de Abu Shabab contrôle certaines zones de l'est de Rafah.

Sa bande collabore évidemment avec GHF (Gaza Humanitarian Foundation) l'organisation militaire israélo-étatsunienne (voir GHF) et, en compagnie des vétérans de la guerre d'Irak du "Infidels Motorcycle Club", abat les Palestiniens venus quémander de la nourriture.

Dès l'annonce du "Plan de Paix" (voir "USA"), la milice d'Abu Shabab s'est retirée dans une zone qui ne sera pas évacuée par l'armée israélienne lors de la première phase de l'accord de cessez-le-feu, permettant ainsi au groupe de mercenaires de bénéficier de la protection israélienne.

Le gang de Abu Shabab – il comporte environ 2.000 hommes – n'est pas le seul à sévir sur le territoire de Gaza. Plusieurs autres milices sont soutenues et financées par le régime israélien, notamment le clan Dogmush impliqué dans l'opération "Chars de Gidéon" (voir ce terme).

Citons encore quelques autres clans, collabos actifs du régime sioniste dans les zones occupées : les clans Al-Majayda, Hellis, Jundaya, ou encore les gangs de Ashraf al-Mansi et de Rami Khalas, un ancien du Fatha (voir ce nom) qui affronte les forces du Hamas depuis la mise en œuvre du "Plan de Paix" à mi-octobre 2025.

ADN

Depuis sa fondation en 1896, le mouvement sioniste (voir "Sionisme") a investi d'importants budgets dans des "études" tendant à démontrer qu'il existe un patrimoine génétique commun aux différentes populations juives et à prouver ainsi l'unité ethnique des pratiquants de la religion et/ou de la culture Juive...

Hors de toute approche scientifique – les dernières études, notamment celles de Robert Pollack, biologiste juif de l'université Columbia, démontrent que le "génom juif" est un fantasme, qu'il n'existe pas de séquences ADN présentes chez les Juifs et absentes chez les non-Juifs.

Cette épithète raciale est apparue vers 1950 dans les discours des dirigeants politiques israéliens... et largement propagée depuis dans les milieux sionistes.

Si le qualificatif de "peuple israélien", comme celui de "peuple étasunien" ou "peuple belge", correspond à une réalité...celui de "peuple chrétien" ou de "peuple juif" n'a aucun sens ethnique !

Cependant, aujourd'hui encore, ce bobard raciste continue à être diffusé.

Et des charlatans proposent toujours un test prouvant l'origine juive... pour un peu plus de mille euros !

Cinq sociétés se partagent ce marché mondial – trois américaines (Family Tree DNA, 23andme, Ancestry DNA), une anglaise (Living DNA) et une... israélienne (My Heritage).

Ce juteux commerce est, depuis 2015, soutenu par le gouvernement israélien qui exige des citoyens des ex-États de l'Union soviétique la fourniture d'un test ADN "prouvant" leur appartenance au judaïsme pour pouvoir émigrer en Israël et bénéficier des avantages qu'offre la Loi du Retour (voir "Alyah").

Pas de souci, l'ADN juif a encore un bel avenir auprès des gogos... idem pour le monstre du Loch Ness.

AGENCE JUIVE

Cette organisation sioniste (voir "Sionisme") a été créée en 1929 sous le nom de "Agence juive pour la Palestine". Jusqu'en 1948, elle sera le gouvernement de fait des colons implantés en Palestine et la matrice des cadres du premier gouvernement israélien.

A partir de 1939, elle organise l'émigration clandestine qui amènera près de 80.000 Européens en Palestine.`

Dès la fin de la seconde guerre mondiale, elle s'oppose frontalement aux occupants britanniques en créant le "Mouvement de Rébellion Hébraïque" qui a été responsable d'un grand nombre de sabotages, d'attaques de postes de police britanniques et autres attentats terroristes.

De 1935 à 1948 (date de création de l'État), l'Agence juive est dirigée par Ben Gourion (voir ce nom) qui organisa de nombreuses grèves et manifestations contre la puissance mandataire.

Après la fondation de l'État, elle a changé de nom et est devenue "Agence juive pour Israël".

C'est aujourd'hui le plus important organisme parapublic du gouvernement israélien, chargé de la propagande internationale pour l'immigration (voir "Alyah").

Financée, notamment par "Keren Hayesod" (voir ce terme), elle dispose d'un budget annuel d'environ 200 millions de livres sterling (± 240 millions d'euros) pour financer ses activités de promotion et d'installation des arrivants.

Des délégations de l'agence sont établies dans plusieurs capitales occidentales. Elles sont chargées d'organiser des événements (salons commerciaux, spectacles, meetings....) appelant à l'immigration vers Israël.

AIDE HUMANITAIRE

Ce 27 juillet 2025, le régime israélien annonce que, pour répondre à la famine, imposée par lui, qui dure depuis des mois, il va parachuter des vivres pour la population... alors qu'il interdit l'entrée des secours qui s'accumulent à la frontière égyptienne... Cynisme à tous les étages !

La population de l'enclave de Gaza (un peu plus de 2,3 millions d'habitants) est, entre autres, composée de descendants de réfugiés du nettoyage ethnique (voir ce terme) de 1948... Ce que les Palestiniens nomment "Nakba" (voir ce terme) qui amena la création de l'UNWRA (voir ce terme).

Fin octobre 2024, cette agence onusienne assurait l'approvisionnement des Palestiniens confinés dans cette sorte de "prison à ciel ouvert" de 365 km² (équivalent de Toulon et sa banlieue !).

Depuis le début de sa guerre à Gaza, Israël accuse le Hamas de voler l'aide humanitaire.

Cet argument, clé de la rhétorique de Netanyahu, qui lui a permis de légitimer le blocage des livraisons de nourriture dans l'enclave, a été démenti par une analyse de l'Usaid, l'agence des Etats-Unis pour le développement, du 25 juillet 2025 qui révèle que *"aucune preuve de vol systématique de l'aide par le Hamas n'avait été trouvée"*.

Cette agence étasunienne a examiné et signalé 156 incidents de vol ou de perte d'aide financée par les USA entre octobre 2023 et mai de cette année 2025.

Parmi ces incidents, 44 seraient "directement ou indirectement" liés aux actions militaires israéliennes, note le rapport (voir "GHF").

Par ailleurs, deux responsables militaires israéliens affirment que *"rien ne prouve que le Hamas ait régulièrement volé l'ONU"* comme l'affirme les autorités sionistes.

... Mais, parallèlement, l'ancien ministre de la Défense israélien Avigdor Lieberman a révélé (4 juin 2025), qu'Israël *"transfère des armes à un groupe de criminels et délinquants, sur instruction du Premier ministre"*. qui

a confirmé : *“Israël agit pour vaincre le Hamas par différents moyens, sur recommandation de tous les chefs des services de sécurité”* (voir “Abu Shabab”).

Depuis novembre 2024 le régime israélien a interdit toute présence et activité à l’UNWRA pour mettre en place, en collaboration avec le gouvernement des USA... la désormais redoutée GHF.

Les opérations de cette “Gaza Humanitarian Foundation” se sont transformées en piège pour les Gazaouis. Au 21 juillet 2025, on comptait 1054 civils abattus alors qu’ils essayaient d’obtenir de la nourriture, par d’anciens militaires étatsuniens, des snipers israéliens ou des membres de la bande de Abu Shabab ?

On ne sait pas car il n’y a pas d’enquête !

L’armée israélienne aurait aussi détruit l’équivalent de plus de 1.000 camions d’aide destinés aux civils de la bande de Gaza. Les articles d’aide, tels que la nourriture et les fournitures médicales, auraient été avariés après avoir été laissés au poste frontière de Kerem Shalom pendant des semaines... C’est ce qu’a rapporté KAN News, la chaîne d’information du radiodiffuseur public israélien.

Une étude menée par l’organisation humanitaire “Médecins sans Frontières” a montré qu’un quart des enfants de la bande de Gaza âgés de six mois à cinq ans souffrent de malnutrition sévère (Voir “Famine”).

Selon l’UNRWA (voir ce terme) *“L’utilisation délibérée de la faim comme arme de guerre par les autorités israéliennes à Gaza a atteint des proportions sans précédent”*

Ce constat survient dans un contexte d’indignation internationale face au manque d’aide apportée à la population de la bande de Gaza.

ALBANESE

Francesca Albanese est une juriste italienne spécialisée en droit international.

En 2022, elle est nommée “Rapporteuse spéciale de l’ONU pour les territoires palestiniens” pour une période de trois ans et rédige un rapport proposant à l’ONU d’élaborer un plan visant à “mettre fin à l’occupation coloniale israélienne et au régime d’apartheid”.

“ Les violations décrites dans le présent rapport mettent en évidence la nature de l’occupation israélienne, à savoir un régime intentionnellement acquisitif, ségrégationniste et répressif conçu pour empêcher la réalisation du droit du peuple palestinien à l’autodétermination.”

Depuis, elle est la “bête noire” gouvernement des USA et du régime sioniste qui ne ménage pas ses efforts pour tenter de la décrédibiliser et de la faire expulser de l’ONU.

En 2024, elle publie un rapport intitulé “Anatomie d’un génocide” dans lequel elle affirme qu’il y a des “motifs raisonnables” de croire qu’Israël a commis plusieurs actes de génocide dans la bande de Gaza.

Malgré l’opposition virulente de plusieurs pays – principalement Israël, USA, Hongrie... et Pays-Bas – elle est confirmée dans cette fonction jusqu’en 2028 par le Conseil des droits de l’homme des Nations unies.

En juillet 2025, les États-Unis, méprisant ouvertement les règles de droit et l’ONU, annoncent des sanctions contre elle, l’accusant de “activités partiales et malveillantes”, “antisémitisme décomplexé” et de “soutien au terrorisme”... et interdisant par décret aux citoyens et entreprises étatsuniens d’entretenir tout lien avec elle !

A la mi-août 2025, dans une intervention relayée par UN Watch, elle a affirmé : *“ Les gens continuent de dire “Mais Hamas, Hamas, Hamas”... Je ne crois pas qu’ils aient une idée de ce qu’est réellement le Hamas.*

C’est une force politique qui a remporté les élections de 2005, que cela nous plaise ou non”

Mme Albanese reconnaît qu’elle est affectée par les mesures de rétorsion décidées par le gouvernement de Trump qui a bloqué ses comptes bancaires et lui a interdit l’entrée sur le territoire des USA ... où elle vivait avec sa fille et son mari *“C’est une forme de censure financière : je ne peux pas ouvrir de compte bancaire, nulle part. Je ne peux donc pas toucher de salaire, ni rien payer, je ne peux par exemple pas commander un taxi sur mon téléphone. Je dépends toujours de quelqu’un d’autre”.*

Cette répression du régime de Trump n’a visiblement pas modifié sa ligne de conduite comme représentante des Nations Unies... Le 15 septembre 2025 elle déclare : *“Il est trop tard pour prévenir le génocide commis par Israël à Gaza. Le génocide est en cours. Nous devons l’arrêter et punir les coupables”,*

Et elle ajoute *“Israël pratique un camouflage humanitaire et perpétue un génocide en le présentant au monde comme une entreprise militaire”.*

Le 22 septembre 2025, elle annonce qu’elle va enquêter sur le rôle des médias (voir “médias occidentaux”) dans le génocide des Palestiniens *“J’attends avec impatience le jour où les médias occidentaux seront jugés pour avoir*

participé à ce génocide (voir ce terme). Car il s'agit d'un génocide qui a été justifié et rendu possible par les médias qui ont adhéré au récit israélien."

AL-JAZEERA

En arabe "L'île" est une chaîne de télévision satellitaire d'informations en continu en langue arabe basée à Doha au Qatar qui depuis 2001 est la plus regardée dans le monde arabe.

A partir d'octobre 2023 Al Jazeera était l'un des seuls médias internationaux à informer en direct depuis la bande de Gaza... Elle est alors devenue la cible du régime israélien (voir "Médias occidentaux").

Cinq de ses journalistes seront alors abattus, la famille du chef du bureau d'Al-Jazeera sera massacrée lors d'un bombardement... et le 1er avril 2024, le parlement israélien votera une loi pour interdire la diffusion de ce média dans son pays : fermeture des bureaux locaux, impossibilité d'utiliser leurs équipements et extinction du site internet (voir "Journalistes à Gaza").

En écho, le 1er janvier 2025, l'Autorité Palestinienne a suspendu l'ensemble des activités de la chaîne en Cisjordanie y compris la diffusion, l'accusant de "*diffuser des contenus et reportages caractérisés par de la désinformation, de l'incitation à la sédition et de l'ingérence dans les affaires internes palestiniennes*"

Le 10 juillet 2025, l'armée israélienne a assassiné six journalistes de Al-Jazeera dormant sous leur tente à côté de l'hôpital Al-Shifa... Ce qui porte à plus de 240 le nombre de journalistes tués depuis octobre 2023.

ALYAH

Alyah, terme hébreu signifiant "ascension" ou "élévation spirituelle", désigne l'acte d'immigration en Israël d'une personne cataloguée comme juive.

Depuis la "Loi du Retour" votée en 1950, toute personne qui proclame sa judéité et/ou peut la prouver par la présence de juifs dans son ascendance (voir "ADN"), ou qui épouse une personne de religion juive, ou encore qui se convertit au judaïsme, a le droit de devenir citoyen de l'État d'Israël.

Cette émigration est plus que facilitée par l'"Agence juive pour Israël" qui offre divers avantages, depuis la gratuité du billet d'avion, jusqu'au "Saf Èita" (coup de pouce financier de plusieurs milliers d'euros durant la première année de séjour) en passant par toute une série d'aides telles la réduction d'impôts, l'annulation de diverses taxes, la sécurité sociale gratuite, l'accès à des bourses d'études...etc.

En ce qui concerne les arrivées, Yaakov Hagoel, président de l'Organisation sioniste mondiale (WZO) a déclaré qu'au cours des 11 derniers mois (octobre 2023 à août 2024) 29.000 personnes avaient immigré en Israël sous la "Loi du Retour"... Soit une baisse de 60 % (en 2022, ce nombre était de 73.000).

Une vaste campagne de promotion est menée en 2024 par l'Agence juive, principalement en direction des USA, pour tenter de surmonter ce "déficit" de population.

Fin 2023, le journal "Zaman Israël", citant l'autorité israélienne, a cependant révélé qu'environ 370.000 Israéliens avaient quitté le pays depuis le 7 octobre 2023.

Durant l'année 2024, environ 82.000 Israéliens ont quitté le pays, tandis que seulement 23 800 y sont entrés, selon des chiffres du Bureau central des statistiques israélien.

Le 17 septembre 2025, ce "Bureau central des statistiques" a publié un rapport sur la situation actuelle de la démographie israélienne.

Extraits : La population totale d'Israël est estimée à 10,148 millions de personnes.

Parmi eux, 7,758 millions sont des Juifs et autres (78,5 %), et 2,13 millions d'Arabes (21,5 %). À ces chiffres s'ajoutent environ 260 000 résidents étrangers.

Le solde migratoire est défavorable : cette année 2025, environ 25.000 nouveaux immigrants sont arrivés, mais 79.000 Israéliens ont quitté le pays, entraînant une perte nette de 28.000 personnes.

Chez les adultes juifs, 42,7 % se définissent comme laïcs, 21,5 % comme traditionalistes non religieux, 12 % comme religieux, et 11,4 % comme Haredim (voir ce terme).

L'Agence juive (voir ce terme) va avoir du boulot !

AMALEK

Dans le judaïsme, le terme Amalek a une connotation sinistre.

Il désigne les Amalécites, un peuple mentionné dans la légende biblique comme étant les persécuteurs des israélites fuyant l'Égypte.

Au fil des siècles, Amalek a pris une signification plus symbolique... l'incarnation du mal absolu !

Le 28 octobre 2023, lançant l'invasion de Gaza, Benjamin Netanyahu haranguait ainsi son armée, autoproclamée "la plus morale du monde". *"Rappelez-vous ce qu'il vous a fait ! Allez et frappez Amalek, et détruisez tout ce qui lui appartient !*

Vous ne l'épargnerez point, et ferez mourir hommes et femmes, enfants et nourrissons, bœufs et brebis, chameaux et ânes !"

Ce propos est clairement un appel au nettoyage ethnique !

En décembre 2023, l'Afrique du Sud a déposé une plainte contre le régime israélien auprès de la Cour Internationale de Justice (voir "CIJ") l'accusant de violer la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans son assaut militaire à Gaza..

Dans sa plainte, l'Afrique du Sud dénonce le discours de Netanyahu comme l'expression, par le plus haut fonctionnaire de l'État israélien, d'une intention génocidaire à l'encontre du peuple palestinien.

Face à la vague de protestations venant de nombreux pays étrangers, Netanyahu a tenté de minimiser le contenu de son exhortation et prétendu que ce n'était qu'une référence biblique niant qu'il appelait au génocide des habitants de Gaza.

Cette référence à Amalek a déjà été utilisée plusieurs fois par le passé par l'extrême droite israélienne pour justifier le meurtre de Palestiniens et pour appeler à leur extermination.

ANIMAUX HUMAINS

C'est ainsi que Yoav Galant, Ministre de la défense d'Israël qualifie les Palestiniens !

Son premier ministre Netanyahu renchérit *"Je ne les considère pas comme des êtres humains. Mais je ne les appelle pas des animaux humains parce que ce serait insultant pour les animaux"*.

Mais leurs prédécesseurs n'étaient pas en reste.

En 1982 déjà, Begin (voir ce nom), alors premier ministre, déclarait : *"Les Palestiniens sont comme des bêtes marchant sur deux jambes"* et sa collègue Golda Meir (voir ce nom) renchérisait *"Il n'y a pas semblable chose que les Palestiniens, ils n'ont jamais existé..."*

Déshumaniser c'est nier l'identité et l'individualité d'une personne que l'on va dès lors considérer comme inférieure à un être humain, voire comme non-humaine. Ce concept est au cœur des multiples génocides commis à travers les siècles, de l'esclavage des siècles antiques aux tueries contemporaines.

On distingue deux formes de déshumanisation niant la nature ou humaine d'individus ou de groupes.

La première est la déshumanisation mécaniste dans laquelle autrui est considéré comme un objet et où sa nature humaine est niée... Comme, simple exemple, les Aborigènes qui, jusqu'en 1967, étaient classés comme *"éléments de la faune et de la flore australienne"*.

La deuxième forme est celle dans laquelle autrui est appréhendé comme une créature inférieure.

Les caractéristiques propres à l'être humain (sensibilité, intelligence...) ne lui sont plus associées.

Tout au long des siècles, cette déshumanisation a permis de justifier de multiples exactions et crimes.

C'est elle qui a permis les massacres des Amérindiens du Nord, des Tutsis d'Afrique, le génocide arménien, celui du colonialisme belge au Congo... Et, bien entendu, celui des Roms et des Juifs d'Europe durant les années 1940.

Il suffit donc que la force militaire dominante détermine la non-humanité d'une population dite "ennemie" pour se déculpabiliser de son crime.

Les nazis traitaient les juifs de "untermenschen" (sous-hommes) pour, sans remords, les envoyer dans les chambres à gaz d'Auschwitz ou, comme au ghetto de Varsovie, les exterminer au lance-flammes.

Aujourd'hui, dans les pas des militaires nazis, les généraux israéliens considèrent aussi que les Palestiniens sont des "untermenschen".

... Et que penser, début août 2025, de la vague de condamnations indignées des gouvernements et des médias occidentaux en découvrant les photos des corps décharnés des deux "prisonniers/otages" diffusées par le Hamas (voir ce terme) ?

Cette lamentation n'est-elle pas un témoignage supplémentaire de la volonté de déshumanisation du peuple palestinien, jointe à une hypocrisie raciste sans nom... au moment où plus de 10.000 prisonniers et prisonnières sont soumis à la torture et à la famine dans les geôles sionistes et où des milliers d'enfants meurent (28 par jour selon le rapporteur de l'ONU), dans les ruines de Gaza ?

Le 15 septembre 2025, le grand allié du régime sioniste a confirmé le mépris raciste de son partenaire...

Réaffirmant son "soutien indéfectible à Israël", Marco Rubio, le secrétaire d'État américain (voir "USA") a qualifié les Palestiniens d'"*animaux barbares*" et a affirmé que tout a commencé le 7 octobre, ignorant les 77 années d'occupation israélienne de la Palestine.

ANTISEMITISME

Forme particulière de racisme, ce terme a été inventé en 1879 par Wilhelm Marr, journaliste allemand hostile à la population juive.

Cette haine irrationnelle a conduit à l'immonde génocide perpétré par les Nazis, à l'assassinat de millions de citoyens européens, juifs de culture ou de religion... et continue de sévir dans la société contemporaine, principalement occidentale.

Visant la population de culture et/ou de religion juive le terme "antisémitisme" est cependant inadéquat, voire absurde, car il fait référence à une racine ethnique commune... mythique ("voir "ADN").

En effet, la population de langue sémitique est originaire d'une région s'étendant de l'Afrique du nord à la Syrie, comprenant les ethnies arabe et berbère... dont les Palestiniens.

Il résulte de ce constat que seule une minorité de Juifs israéliens, ceux de la secte Haredim (voir ce terme), descendants des Berbères que le Calife Omar a soumis en 638 après JC. peut revendiquer un lien ethnique avec les juifs antiques.

Les autres Juifs de la planète sont, comme l'ont révélé les historiens contemporains, les descendants de convertis (voir "Diaspora"), principalement européens.

Ces Juifs ashkénazes, séfarades ou misrahims (voir "Juif(ves)") n'ont aucune filiation ethnique avec les Berbères sémites qui peuplaient cette région il y a deux mille et quelques ans.

Il est donc préférable, si on veut éviter tout amalgame, de parler de "judéophobie" ou de "antijudaïsme".

Mais il n'en reste pas moins que, au-delà de tout débat sémantique, il faut combattre sans relâche ce que l'on appelle communément l'antisémitisme, cette "bête immonde dont le ventre est encore fécond", qui se répand actuellement avec virulence dans les pays occidentaux.

Elle est non seulement la résurgence d'un racisme atavique, mais est aussi le produit de la confusion entre la judéité et la politique criminelle menée par le régime sioniste (voir "Sionisme").... Amalgame souvent entretenu par les partisans de la politique colonialiste de l'État israélien qui n'hésitent pas à qualifier d'antisémites toutes celles et ceux qui osent dénoncer ses crimes... Proclamant que l'antisionisme (voir ce terme) n'est qu'un avatar ou un paravent de l'antisémitisme.

Ce risque de confusion sévit un peu partout, tant à l'ONU que dans les organisations défendant les droits de l'Homme ou les Cours de Justice... Les déclarations de la juge Sebutinde, pourtant membre du tribunal de la CIJ (voir ce terme) "*Le Seigneur compte sur moi pour me tenir du côté d'Israël*" témoignent de cet amalgame tortueux.

Même des Juifs progressistes tombent parfois dans le panneau en affirmant que "l'État d'Israël est le centre du monde juif"... confondant le spirituel et le politique, la religion et le pouvoir temporel.

ANTISIONISME

Contrairement aux slogans diffusés par la Hasbara (voir ce terme), l'antisionisme n'est en aucune façon une hostilité à la présence de pratiquants de la religion hébraïque en Palestine ni à l'existence d'une communauté juive sur ce territoire.

C'est essentiellement une opposition à une idéologie colonialiste, à une politique fondée sur une vision ethno-raciale des rapports sociaux qui conduit à institutionnaliser les discriminations et oppressions subies par les Palestiniens.

L'antisionisme prône l'égalité en droits nationaux, individuels et religieux de tous les habitants de la Palestine, la transformation de l'État d'Israël, non plus en "État du peuple juif", concept raciste, mais en État de tous ses citoyens, de manière à ce que tous les citoyens israéliens puissent vivre en égalité (voir "Sionisme").

Comme le proclame l'UJFP (Union juive française pour la Paix). "*Nous n'acceptons pas le suprématisme juif et nous voulons le respect des droits de tous entre la mer et le Jourdain quelle que soit la configuration future de ce territoire*".

On peut noter que, historiquement parlant, l'antisionisme est un mouvement lancé par des citoyens de culture juive qui se sont opposés à celui fondé par Hertzl (voir ce nom) en 1897.

La principale raison à cette opposition est que le judaïsme est d'abord une religion... et qu'une religion n'est pas une nation, ni un peuple.

Pour les orthodoxes du mouvement Haredim (voir ce terme), il ne peut d'ailleurs pas y avoir d'État juif avant le retour du Messie.

Si le slogan "Antisioniste = Antisémitisme", proclamé comme un mantra par les défenseurs du régime israélien, est absurde, il n'en est pas moins vrai que des racistes se camouflent parfois derrière l'antisionisme. Il existe même de grands défenseurs de l'État d'Israël... certains antisémites !

En effet, aux USA (voir ce terme) des millions de chrétiens évangéliques (voir "évangéliques") soutiennent le régime sioniste et poussent les juifs étatsuniens à rejoindre Israël... afin d'en "débarrasser" les États-Unis.

Ils constituent le plus important lobby (voir ce terme) de soutien à Trump et à la droite radicale étatsunienne. Leur objectif majeur est de réaliser la prophétie de la "Fin des Temps", croyance selon laquelle le retour de Jésus-Christ dépend de l'établissement d'un État juif en Israël

"Quand tous les Juifs seront là-bas, Jésus reviendra pour instaurer un nouvel âge !".

APARTHEID

Ce mot signifie "séparation, mise à part".

Il trouve son origine dans le système raciste en vigueur en Afrique du sud sous le régime afrikaner. Cette ségrégation ethnique, a été appliquée par des états comme les USA, le Canada et la plupart des pays européens... et est toujours d'actualité dans de nombreuses régions du monde.

En Israël, deux pratiques d'apartheid sont en vigueur :

- Le petit pour protéger l'intimité d'une population, comme l'interdiction faite aux Palestiniens d'utiliser certaines routes et transports publics, la limitation de leurs droits civils et politiques... etc.
- Le grand imposant des zones de résidence géographiquement séparées et déterminées par le mur de plus de 700 kms, dit de sécurité, érigé entre Israël et les territoires palestiniens (voir "Barrière de séparation").

A l'intérieur de l'État d'Israël, près de deux millions de Palestiniens, les Arabes/Israéliens (voir ce terme), sont victimes de discriminations en ce qui concerne la nationalité, le mariage, l'accès au travail, le permis de construire, les déplacements... etc.

En Cisjordanie et à Jérusalem-est, territoires occupés, aucun droit ne régit la vie et le travail de la population palestinienne... ni salaire minimum, ni âge minimum, ni maxima horaires.

En outre, les habitants vivent sous l'arbitraire de la juridiction militaire dans des enclaves territoriales qui les isolent et desquelles ils ne peuvent sortir sans autorisation de l'armée.

Parmi d'autres astreintes, on peut aussi citer les multiples check-points et l'interdiction d'emprunter des routes réservées aux Israéliens.

Concernant la bande de Gaza, l'apartheid a été porté à son comble par la création de ce "ghetto à ciel ouvert" pour plus de deux millions de Palestiniens qui, depuis bientôt vingt ans, sont emprisonnés derrière une clôture de 65 kms de long et qui subissent une oppression systématique (voir "Marches du retour").

Ces pratiques du régime sioniste ont été dénoncées par l'ONU et de nombreuses organisations humanitaires, y compris en Israël même, comme crimes contre l'humanité..

Mais le régime israélien n'est jamais en manque d'initiatives racistes.

Voici la dernière : en novembre 2024, le parlement a voté une loi permettant que l'expulsion d'un "terroriste" arabo-israélien (voir "Arabes israéliens") puisse être accompagnée de celle de ses proches (parents, enfants, frères...).

Cette loi ne concerne, évidemment, que les Palestiniens "résidents israéliens", car Israël n'a jamais eu besoin de législation pour expulser de leur terre les Palestiniens de Cisjordanie ou de Gaza.

Ce nouveau dispositif s'ajoute à la liste toujours plus longue des lois suprématistes séparant juridiquement le traitement des citoyens israéliens, selon qu'ils sont juifs ou "arabo-sémites" (voir ce terme)..

ARABES ISRAELIENS

Ce sont les habitants d'Israël descendants des Palestiniens qui n'ont pas été expulsés en 1948.

Cette population d'environ deux millions de personnes, dont 140.000 Chrétiens, représente plus de 20 % des habitants de l'État sioniste... Leur carte d'identité est différente de celle des autres citoyens d'Israël. Considérés comme des "ennemis de l'intérieur" (voir "Apartheid"), ils sont, objectivement, des citoyens de seconde zone et subissent diverses discriminations, reconnues par la "Cour suprême" en 2000.

Les émigrés juifs d'ethnie arabe ou berbère provenant de pays comme le Maroc ou l'Algérie ne sont pas comptés parmi les Arabes israéliens... Mais comme Juifs.

Plus de soixante lois structurent l'infériorité de la "*nationalité*" arabe en Israël, et ce dans tous les domaines de la vie : droit de citoyenneté, participation politique, droits fonciers et au logement, accès à l'éducation, droits culturels et linguistiques, limitations des déplacements, contrôles de police... etc.

En outre, la loi du 19 juillet 2018 dite "*Loi État-nation du peuple juif*" stipule que "*Seul le peuple juif a droit à l'autodétermination nationale en Israël*" et que l'hébreu est la seule langue de l'État.

Actuellement, cette population autochtone vit une situation précaire et subit les conséquences des drames de Cisjordanie et de Gaza.

En octobre 2023, Itamar Ben-Gvir (voir ce nom), ministre de la Sécurité nationale, a autorisé la distribution gratuite d'armes à tous les civils juifs disposant d'un permis... pas aux "Arabes Israéliens" évidemment.

Dans la foulée, il a déclaré : "*Ceux qui souhaitent soutenir les Palestiniens de Gaza le peuvent, je les mettrai dans les bus qui s'y rendent*".

Le 12 septembre 2024, une bombe a exterminé une famille de Ramla, au sud-est de Tel-Aviv, et, depuis le début de l'année 2025, la police a recensé 173 meurtres d'Arabes/Israéliens ... la quasi-totalité non élucidés.

Depuis l'offensive sur l'enclave de Gaza, et malgré une totale interdiction, de nombreux Palestiniens d'Israël tentent de manifester leur solidarité avec Gaza et affrontent journalièrement les violences policières.

ARABO SEMITES

Comme les Jordaniens, les Libanais ou les Syriens, les Palestiniens font partie de l'ethnie arabo-sémite. Depuis le Ve siècle avant JC, ils sont installés sur cette terre qui va de l'Égypte au Liban et du Jourdain à la mer Méditerranée.

A partir du VIIe siècle et la conquête des musulmans venus d'Arabie, la population locale s'est peu à peu convertie à l'Islam, tout en cohabitant pacifiquement avec les autres religions de la Bible.

Ces citoyens israéliens sont en majorité musulmans, mais aussi chrétiens, et comprennent des Bédouins et des Druzes (voir ces deux termes),

Comme l'on démontré les historiens contemporains, il n'y a pas d'ethnie juive car la quasi-totalité des Israéliens est constituée de descendants des populations – principalement européennes, turques et nord-africaines – converties à la religion hébraïque... il y a plusieurs siècles (voir "Juif(ve)").

Cependant, une petite partie des Israéliens de religion hébraïque, descendants des Palestiniens soumis par les conquérants arabes, peuvent aussi revendiquer leur origine sémite.

On les trouve presque essentiellement parmi les Juifs ultra-orthodoxes, les Haredim (voir ce terme), qui représentent aujourd'hui un peu moins de 14 % de la population israélienne.

Ils sont souvent réprimés par le régime sioniste (voir "Sionisme") parce qu'il refusent de prendre les armes et s'opposent à la guerre.

En juin 2024, la Cour suprême israélienne a ordonné la conscription des Haredim qui étaient dispensés de service militaire depuis la création de l'État hébreu en 1948.

ARAFAT

Yasser Arafat, né en Égypte en 1929, est le cofondateur du Fatah (voir ce terme) et de l'OLP (voir ce terme) qu'il dirigera jusqu'à son décès en 2004, vraisemblablement dû à un empoisonnement.

La Nakba (voir ce terme) de 1948 signe le début de son engagement dans la lutte anticoloniale.

Convaincu que le peuple palestinien doit prendre en main son propre destin, il milite aux côtés des Frères musulmans égyptiens, sans jamais rejoindre leurs rangs.

En 1959, il crée le Fatah, le Mouvement de Libération de la Palestine qui a pour objectif la libération de tout le territoire palestinien par la lutte armée.

Par la suite, Arafat adoptera une politique de dialogue, privilégiant la volonté d'obtenir une reconnaissance internationale de la cause palestinienne.

En 1974, aux Nations Unies, il réclame le respect du droit au retour voté en 1948, l'autodétermination et l'établissement d'une autorité nationale palestinienne "*Je vous apporte d'une main le rameau d'olivier et, de l'autre, le fusil : ne me forcez pas à lâcher le rameau*".

En 1993, il signe les accords d'Oslo (voir ce nom) et devient le premier président de l'"Autorité palestinienne" qu'il dirigera jusqu'à sa mort... Mahmoud Abbas (voir ce nom) lui succèdera.

L'année suivante, il reçoit le prix Nobel de la paix en compagnie de Shimon Peres et Yitzhak Rabin (voir "Rabin"). Si "Oslo" a été une duperie pour son peuple et s'il n'a pas réussi à bâtir un réel État palestinien, il a toutefois été la première personnalité palestinienne à proposer un compromis historique avec les colonisateurs.

ARMEMENT ISRAËLIEN

Affirmer que le régime israélien est surarmé est une lapalissade !

Précédé par USA, Chine, Russie, Inde, Royaume-Uni, France, Corée du sud... et quelques autres, Israël est une puissance atomique (voir "Arme nucléaire") considérée comme une des vingt puissances militaires mondiales.

La marine se compose d'une dizaine de sous-marins, d'une quinzaine de navires de guerre et d'une cinquantaine de patrouilleurs.

L'armée de l'air comprend plus de 400 avions-bombardiers et plus de 200 hélicoptères d'attaque. Le corps blindé est composé de plus de 2.600 chars de combat.

L'armée de l'air israélienne se démarque sur la scène internationale grâce aux nombreux drones d'attaque et de reconnaissance qu'elle produit et utilise... et exporte dans de nombreux pays.

Au cours de la dernière décennie, Israël a aussi considérablement augmenté ses importations d'armes.

L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) estime que, durant la période de 2019 à 2023, Israël était le 15e plus grand importateur mondial d'armes majeures.

Jusqu'à ce jour, la France refuse les appels de la société civile en faveur d'un embargo total sur les armes à destination d'Israël... En 2024, cet Etat a exporté pour 29,27 millions de dollars en matériel d'armement !

Le ratio extrêmement déséquilibré entre les victimes et les blessés palestiniens et israéliens n'est donc pas dû à l'habileté des soldats et des officiers israéliens, mais plutôt à leur armement largement supérieur et à son utilisation massive et indiscriminée.

Entre 2019 et 2023, les États-Unis représentaient 69 % des importations d'armes d'Israël.

Il est donc assez évident que seul un changement notable dans le soutien des États-Unis à Israël pourrait amener Tel-Aviv à la table des négociations.... Et Netanyahu et consorts au tribunal de La Haye.

ARMES CHIMIQUES

Israël s'oppose officiellement à la présence d'armes chimiques dans les états voisins... Mais fait silence sur ses propres stocks... dont le phosphore blanc, substance incendiaire qui brûle à des températures extrêmement élevées et déclenche des incendies dans les zones où il est déployé.

Son usage contre des civils est considéré comme crime de guerre par l'ONU.

Israël a utilisé cette arme interdite à multiples reprises, notamment en 2008 lors de "Plomb durci" contre Gaza ainsi qu'en 2021 dans ses bombardements d'une quinzaine de localités du sud-Liban, tuant de nombreux habitants.

Fin octobre 2023, toujours au Liban, Israël a également mené une attaque au phosphore blanc contre les petites villes de Houla et de Dhaiya (voir ce nom), faisant, une fois de plus, de nombreuses victimes civiles...

En juillet 2024, l'État libanais a déposé plainte au Conseil de Sécurité de l'ONU pour de nouveaux bombardements au phosphore blanc... et attend la réponse.

Amnesty International et Human Rights Watch ont aussi dénoncé l'emploi de munitions au phosphore blanc contre le port de Gaza le 11 octobre 2023... Sans réaction de l'ONU.

ARME NUCLEAIRE

L'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) estime qu'Israël possède entre 80 et 300 ogives nucléaires... et produirait entre 10 et 15 nouvelles bombes chaque année. Son centre opérationnel est basé près de la ville de Dimona, à quelques kilomètres de la mer morte.

Ce site nucléaire a été construit clé en main par la France dans les années cinquante.... Et est évidemment interdit d'accès à tout contrôle de l'ONU.

Israël n'a jamais reconnu être une puissance atomique et Mordechai Vanunu, le technicien nucléaire qui, en 1986, a révélé cette réalité, a fait 18 ans de prison pour "trahison de secret d'État".

Affirmant ne pas posséder de bombes atomiques, Israël menace cependant en permanence d'envoyer ses missiles nucléaires sur Téhéran pour... les empêcher d'avoir l'arme atomique... Cherchez l'erreur.

Un rapport de l'ONU fait état du largage sur Gaza, en octobre et décembre 2023, de bombes contenant de l'uranium appauvri sur des bâtiments résidentiels, une école, des camps de réfugiés et un marché.

Ces bombes sont conçues pour percer des structures fortifiées blindées, provoquant d'énormes destructions et libérant des gaz toxiques... Elles sont fournies par les États-Unis....C'est vraisemblablement une telle bombe qui a été utilisée pour l'assassinat de Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah (voir ce terme).



BALFOUR

Lorsque Lord Balfour, secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, promet en 1917 à l'Organisation sioniste, fondée vingt ans plus tôt, l'établissement d'un "foyer juif" en Palestine, ce n'était nullement par philanthropie envers les populations juives. En réalité, Balfour vomit ces "schnorrers", ces gueux qui fuient les pogromes en Europe de l'Est et affluent en Occident.

C'est pourquoi il leur offre d'aller "défricher la Terre sainte pour éviter de les accueillir en Grande-Bretagne".

La "Déclaration Balfour" est une lettre ouverte datée du 2 novembre 1917, signée par Arthur Balfour, secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, et sympathisant d'un courant sioniste chrétien (voir "Sionisme" et "Lobbies") adressée à Lionel Walter Rothschild, personnalité de la communauté juive britannique... et financier du mouvement sioniste (voir "sionisme").

Par cette lettre, le Royaume-Uni se déclare en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le "peuple juif"... qui ne représente alors que 7% de la population de la Palestine.

La Déclaration Balfour est considérée comme une étape fondamentale de la création de l'État d'Israël.... Elle précise que *"rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non-juives présentes sur le territoire."*

La suite montrera comment les colonisateurs sionistes respecteront cet engagement.

BARGHOUTI

Marwan Barghouti, est un résistant palestinien né en 1959 dans un village de Cisjordanie (voir ce nom).

C'est actuellement la figure politique la plus populaire des Palestiniens.

Cadre d'une branche armée du Fatah (voir ce mot), il a joué un rôle important dans les deux premières intifada (voir ce mot) justifiant les attaques sur des cibles militaires tout en condamnant les attentats visant des civils.

Après plusieurs tentatives d'assassinat par le Mossad (voir "Mossad"), il est capturé en 2002, inculpé de 26 meurtres et condamné à cinq peines de prison à vie pour avoir "commandité des attentats".

En 2016, de sa prison, il exprime sa désillusion envers l'Autorité palestinienne, qu'il accuse d'être passée de meneur de la libération à médiateur de l'occupant.

Opposant déclaré de Mahmoud Abbas (voir ce nom), il appelle à la "réconciliation nationale" entre le Fatah et le Hamas, milite en faveur d'une résolution politique du conflit et pour la réalisation des accords d'Oslo (voir "Oslo"), sans pour autant rejeter la lutte armée contre l'occupation israélienne.

Le 14 août 2025, Ben Gvir (voir ce nom), ministre israélien de la Sécurité nationale a mené une opération médiatique en se rendant dans sa cellule pour le menacer et profiter de cette mise en scène pour durcir encore les conditions de détention déjà inhumaines imposées aux prisonniers palestiniens.

L'Autorité palestinienne a dénoncé *"les conditions humanitaires extrêmement dures"* dans lesquelles il est détenu à *"l'isolement"*.



Visiblement, sa voix dérange. Elle brise le récit israélien qui veut réduire la résistance à du terrorisme.

Elle rappelle que la sécurité ne peut justifier l'oppression et qu'on ne peut acheter la dignité d'un peuple.

Pour les Palestiniens, ceux des tentes et des ruines, tant que Barghouti restera enfermé, la cause palestinienne restera orpheline de son véritable leader... Et tant qu'il brandira ses menottes derrière les barreaux, le monde sera mis au défi de regarder la liberté en face.

BARRIERE de SEPARATION

Construite à partir de 2002, durant la seconde Intifada (voir ce terme), cette barrière, aussi appelée "clôture de sécurité" a pour objectif, selon le gouvernement israélien, de "protéger les citoyens".

Elle sépare totalement le territoire israélien de la Cisjordanie et est constituée d'un grillage électrifié, d'un mur en béton de huit mètres de haut et de miradors.

Le tout est long d'environ 713 kms... deux fois plus haut et quatre fois plus long que le mur de Berlin !

L'édifice comporte 240 checkpoints, des tours équipées de systèmes de caméras et des radars reliés aux centres de commande de l'armée.

Ce mur n'a pas été construit sur le territoire israélien, défini par la 'ligne verte' reconnue par l'ONU, mais sur le territoire palestinien et s'enfonce parfois jusqu'à 2 kms à l'intérieur de la Cisjordanie... s'accaparant ainsi, le mot "volant" est plus adéquat, 10 % de terres palestiniennes.

Pour ce qui de l'enclave de Gaza (voir ce nom), l'autre territoire palestinien, il est entouré d'une barrière de 65 kms, constituée d'une haute clôture métallique dotée de caméras et de divers capteurs et postes d'observation.

En juillet 2004, la Cour Internationale de Justice (voir CIJ) a condamné Israël pour violation du droit international et lui a ordonné de rendre les terres palestiniennes dont il s'était emparé pour la construction de cette barrière dite de sécurité.

Quelques jours après ce jugement, l'Assemblée générale de l'ONU, a voté une résolution demandant, en conformité avec la décision de la CIJ, la destruction du mur et le paiement de réparations aux Palestiniens.

Israël ne respectera pas cette résolution... Comme elle n'a jamais respecté les 230 autres votées depuis 1948 !



BDS

"Boycott-Désinvestissement-Sanctions" est un mouvement international non-violent dont l'objectif est de faire cesser l'occupation et la colonisation des territoires envahis en 1967.

BDS revendique l'égalité des citoyens d'ethnie arabe en Israël et le droit au retour des réfugiés de la Nakba (voir ce terme) de 1948.

Il a été lancé en 2005 par 171 organisations non-gouvernementales palestiniennes appelant les citoyens du monde à boycotter les produits israéliens, mais également de pratiquer un boycott sportif, culturel et universitaire.

BDS propose aussi de faire pression sur les entreprises, notamment européennes, afin qu'elles arrêtent leur collaboration avec un État, dénoncé comme criminel.

Enfin, BDS demande de forcer les États à concrétiser les sanctions et résolutions exigées par l'ONU et diverses organisations internationales (voir "Droit international")... applicables depuis des dizaines d'années !

Outre les réactions haineuses du régime sioniste contre BDS, des décrets et lois anti-BDS qui se multiplient aux USA (voir ce terme), plusieurs gouvernements occidentaux ont tenté, et tentent toujours, de criminaliser le mouvement... Démontrant ainsi, d'une certaine manière, son efficacité.

Le 8 août 2025, Omar Barghouti (voir ce nom), un des fondateurs palestiniens de BDS, déclarait "*Depuis un siècle, le peuple palestinien résiste à l'oppression coloniale et n'a jamais abandonné. Nous insistons sur notre* »

menu complet de droits », comme l'a dit un jour l'archevêque Desmond Tutu. Nous nous efforçons de prospérer dans notre patrie dans la liberté, la justice, l'égalité et la dignité sans faille. Ne tombez pas dans la complaisance tant que vous n'avez pas mis fin à la complicité des États-Unis dans les crimes d'Israël. Ne perdez pas espoir. Vous ne l'avez pas encore mérité”.

Alignés sur le comportement du pouvoir sioniste (voir “Sionisme”), la plupart des gouvernements occidentaux montrent une attitude peu “sympathique” envers le mouvement BDS.

Un des pires exemples est actuellement la répression de la police britannique contre les militants de “Defend our juries” : le 6 septembre 2025, les “Bobbies” ont emprisonné 890 manifestants pacifiques qui protestaient contre le génocide perpétré à Gaza... Au total, plus de 1.600 personnes ont déjà été arrêtées depuis juillet, et 138 inculpées de soutien à une “organisation terroriste”.

... Mais ce 8 septembre 2025, plus de 1.200 acteurs, réalisateurs et professionnels du cinéma et de la télévision, dont des stars comme Susan Sarandon ou Javier Bardem, rassemblés dans “Film Makers for Palestine” ont signé un engagement à ne plus collaborer avec les institutions cinématographiques israéliennes (festivals, producteurs...).

BEDOUINS

Les Bédouins de Palestine sont des nomades implantés depuis de nombreux siècles dans la région, principalement dans le désert du Néguev... territoire aujourd'hui annexé par le régime israélien.

Ce désert s'étend jusqu'à la péninsule égyptienne du Sinaï et au golfe d'Aqaba, un port jordanien auquel fait face la station balnéaire israélienne d'Eilat.

Dans le Néguev, la population bédouine a développé un mode de vie semi-nomade, combinant agriculture extensive et activité pastorale.

Le plan de partage de l'ONU de 1947 avait attribué le Néguev aux Palestiniens, mais en 1948 Israël s'en est emparé et a obligé 80 % de la population à fuir en Jordanie ou dans l'enclave de Gaza (voir “Nettoyage ethnique”).

Les Bédouins restant, une vingtaine de milliers, on vu leurs habitations et leurs écoles détruites, leurs puits empoisonnés... Et ont ensuite été confinés dans un territoire réduit à 10 % de celui qui leur appartenait auparavant.

Comme Gaza, c'est une sorte de ghetto que les Bédouins appellent ironiquement “Siyag” (l'enclos où l'on parque le bétail) où le gouvernement militaire ne leur permet pas de se déplacer sans autorisation, ce qui rend leurs migrations saisonnières impossible.

Malheureusement pour eux, Israël avait un projet pour cette région : y attirer 500.000 émigrés anglo-saxons. Afin de libérer l'espace occupé par les terres agricoles, le gouvernement sioniste n'a, simple exemple, pas hésité à épandre du Roundup, ce puissant toxique, sur les champs d'al-Araqib, un village bédouin, provoquant de nombreuses et graves intoxications chez les enfants.

...Et fin juillet 2011, les bulldozers sont entrés en action et ont rasé al-Araqib.

Aujourd'hui, la population bédouine est estimée entre 200 et 300.000 personnes.

La grande majorité vit dans une cinquantaine de villages qui n'existent pas sur les cartes officielles car le gouvernement israélien les considère comme illégaux, refusant de fournir les services les plus élémentaires, tels l'électricité ou l'eau courante, les menaçant de destruction à tout moment.

Les Bédouins sont citoyens de l'État d'Israël, mais, comme les “Arabes Israéliens” (voir ce terme), ils ne bénéficient pas des mêmes droits que leurs concitoyens “Juifs”.

En 2023, Amnesty International a dénoncé l'expulsion des 500 habitants du village de Ras Jrabah où ils vivaient depuis plusieurs décennies... Et l'obligation imposée par le tribunal militaire de payer la somme de 32.000 \$ pour couvrir les “frais de justice”.

Le 8 mai 2024, le village de Wadi Al-Khalil a été rasé sur ordre du ministre de la “Sécurité Nationale” et les 350 habitants expulsés de leur terre.

L'ONU n'a pas réagi devant ce crime contre l'humanité.

BE'ERI

Le 7 octobre 2023, une bataille s'est déroulée dans le kibboutz Be'eri, situé à quatre kms de la “barrière de sécurité” ceinturant Gaza.

Un rapport de l'ONU, rapport confirmé par le FDI (“Forces de défense israéliennes”), indique qu'une bonne centaine de Palestiniens ont envahi le kibboutz (voir “Sept octobre 2025”).

Durant l'invasion, les militants du Hamas ont tué une centaine de civils armés du groupe de "Défense du Kibboutz" et 31 militaires israéliens.

Une trentaine d'habitants ont été emmenés à Gaza.

103 miliciens du Hamas (Brigades Izz al-Din al-Qassam) ont été tués.

Les meurtres des civils israéliens seront qualifiés de crimes de guerre par Human Right Watch et de nombreuses autres organisations de défense des droits humains.

À l'arrivée des forces israéliennes, le général de brigade Barak Hiram, commandant de la 99e division, a appliqué la directive "Hannibal (voir ce terme) et ordonné à ses chars de tirer sur la maison de Pessi Cohen, où une quarantaine d'envahisseurs retenaient quatorze Israéliens.

La maison a été démolie et incendiée, provoquant la mort de tous les "résidents".... Sauf un.

Les chars Merkava ont également tiré sur d'autres habitations provoquant la destruction de 57 structures du kibboutz, soit plus d'un tiers de l'ensemble des bâtiments résidentiels

BEGIN

Menahem Begin est un homme d'État israélien d'origine biélorusse, né à Brest-Litovsk en 1913.

Arrivé en Palestine en 1943, il rejoint l'Irgoun, groupe armé sioniste (voir "Sionisme"), dont il prend le commandement quatre ans plus tard.

Comme son collègue Yitzak Shamir (voir ce nom), il fut, avant de faire une carrière politique, un des terroristes les plus connus durant les années précédant la création de l'État d'Israël.

Le 22 juillet 1946, il coordonne, avec le groupe Lehi de Shamir, l'attentat contre l'hôtel King David à Jérusalem qui fera 91 victimes.

Toujours avec la collaboration de Shamir, il est responsable du massacre de Deir Yassin qui fit plus de cent victimes civiles... Un mois avant la proclamation de l'indépendance d'Israël !

Ironie de l'Histoire, c'est sur les terres de ce village martyr de Deir Yassin que fut construit Yad Vashem, le mémorial des victimes juives du nazisme.

Grand rival de Ben Gourion pour le pouvoir, il est aussi responsable de l'opération "Altalena" menée par l'Irgoun en juin 1948... au lendemain de la fondation de l'État !

Ce bateau, chargé de milliers d'armes, d'explosifs et de 5 blindés voulait aborder le territoire avec 800 migrants et un contingent de paramilitaires.

Ben Gourion donna l'ordre à son armée, nouvellement constituée, d'attaquer et de détruire l'Altalena. Begin fit allégeance... et entama une carrière politique.

La même année, dans un discours célèbre, il est sans ambiguïté sur les objectifs du sionisme.

"Renforcez-vous. Renforcez votre esprit. Il n'y a pas d'alternative. Nous ne pouvons pas acheter la paix à nos ennemis par l'apaisement. Il n'y a qu'une seule « paix » qui s'achète : la paix du cimetière, la paix de Treblinka. (...) Remplissez-vous de force spirituelle et préparez-vous à d'autres épreuves. Nous les supporterons. Le Dieu des armées nous aidera".

Begin fut premier ministre d'Israël de 1977 à 1983.

En 1978, il réalisera l'accord de paix avec l'Égypte... et recevra le "Prix Nobel de la Paix".

En 1982 il déclenchera l'invasion du Liban qui se soldera par la mort de 20.000 Libanais et Palestiniens.

Autre haut fait de Begin : il est, avec Ariel Sharon (voir ce nom) l'instigateur du massacre de Sabra et Chatila (voir ces noms), deux camps de réfugiés palestiniens dans lesquels entre 3.500 et 5.000 civils furent assassinés.

Menahem Begin ne passera jamais en jugement pour crime contre l'humanité.

BEN GOURION

David Ben Gourion, né David Grün en Pologne en 1886, a émigré en Palestine à l'âge de vingt ans.

D'abord secrétaire général de la Histadrout (voir ce nom), le syndicat regroupant les militants de diverses factions sionistes, il devient en 1935 président de l'Agence Juive (voir ce terme) et, en même temps, responsable de la Haganah, le plus important groupe paramilitaire contre l'occupant anglais.

Il est alors considéré comme le principal dirigeant des Juifs sionistes vivant en Palestine.

Jusqu'en 1945, il mènera diverses actions politiques contre les occupants, organisant notamment le "Congrès sioniste de Biltmore" aux États-Unis qui revendiquera le départ des Anglais de la Palestine mandataire et l'établissement d'un État juif.

Durant cette période, Ben Gourion, apparemment adepte du “double jeu”, collaborera avec l’occupant britannique, lui livrant même certains colons juifs qui avaient pris les armes.

Concernant le sort des Juifs d’Europe durant la IIe guerre mondiale – il connaissait pourtant l’existence des camps de concentration hitlériens et les chambres à gaz – il aura cette phrase lapidaire...

“Si je savais qu’on pouvait sauver tous les enfants d’Allemagne en les envoyant en Angleterre mais seulement la moitié d’entre eux en les envoyant en Palestine, je choiserais cette dernière option.”

Visiblement, la création de l’État d’Israël était sa priorité absolue et seul semble compter à ses yeux le sort des Juifs de Palestine... pas celui des autres coreligionnaires (voir “Juif(ves)”).

A la fin de la IIe guerre mondiale il organisera grèves et sabotages, renforçant la Haganah (voir ce terme) par une politique d’achats d’armes, sans négliger le développement de l’émigration des Juifs d’Europe.

Après la création de l’État d’Israël, c’est sous ses ordres que la Haganah, devenue la “Force de Défense d’Israël” (Tahal), lancera l’opération de nettoyage ethnique (voir “Nettoyage ethnique” et “Nakba”) qui expulsera environ 800.000 Palestiniens de leur terre et de leur maison, rasera plus de 500 villages... dont elle empoisonnera souvent les puits avant de partir (voir “Armes chimiques”).

Ben Gourion exprimera clairement l’objectif de cette opération.

“Nous devons utiliser la terreur, l’assassinat, l’intimidation, la confiscation de terres, et la suppression de tous les services sociaux pour débarrasser la Galilée de sa population arabe.

Après la création de l’État, qui fera de nous une force puissante, nous abolirons la partition et nous nous étendrons à toute la Palestine”.

David Ben Gourion ne passera jamais en jugement pour crime contre l’humanité.

BEN GVIR

Itamar Ben Gvir est né en 1976 à Jérusalem dans une famille d’origine irakienne.

Il dirige aujourd’hui le parti d’extrême droite “Force juive”.

Dans les années 1990, il était membre du parti Kach et Kahane Chai dont un des leaders, Baruch Goldstein, massacra 29 fidèles Palestiniens qui priaient dans le tombeau des Patriarches, à Hébron (voir ce nom).

Il lui alors été interdit de se présenter aux élections... classé comme terroriste par les autorités israéliennes et étatsuniennes.

Homophobe, antilibéral et antidémocrate, il proclame en permanence sa haine viscérale des Arabes et croit en la suprématie du peuple juif.

Souvent condamné pour incitation à la haine, il est actuellement à la tête de la troisième force politique d’Israël et ministre de la Sécurité nationale du gouvernement de Netanyahu.

Il est aussi connu pour ses multiples provocations hostiles aux Palestiniens : “visites” à l’esplanade des Mosquées, intrusion dans la cellule de Barghouti (voir ce nom), octroi de 100.000 permis de port d’arme supplémentaires aux civils sionistes après l’attaque du sept octobre 2023 (voir ce terme)... etc.

Avec son “collègue” Smotrich (voir ce nom), il ne cesse de pousser Netanyahu à annexer Gaza et la Cisjordanie... avant de lancer la conquête du grand Israël (voir “Eretz Israël”).

En 2024, il a, à plusieurs reprises, appelé les parlementaires israéliens à adopter une loi autorisant les détenus palestiniens à être abattus d’une balle dans la tête *“Les prisonniers palestiniens doivent être exécutés d’une balle dans la tête, et jusqu’à l’adoption de cette loi, ils ne recevront que le strict minimum pour survivre”.*

Début septembre 2025 il a aussi déclaré *“Avec l’aide de Dieu, je planifie déjà le prochain quartier pour les policiers, qui sera situé dans l’un des plus beaux endroits du Moyen-Orient. Nous achèverons la conquête de la ville de Gaza et y établirons un magnifique quartier de police face à la mer.”*

Le 9 septembre 2025, le Parlement européen a décidé qu’il était, ainsi que Smotrich, désormais déclaré “persona non grata” dans l’ensemble des 29 pays membres de l’espace Schengen... Mais cela n’a pas calmé ses ardeurs meurtrières.

Le 17 novembre 2025, il a déclaré qu’il fallait arrêter Mahmoud Abbas *“Une cellule à l’isolement l’attend à la prison de Kitzzi’Ot”* (voir “Kitzi’Ot et Rakefet”) et *“assassiner les responsables palestiniens qui sont des terroristes à tous points de vue”*... Ben Gvir est ministre de la sécurité nationale !

BILAN des BOMBARDEMENTS (A Gaza en 2023 & 2024)

Des chercheurs de l'université de New York et de l'Oregon, spécialistes de la cartographie des dommages en temps de guerre, ont étudié les effets des bombardements aériens et des frappes d'artillerie dans les conflits contemporains.

Ils ont appliqué les données du satellite "Copernicus Sentinel-1" à Gaza et ont constaté des niveaux de destruction sans précédent en comparaison avec d'autres conflits récents ou anciens (Irak, Syrie, Ukraine...). Ainsi, ils ont comparé la puissance destructrice du bombardement d'Hiroshima – leur étude exclut évidemment l'horreur des dégâts humains causés par l'usage de l'uranium – avec celle subie par Gaza.

L'étude des chercheurs étatsuniens révèle qu'en moins d'une année, d'octobre 2023 à août 2024, 83.000 tonnes de bombes (parfois 1.000 bombes par jour !), fournies par les États-Unis ont été larguées sur Gaza.

... Celle tombée sur Hiroshima équivaut à 30.000 tonnes !

Petite précision : au lendemain de l'agression d'octobre 2023 (voir "Sept octobre"), 33 tonnes d'explosifs ont été lancées en moyenne sur chaque kilomètre carré de la bande de Gaza (voir "Urbicide").

Le mois de février 2024 présentait le pic avec l'équivalent de 4,6 bombes atomiques ou celui du tonnage total des bombes reçues par Dresde, Hambourg et Londres, durant la IIe guerre mondiale.

... Et ce sinistre carnage se déroule avec le silence complice des États et gouvernements occidentaux !

BILAN MORTUAIRE (Des Palestiniens de 1920 à 2025... plus de cent ans !)

La quasi-totalité des médias et des responsables politiques occidentaux fixent l'attaque du 7 octobre 2023 comme début des hostilités et l'invasion de Gaza.

Cette affirmation largement diffusée par la Hasbara israélienne (voir "Hasbara") laisse entendre que, jusqu'à cette date, le territoire vivait dans une paix relative.

Mensonge non seulement odieux à propos des événements du 7 octobre 2023 (voir "Sept octobre") mais de plus négation de l'Histoire !

En effet, sans remonter jusqu'aux Romains du premier siècle, les Ottomans, ensuite les Anglais, et aujourd'hui les colons occidentaux, c'est depuis un centaine d'années que la population autochtone subit la violence de forces occupantes.

Depuis les émeutes de Jaffa de 1921 jusqu'à l'attentat de l'hôtel King David en 1946 en passant par les bombes dans les marchés de Haïfa et de Jérusalem, c'est par centaines que les civils Palestiniens ont été abattus par les terroristes... Les mêmes qui formeront la future armée israélienne.

Ensuite, de 1948 à nos jours, des dizaines de milliers de civils ont été abattus par l'armée israélienne dans une longue série de massacres.

Quelques noms... parmi une longue, très longue liste :

Deir Yassin (plus de cent civils abattus)

Tantoura (200 victimes)

Kirbet Nâsr al-Dîn (20 paysans massacrés)

Lydda et Ramle (250 personnes assassinées + plusieurs centaines dans la "Marche de la Mort" qui a suivi) Al-Dawayima (entre 500 et 1.000 victimes)

Abou Shousha (80 villageois assassinés)

Ein al-Zeitoun (70 villageois abattus)

Kafr Kassem (50 paysans, dont 12 enfants, exécutés)

...et ceux perpétrés durant les intifadas (voir ce terme) de 1987 et 2000..

A ces morts, il faut maintenant ajouter plus de 68.000 victimes (estimation validée par l'ONU) du ghetto de Gaza, dont la moitié d'enfants. Cet horrible chiffre est "à minima" car les services médicaux palestiniens ne comptabilisent que les morts "immédiates", pas les victimes mourant à la suite de leurs blessures, ni celles enfouies sous les décombres.

Selon la célèbre revue médicale anglaise The Lancet en juillet 2024 : "*il n'est pas invraisemblable d'estimer que jusqu'à 186.000 morts, voire plus, pourraient être imputables au conflit actuel à Gaza*".

Le constat est atroce : depuis un siècle, les violences du colonialisme sioniste sont journalières.

Pour garder mémoire, sans vouloir remonter trop loin dans le temps, le constat des exactions qui ont précédé la révolte du 7 octobre 2023 est édifiant.

Environ 12.000 Palestiniens ont été abattus durant les deux intifadas (voir ce terme) de 1987/93 et 2000/2005.

A ces morts s'ajoutent ceux provoqués par les diverses incursions dans l'enclave de Gaza de 2008 à 2014 : "Plomb durci" et ses 1400 morts, dont 300 enfants, "Pilier de défense" qui vit près de 200 civils tués et 1.200 blessés, "Bordure protectrice" et ses 2251 victimes, dont 551 enfants...

Une évidence : le 7 octobre 2023 n'est qu'un épisode de plus dans la lutte de la population palestinienne contre son puissant envahisseur !

Quelques infos concrètes, mais aussi très parcellaires, de "l'après 7 octobre 2023" :

- Camp de réfugiés de Jabalyia (01/11/2023) : en 25 jours de bombardements, 3.500 enfants sont morts et 6.800 enfants ont été blessés » (Unicef).
- Camp de Rafah (17/05/2024) : 45 morts... un "incident tragique" selon l'armée israélienne.
- Camp de Nuseirat (22/07/2024) : bombardé 63 fois en une semaine : 91 morts et 251 blessés.
- Bombardement du village de al-Mawasi (10/09/2024) : 40 morts et 60 blessés.
- Bombardement de Beit Lahia (19/10/2024) : Plus de cent civils tués et des dizaines d'autres blessés et portés disparus... la plupart sont des femmes et des enfants.

Pas un jour sans que tombent des chiffres témoignant de la barbarie de l'armée israélienne.

Assassinats de dizaines de milliers d'enfants et de travailleurs humanitaires... Plus de 200 employés de l'UNRWA (voir ce terme) sont morts depuis le 07/10/2023...

Concernant le génocide (voir ce terme) perpétré à Gaza, Herzi Halevi, ancien chef d'état-major de l'armée israélienne a déclaré ce 9 septembre 2025 sur le site israélien "Ynet", que *"Plus de 10 % » des 2,3 millions d'habitants de Gaza ont été tués ou blessés"*... confirmant les estimations du "Croissant rouge" de 64.700 morts et 164.000 blessés....Bilan mortuaire à glacer le sang !

Le 20 septembre 2025, Francesca Albanese (voir ce nom) rapporteuse spéciale des Nations Unies nous apprend que *"certains chercheurs et scientifiques estiment le nombre réel de morts à Gaza à 680 000... Si cela est confirmé, 380.000 d'entre eux sont des nourrissons de moins de cinq ans"*.

Ah quel bonheur ça serait d'apprendre que les chercheurs et les scientifiques se sont trompés !

BOMBES THERMOBARIQUES

C'est une arme qui combine des effets thermiques, d'onde de choc et de dépression... elle remplace les lance-flammes bien connus durant la seconde guerre mondiale.

Ces bombes permettent notamment, par un tir à l'entrée d'un abri mais aussi d'un bâtiment, de tuer des humains même réfugiés loin en profondeur, grâce aux deux explosions induisant la surpression puis la dépression successives dont l'effet est particulièrement favorisé dans des espaces clos.

Les Conventions de La Haye de 1899 et 1907, celles de Genève de 1949 et le Droit international humanitaire interdisent l'utilisation de bombes thermiques, et à fortiori thermobariques, contre des civils dans des zones peuplées et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale qualifie l'utilisation de bombes thermiques de crime de guerre.

Israël possède plusieurs types de bombes thermobariques, développées localement ou acquises auprès de partenaires étrangers tels que les États-Unis.

Elles ont été utilisées durant les précédentes attaques israéliennes contre Gaza, "Plomb durci" (2008) et "Bordure protectrice"(2014) notamment, pour détruire les tunnels et bunkers du Hamas.

C'est ce type de bombe qui a été utilisé pour assassiner Hassan Nasrallah, le dirigeant du Hezbollah (voir ce nom) en décembre 2024 à Beyrouth.

Un groupe de Droit international a évoqué la probabilité de l'utilisation d'armes thermobariques par Israël dans sa guerre génocidaire dans la bande de Gaza.

"Un certain nombre de victimes tuées lors de ces horribles raids israéliens sur des immeubles résidentiels ont disparu et pourraient s'être transformées en cendres" a déclaré l'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme.

BREAKING the SILENCE

Organisation non-gouvernementale, appelée aussi BtS, fondée en 2004 par des soldats et vétérans de l'armée auto-proclamée "la plus morale du monde".

Elle recueille les témoignages en rapport avec les services militaires effectués en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est, permettant aux soldats et réservistes de décrire de manière confidentielle leurs expériences dans les territoires occupés.

En publiant ces récits, *Breaking the Silence* veut forcer la société israélienne à se confronter à la réalité qu'elle a créée et à faire face à la vérité concernant les pillages et la destruction des biens palestiniens.

Depuis le 7 octobre, l'accès à Gaza étant interdit à tout observateur ou journaliste (voir ce terme), le travail militant de BtS se limite à montrer à la presse étrangère ce qui se passe en Cisjordanie et les exactions commises par les colons.

Fin novembre 2023, un des responsables de l'ONG déclarait : *“la force seule ne peut pas nous offrir, à nous, Israéliens, la sécurité que nous méritons. Une résolution politique qui s'attaquerait aux racines du conflit est le seul moyen de défendre les frontières et les citoyens d'Israël.*

Nous devons parvenir à des accords contraignants qui garantiraient les droits, la sécurité et la liberté des Israéliens et des Palestiniens ainsi que l'autodétermination des deux peuples”.

L'organisation ne soutient pas la campagne BDS (voir ce terme), ne cherche pas à faire juger les officiers israéliens impliqués dans des crimes de guerre, ne justifie aucune violence palestinienne et n'appelle pas les Israéliens à refuser de servir dans les territoires occupés.

Le 6 novembre 2025, l'organisation a diffusé les témoignages de soldats admettant l'utilisation de civils palestiniens comme “boucliers humain” pour éviter les embuscades et les explosifs.





CANAL BEN GOURION

Ce gigantesque canal devrait relier la Mer Rouge à la Méditerranée.

C'est un facteur économique et géoéconomique majeur pour le régime israélien... et les USA !

Conçu en 1963, le projet prévoit un canal de 260 à 300 km de long traversant le désert du Néguev et reliant la Méditerranée au golfe d'Aqaba et à la mer Rouge.

En plus de pouvoir accueillir un grand nombre de navires de gros tonnage, il permettrait la navigation simultanée dans les deux sens grâce à la conception en deux bras... ce que ne permet pas le canal de Suez.

Sa réalisation coûterait entre 16 et 55 milliards de dollars et commencerait au port de Eilat — les premiers travaux étaient annoncés pour juin 2024 — et se terminerait dans ou à côté de l'enclave de Gaza.. ce qui impliquerait l'expulsion de ses habitants (voir "Nettoyage ethnique").

Il paraît assez aisé d'imaginer que la réalisation de ce canal aurait une influence énorme sur les chaînes d'approvisionnement internationales de pétrole, gaz, céréales, et aussi sur tout le commerce mondial... Facile aussi de considérer que ce projet est un élément important du projet sioniste de "Eretz Israël" (voir ce terme).

Divers analystes interprètent l'invasion israélienne de la bande de Gaza, sa destruction (voir "Urbicide") et le génocide (voir ce terme) qui s'y déroule, comme faisant partie intégrante du projet "Canal Ben Gourion".

CENTRE de COORDINATION CIVILO-MILITAIRE (CCMC)

Le 17 octobre 2025, le Commandement central étatsunien (CentCom) a officiellement inauguré à Kiryat Gat, une localité proche de la bande de Gaza, un Centre de coordination civilo-militaire (CMCC) en Israël, censé coordonner l'aide humanitaire, logistique et sécuritaire à Gaza.

Environ 200 militaires étatsuniens, *experts en logistique, sécurité, ingénierie et planification*, ont contribué à la création du centre, sous la direction du lieutenant-général Frank, commandant de l'armée centrale étatsunienne (voir "USA")

Le CMCC affirme avoir pour objectif de soutenir la transition de Gaza vers une gouvernance civile tout en garantissant le respect de l'accord de cessez-le-feu.

Trump a nommé, à la tête de cette structure un homme d'affaires israélien d'origine étatsunienne, Michael Eisenberg, connu pour son idéologie sioniste et qui a participé à la GHF "*Fondation humanitaire pour Gaza*" (voir "GHF"), piège mortel qui a coûté la vie à des milliers de Palestiniens affamés (voir "Abu Shabab").

Une des premières missions déclarées de ce CMCC sera de superviser le désarmement du Hamas et la destruction des tunnels terroristes qui existent encore sous Gaza. Le 24 octobre, l'armée des USA a commencé à faire voler des drones au-dessus de la bande de Gaza pour surveiller le cessez-le-feu.

CHARS de GEDEON

Début mai 2025, le cabinet de sécurité israélien a validé cette opération de nettoyage ethnique (voir ce terme) dont l'appellation est une référence à un guerrier de la légende biblique, choisi par Dieu pour vaincre les dangereux envahisseurs, les Madianites, avec seulement 300 hommes.

L'objectif de cette opération est de déplacer plus de deux millions de Palestiniens de la bande de Gaza pour les rassembler dans une zone "stérile".



Le 15 septembre 2025, ayant constaté que le “travail” des “Chars de Gédéon” n’était pas achevé, que les habitants n’avaient pas fui comme prévu... Netanyahu a lancé l’opération “Chars de Gédéon II” sur Gaza city ! La ville a d’abord été la cible de violents bombardements, puis l’offensive principale a été déclenchée par les chars, 130 000 soldats... et les “robots” (voir “Terrorisme”).

Ces robots sont des véhicules blindés désaffectés, bourrés d'explosifs et guidés à distance au cœur des zones urbaines avant d'être déclenchés, provoquant des destructions généralisées (voir “Urbicide”).

Netanyahu a qualifié à plusieurs reprises son plan de "phase finale" de la guerre.

S’il est mené à son terme, il ne restera plus rien de ce qu’était la bande de Gaza avant le 7 octobre 2023 (voir ce terme)... Effacée la cité millénaire !

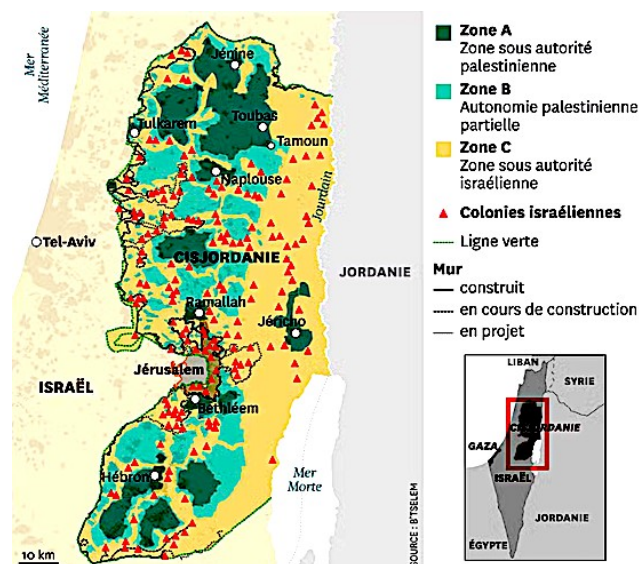
CISJORDANIE

Adossée au fleuve Jourdain, d’où son nom, cette région fait partie de l’État de Palestine, occupé par l’armée israélienne, les autres étant Gaza et Jérusalem-Est.

La Cisjordanie compte environ trois millions d'habitants répartis dans sept grandes villes : Jérusalem-Est, Jéricho, Ramallah, Naplouse, Jénine, Hébron et Tulkarem.

En 1995, les accords d’Oslo (voir ce mot) divisent la Cisjordanie en trois zones dont la plus importante, la zone A comprend 55 % de la population.

L’ONU avait désigné l’Autorité Palestinienne pour l’administrer



Israël n’a jamais respecté cette résolution de l’ONU et contrôle aussi cette partie du territoire palestinien. Son occupation militaire a progressivement, permis à quelques 700.000 à 800.000 colons, répartis en 230 colonies, de s’accaparer terres et maisons (chiffres de août 2025).

Israël a aussi érigé un mur de séparation de 700 kms (voir “Barrière de séparation”)... une grande partie empiétant sur le territoire palestinien.

Cette barrière a évidemment été condamnée par l’ONU et la Cour Internationale de Justice (voir “CIJ”) qui a ordonné son démantèlement... Ordonnance jamais appliquée, évidemment.

Objectivement parlant, la Cisjordanie est aujourd'hui annexée par Israël et plus de 400 check-points contrôlent la population pendant que l'armée effectue ses raids en coordination avec les colons et que ses bulldozers démolissent systématiquement les rues.

En juillet 2025, on comptait près d'un millier de civils, dont de 214 enfants, assassinés par les snipers ou les obus israéliens, pendant que se déroule l'invasion génocidaire de Gaza.

Cette volonté de mainmise est d'ailleurs confirmée en juillet 2025 par un appel voté par les députés israéliens affirmant que *"l'annexion de ce territoire renforcera l'État d'Israël, sa sécurité et empêchera toute remise en question du droit fondamental du peuple juif à la paix et la sécurité sur sa patrie"*. *"La souveraineté en Judée-Samarie (le nom par lequel Israël désigne la Cisjordanie, occupée par Israël depuis 1967), fait partie intégrante de la réalisation du sionisme et de la vision nationale du peuple juif, qui est retourné dans sa patrie"*,

A la mi-août 2025, le gouvernement israélien a annoncé le lancement de la construction de plus de 4 000 logements dans les colonies en Cisjordanie occupée, dont environ 3 300 dans le cadre du projet "E1" (voir ce terme et "Smotrich") près de Jérusalem et plus de 700 pour l'extension de "Ariel Ouest" à Salfit.

Le mois d'octobre 2025 a été le théâtre d'une augmentation conséquente des violences coloniales en Cisjordanie, avec au cœur de ces exactions, les attaques contre les agriculteurs en pleine saison des olives.

Parmi les 2350 attaques contre des Palestiniens, 340 agressions contre les cueilleurs d'olives ont été recensées depuis l'ouverture de la récolte. Ces razzias sont initiées par les colons israéliens ou même parfois directement par l'armée d'occupation... 1200 oliviers ont ainsi été détruits depuis le début de la saison

COLONISATION

La colonisation est l'invasion, l'occupation et l'exploitation d'un territoire par une puissance étrangère.

Deux types de colonisation peuvent être identifiés :

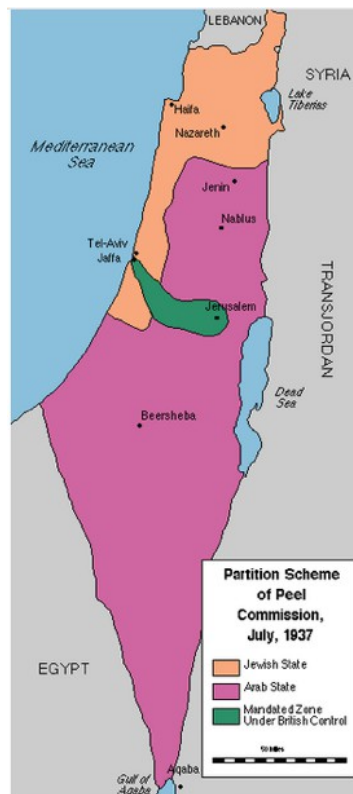
- La colonisation d'exploitation qui spolie la population autochtone pour s'emparer de ses richesses. C'est le cas de l'antique colonisation romaine, de la belge au Congo, française au Maghreb, en Afrique et aux Antilles, hollandaise en Malaisie, anglaise en Inde... etc.
- La colonisation de peuplement qui s'accapare les terres des autochtones pour y installer une population étrangère chargée d'expulser ou asservir la population indigène.

Il découle de ces définitions qu'Israël est indubitablement une colonie de peuplement et que tout citoyen israélien peut être catalogué comme colon.

Commencée en début du XXe siècle, cette colonisation, larvée dans un premier temps avec l'achat de terres à des propriétaires ottomans sans scrupules s'est développée jusqu'en 1948 avec la collaboration de l'occupant britannique (voir "Balfour").

En 1947, veille de la création de l'Etat d'Israël, les colons seront propriétaires de 5 à 6% du territoire !

Un épisode marquant se situe en 1937 quand, en réponse à la révolte de la population arabe, l'Angleterre décidera d'un partage du territoire – déjà ! – en attribuant, comme le montre la carte, un tiers du pays, la partie la plus riche évidemment, aux colons sionistes... qui représentent alors moins de 18% de la population.



Partition préconisée par la commission Peel

Le nettoyage ethnique de 1948 (voir "Nakba") accentuera la spoliation du peuple autochtone et à partir de 1967 la colonisation sera encore accentuée par l'expulsion des habitants de Jérusalem, la démolition de leurs maisons, l'expropriation des terres pour des "raisons de sécurité" et la déportation de 120.000 Palestiniens du Golan.

En 1956, Moshe Dayan, célèbre chef d'état-major de l'armée israélienne, déclarera : *"Nous sommes la génération de la colonisation ; sans casque d'acier et sans le canon des armes, nous ne pourrions ni planter un arbre ni construire une maison. Nos enfants n'auront pas de vie si nous ne creusons pas d'abris, et sans barbelés et mitrailleuses, nous ne pourrions ni construire des routes ni creuser des puits d'eau"*.

Aujourd'hui (novembre 2025), environ 800.000 colons israéliens se sont installés dans quelques 230 colonies sur ce territoire occupé... et on compte aussi 35 colonies au Golan, territoire arraché à la Syrie.

Certaines de ces colonies sont carrément devenues des villes, comme Ma'aleh Adumim qui compte près de 40.000 habitants ou Ariel qui en compte 20.000.

En ce qui concerne Jérusalem-est (voir "E1"), Israël expulse méthodiquement les familles palestiniennes et s'empare de leur maison afin de les offrir aux colons (voir "Nettoyage ethnique").

Depuis 2004, la création de ces colonies est considérée comme crime de guerre par l'ONU et, en 2024, la Cour internationale de justice (CIJ) a exigé l'évacuation de tous les colons des territoires palestiniens occupés... Sans succès, comme l'ensemble des jugements et résolutions de l'ONU !

Certains Israéliens, conscients de l'ignominie de cette colonisation, n'hésitent pas à la dénoncer.

Gidéon Levy, grand reporter de "Haaretz" écrit : *"Israël n'a pas été fondé par des autochtones de retour chez eux, mais par des étrangers qui ont pris une terre qui ne leur appartenait pas"*.

Le 22 octobre 2025, la Knesset a voté une proposition de loi visant à appliquer la souveraineté israélienne sur la Cisjordanie. Le texte justifie l'annexion au nom du *"droit historique et naturel du peuple juif sur sa terre et vise à inscrire la "Judée-Samarie" comme partie intégrante de l'État d'Israël"*.

COMMISSION EUROPEENNE

C'est, avec le parlement la principale instance de l'Union européenne.

Elle est composée de commissaires désignés par chacun des 27 états de l'Union et a pour fonction principale de proposer et de mettre en œuvre les politiques communautaires. En 2024, le Parlement européen a réélu Ursula von der Leyen en tant que présidente de la Commission européenne pour un second mandat (2024-2029).

Jusqu'en 2025, la Commission a affirmé sa solidarité avec Israël et a souligné que *"Il a le droit de se défendre conformément au droit humanitaire et international"*. Un occupant se défend contre un occupé ?.

En juillet 2025, Katharina von Schnurbein, "Coordinatrice de la Commission de l'UE pour la Lutte contre l'Antisémitisme" est intervenue, violant ainsi son mandat, dans le processus de discussion sur le respect par Israël de l'Article 2 de l'Accord d'Association UE-Israël et au respect des droits humains.

Elle a rejeté toute discussion sur le problème, le qualifiant de *"rumeurs sur les Juifs"* et a soutenu Israël, déclarant, à propos de certains participants anticolonialistes *"Ce ne sont pas de vrais Juifs"*.

Néanmoins, face au désastre humanitaire, la Commission a proposé un programme d'aide pluriannuel global d'un montant de 1,6 milliards d'€ pour les Palestiniens.

L'Union européenne a des accords commerciaux privilégiés avec l'État d'Israël. Elle en est le principal partenaire commercial (35 % des productions israéliennes sont importées en UE !).

Entrés en vigueur en 2000, ces accords permettent des conditions de libre échange similaires aux pays de l'espace Schengen dans des secteurs comme l'industrie et l'agriculture, ce qui rapporte chaque année quelques centaines de millions d'€ au régime sioniste.

Avec le soutien de l'Allemagne et de l'Italie, malgré le non-respect par Israël de ses obligations en matière de droits de l'Homme prévues dans le cadre de son accord d'association avec l'UE, la Commission continue sa collaboration... à fin septembre 2025 en tout cas.

Cependant, face à la tragédie et dans l'urgence, la Commission a décidé cet été d'apporter une aide humanitaire supplémentaire aux Palestiniens se montant à plus de 450 millions d'€... Ce qui fait dire à Josep Borrell, son vice-président : *"Si c'est la seule réponse que la Commission européenne est capable d'apporter face aux agissements d'Israël, c'est une plaisanterie. Une plaisanterie... Est-ce vraiment tout ce qu'ils peuvent faire, compte tenu de ce qui se passe?"*... Prise de conscience ?

Comme l'écrit (13 août 2025) le professeur Claude Serfati : *"L'Europe s'est alignée sur les Etats-Unis, dans une subordination totale, face à la guerre menée par Israël à Gaza. C'est le bal des hypocrites. Les dirigeants européens nous parlent d'une "solution à deux États" (voir "Deux États ?") qu'ils ont lentement laissée sombrer depuis trois décennies par leur silence face à la colonisation et l'occupation israéliennes.*

Et à ce jour, ils n'ont toujours pas pris de décision concrète majeure pour mettre fin au génocide et à la famine organisée à Gaza par le gouvernement de Netanyahu."

CIJ (Cour Internationale de justice)

La ville de La Haye (Pays-Bas) est le siège de nombreuses institutions internationales liées à l'ONU, telles la Cour Internationale de Justice (CIJ) et la Cour Pénale Internationale (CPI).

Créée en 1945 la CIJ est l'organe judiciaire principal des Nations Unies.

C'est un tribunal civil qui a pour fonction de régler des conflits juridiques entre les États et de donner un avis sur des questions présentées par des organes et agences internationaux agréés par l'ONU.

Etant donné que tous les membres des Nations unies en font partie, la CIJ a compétence universelle.

Depuis 1948, la CIJ a condamné à de multiples reprises le régime israélien pour l'occupation illégale du territoire palestinien.

Elle a aussi jugé que cet État menait une politique d'apartheid (voir ce terme) et ordonné le démantèlement de la "Barrière de séparation (voir ce terme)... Ses jugements et injonctions n'ont pas été respectés.

Fin 2023, l'Afrique du Sud a accusé le régime de Netanyahu de perpétrer un génocide (voir ce terme) à Gaza, la CIJ a ordonné à Israël de *"prévenir et punir l'incitation au génocide."*

Le leader israélien a jugé scandaleuses les accusations portées par l'Afrique du sud, l'accusant d'être antisémite (voir "Antisémitisme" et "Antisionisme") et de vouloir refuser à Israël le *"droit fondamental de se défendre"*.

Dans son ordonnance du 26 janvier 2024, la CIJ reconnaît "le risque plausible de génocide de la population palestinienne à Gaza par Israël et lui ordonne – les ordonnances de la CIJ sont contraignantes et sans appel – de prendre, entre autres, les mesures pour l'éviter.

Le régime de Netanyahu n'a, une fois de plus, pas respecté cette ordonnance.

En juillet 2024, l'arrêt de la CIJ condamne l'occupation illégale des territoires palestiniens qu'elle considère comme crime de guerre... mettant ainsi fin au mensonge israélien, qui cherche à éviter de se soumettre à ses obligations d'occupant militaire, imposées par le droit international.

Le 15 août 2025, Avraham Burg, ancien président du parlement israélien a appelé sa propre population à déposer un recours devant la Cour internationale de justice pour crimes contre l'humanité à Gaza : *Il ne s'agit pas d'un rejet de notre peuple, mais d'une défense de son âme.*

CPI (Cour Pénale Internationale)

Emanation de l'ONU (voir ce terme), la CPI est un tribunal pénal qui concerne les individus.

Mise en place par la Convention de Rome du 17 juillet 1998, la Cour pénale internationale s'inspire du tribunal militaire international de Nuremberg, installé au lendemain de la Seconde guerre mondiale.

La Cour est composée de 18 juges provenant des cinq continents (Canada, Japon, Italie, Mexique, Ouganda, Mongolie... etc) et a pour mission d'enquêter et de juger les personnes accusées des crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale.

Elle est compétente pour juger quatre types de crimes : crimes contre l'humanité, génocides, crimes de guerre et crimes d'agression.

123 États sur 193 membres de l'ONU y ont adhéré et accepté son autorité, dont tous les États de l'Union européenne... Israël, les USA, la Chine et la Russie, entre autres, ne la reconnaissent pas.

Concernant le drame palestinien, la procureure de la CPI a annoncé, en 2019, l'ouverture d'une enquête sur les crimes de guerre qui auraient été commis en Palestine.

Le 20 novembre 2025, Karim Khan, Procureur de la CPI, a demandé et lancé "de toute urgence" des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Netanyahu (voir ce nom), le ministre de la Défense Gallant, et le leader du Hamas Yahya Sinwar (il sera tué dans un bombardement en octobre 2024).

Karim Khan estimait que ces mandats étaient nécessaires pour "empêcher les suspects d'entraver l'enquête ou les procédures judiciaires, et pour prévenir la commission de nouveaux crimes".

Quelques jours après sa demande, le Procureur a déclaré que *"Plusieurs dirigeants mondiaux m'ont informé, conseillé et mis en garde à propos des mandats d'arrêt contre Israël"*

Par sa réaction à l'initiative de Karim Khan l'État hébreu reconnaissait de facto la juridiction de la Cour pénale internationale (CPI)... Il a ensuite déposé deux requêtes s'opposant à la procédure en cours qui pourrait aboutir à la mise sous mandat d'arrêt de Netanyahu et de Gallant.

Finalement, après des mois de pressions diverses – dont une demande d'enquête sur les mœurs sexuelles du Procureur ! – la CPI a, le 21 novembre 2024, émis un mandat d'arrêt contre les deux responsables israéliens et contre le dirigeant du Hamas !

La plupart des dirigeants des pays membres ont déclaré vouloir respecter le mandat, sauf... et la France qui envisage de faire bénéficier Netanyahu d'une immunité malgré les mandats d'arrêt lancés à son encontre..

Le 6 février 2025, Donald Trump, président des USA, a signé un décret autorisant des sanctions envers la Cour pénale internationale (CPI) et son procureur général, Karim Khan, lui interdisant l'entrée aux Etats-Unis et le gel de ses avoirs... et douze sénateurs républicains ont adressé une lettre à Khan, menaçant : *"Visez Israël, et nous vous viserons"*.

Le 20 août 2025, la Maison-Blanche a annoncé un nouveau train de sanctions contre quatre magistrats.

Neuf professionnels de la justice internationale figurent donc désormais sur la "liste noire" étatsunienne, aux côtés de personnalités considérées comme menace terroriste pour les intérêts du pays.

Les Etats-Unis et Israël paraissent décidés à tout faire pour enterrer la CPI... même en faisant taire, quand c'est possible, ceux qui témoignent à charge devant ce tribunal.

En attestent les sanctions, annoncées ce 4 septembre 2025 par l'administration Trump, contre trois ONG palestiniennes de défense des droits humains les accusant de s'être *"directement engagées dans des efforts de la CPI pour enquêter, arrêter, détenir ou poursuivre des ressortissants israéliens, sans le consentement d'Israël"*.

Il est à craindre que les manœuvres et attaques des USA finissent, avec l'inertie complice de la Communauté internationale, par atteindre leur but : se débarrasser de cette institution pénale.



DAHIYA

C'est une doctrine militaire qui prône un usage de la force sans limite au cours de représailles contre des zones civiles palestiniennes servant de base à des attaques.

Inventée en 2006 par le général Eizenkot, chef d'état-major de l'armée israélienne à la suite du conflit israélo-libanais, elle s'oppose ainsi à un droit fondamental qui impose de faire la distinction entre cibles civiles et militaires.

Elle porte le nom de Dahiya, un quartier de la banlieue sud de Beyrouth densément peuplé qui, lors du conflit, a été complètement rasé par les bombardements israéliens.

"Ce qui est arrivé au quartier Dahiya arrivera à tous les villages qui servent de base à des tirs contre Israël. [...] Nous ferons un usage de la force disproportionné sur ces zones et y causerons de grands dommages et destructions. De notre point de vue, il ne s'agit pas de villages civils, mais de bases militaires."

La doctrine Dahiya (voir "Urbicide") implique de ne laisser aucun bâtiment debout et d'abattre quiconque n'évacue pas immédiatement.

Nombreuses sont les condamnations internationales quant à l'usage de cette doctrine criminelle.

La Commission des droits de l'homme de l'ONU considère que les tactiques israéliennes employées à Gaza correspondent à la doctrine Dahiya et conclut que ces cas d'usage disproportionné de la force et de punition collective sont illégaux, que cibler des sites civils et infliger une punition collective constitue un crime de guerre, selon l'article 33 de la 4ème convention de Genève.

Eisenkot ne passera sans doute jamais en jugement pour crime contre l'humanité.

DALETH

"Daleth" signifie n°4 en hébreu.

C est la dernière partie du plan de nettoyage ethnique établi en 1937 (!) par la Haganah (voir ce terme), ce groupe terroriste qui deviendra l'armée israélienne.

Le plan n°1 exposait les lignes directrices de la conquête de la Palestine en cas de retrait des troupes britanniques et les deux suivants affinaient le projet.

Le plan n°3, par exemple, énumérait les actions punitives contre la population *"Tuer les dirigeants politiques, agitateurs et soutiens financiers, s'en prendre aux transports et moyens de subsistance (puits, moulins, etc) "*.

Le plan Daleth est déclenché au lendemain de la proclamation de l'État d'Israël, son objectif déclaré était la conquête du reste de la Palestine.

Il détaillait les moyens d'action pour la mise en œuvre de l'expulsion totale et systématique de la population palestinienne de l'ensemble du territoire.

L'opération bénéficiait des renseignements accumulés depuis les années 1930 : plans des villages, photos aériennes, composition sociologique, nombre et noms des habitants de sexe masculin...etc.

Il y avait, pour chaque village, une liste de ceux qui s'étaient opposés aux Britanniques et avaient combattu les milices sionistes. Ces éléments ont été le moteur des atrocités commises durant le nettoyage ethnique (voir ce terme) de 1948 que la population palestinienne a nommé "Nakba" (voir ce terme).

On y retrouve des ordres précis aux "brigades opérationnelles" : *"Destruction de villages (les faire exploser et planter des mines dans les débris), en particulier les centres de population dont le contrôle continu est difficile. (...) Réaliser des opérations de recherche et de contrôle en fonction des lignes de conduite suivantes : encerclement de villages et fouille de ceux-ci. En cas de résistance, les forces armées doivent être détruites et la population expulsée en dehors des frontières de l'État hébreu"*.

Le nettoyage ethnique en cours dans la bande de Gaza et en Cisjordanie témoigne que ce "Plan Daleth" n'a jamais été abandonné... Et il n'est sans doute pas insensé de penser qu'il guide Netanyahu et consorts dans le projet global visant à la création de "Eretz Israël" (voir ce terme).

DETENTION ADMINISTRATIVE

Une loi particulière permet à l'armée israélienne de détenir indéfiniment, et sans devoir les inculper, des citoyens palestiniens... sur la base d'informations dites secrètes.

Ainsi, en 2025, plus de dix mille habitants de Cisjordanie et de Gaza sont détenus, sans information ou motivation de leur arrestation ni sur la durée de leur incarcération.

Ces détentions peuvent durer six mois et sont renouvelables indéfiniment sans que le prisonnier soit informé des motifs... Cette pratique est évidemment interdite par le Droit international.

Les Conventions de Genève de 1950, signées par Israël, stipulent que (article 71) *" Tout prévenu poursuivi par la Puissance occupante sera informé sans retard, par écrit, dans une langue qu'il comprenne, des détails des chefs d'accusation retenus contre lui ; sa cause sera instruite le plus rapidement "*

Israël, reniant sa signature, pratique chaque jour cette "détention administrative" héritée de l'armée britannique.

Il est à remarquer que cette loi sur la "détention administrative" n'existe pas pour les citoyens juifs qui, contrairement aux Palestiniens, sont soumis à une législation judiciaire civile.

Certains civils palestiniens ont ainsi passé plusieurs années en prison, avant d'être libérés... sans motif.

D'autres comme Ahmed Khdeirat, diabétique de 22 ans, en "détention administrative" depuis des mois et laissé sans soins, est mort début octobre 2025... Il est le 78ème à mourir ainsi depuis le début du génocide (voir ce nom) israélien.

DEUX ETATS ?

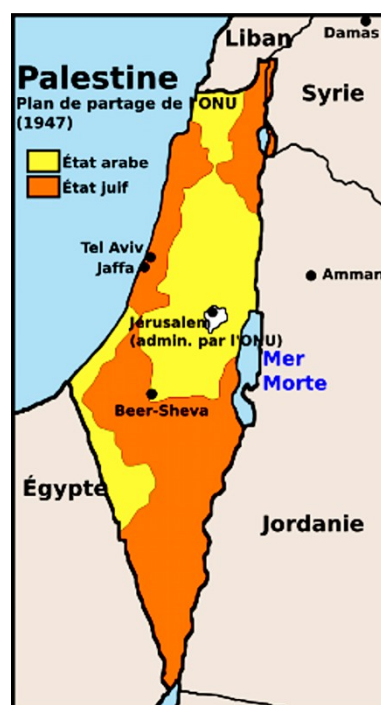
En 1947, une résolution de l'Assemblée générale de l'Onu avait décidé du partage de la Palestine, alors sous mandat britannique, en deux États, l'un israélien et l'autre palestinien.

Comme on peut le constater à la vue de la carte, le peuple palestinien, autochtone, est spolié.

La partie attribuée à la Palestine est inférieure en surface et plus pauvre en potentialités économiques alors que les colons occidentaux ne représentent que 33 % de la population.

Jusqu'en 1993, l'opposition des Palestiniens à cette partition puis les multiples guerres de conquêtes menées par le régime sioniste et la colonisation ininterrompue ont empêché la réalisation de ce "partage"... Jusqu'aux "Accords d'Oslo" (voir ce terme) qui, en 2008, promettaient la création de deux États.

Trente ans après, on peut vérifier que le régime sioniste (voir "Netanyahu") n'a jamais voulu ni même envisagé la création d'un État palestinien viable.



Via cet accord trompeur, le but du gouvernement de Rabin (voir ce nom) était, à moyen et court terme, de réaliser un plan de gestion de la Cisjordanie et de Gaza qui isolerait les Palestiniens dans et autour des grandes villes (Naplouse, Ramallah, Jéricho)... et de mettre le reste du territoire sous contrôle israélien.

Au lendemain des négociations d'Oslo, Ziyad Clot, juriste palestinien ayant participé aux pourparlers, écrit *"Le processus de paix est un spectacle, une farce, qui se joue au détriment de la réconciliation palestinienne, au prix du sang versé à Gaza. Et je suis en train de devenir bien malgré moi un des acteurs de ce drame"*

Pendant les 26 mois séparant la signature des accords d'Oslo de l'assassinat de Rabin, ce dernier installe 60.000 nouveaux colons en Cisjordanie (voir ce nom) et envoie 2.000 militaires pour protéger les 600 colons d'Hébron (voir ce nom)... Bizarre cette conception d'un processus de paix, non ?

Aujourd'hui, on est dans l'hypocrisie la plus totale.

Les soi-disant "Accords d'Oslo" ont permis l'extension de la colonisation (voir ce terme) avec l'implantation d'environ 800 000 colons en Cisjordanie et l'enfermement de la population de Gaza (voir ce terme).

Officiellement, l'ONU, l'Union Européenne et les Etats-Unis défendent la "solution à deux États" que Netanyahu a toujours rejeté.

En août 2025 il déclarait *"Il y a 25 ans, j'avais promis que nous empêcherions la création d'un État palestinien !"*.

On assiste aujourd'hui à une multiplication effrénée de colonies et d'opérations de nettoyage ethnique (voir ce terme).... Et la "Communauté internationale" protège l'occupant, criminalise le soutien à la Palestine et arme même les génocidaires... la petite Hind Rajab (voir "Terrorisme") a été abattue par des balles fournies par la FN, la Fabrique Nationale de Belgique.

Ah ! Cette solution de "Deux Etats" !

Comme un hochet qu'on balance devant les yeux avides d'un simplet, ce plan est aujourd'hui sur la table des gouvernements occidentaux.

Et la plupart se disent d'accord... Si les Palestiniens de Gaza sont désarmés, que les otages {voir ce terme} israéliens sont libérés et que des garanties de sécurité au bénéfice d'Israël soient instaurées.

Vous avez dit cynisme ? Hypocrisie ?

Il suffit pourtant de jeter un coup d'œil sur la carte pour comprendre que cette solution de deux états est "techniquement" impossible... un mirage pour gogos ?.



Quelle solution pour les centaines de milliers de colons fanatiques que le pouvoir d'extrême-droite – la gauche politique est pratiquement inexistante en Israël – a implanté en Cisjordanie ?... Les évacuer ? Les assimiler dans l'État palestinien ?

Il n'est pas étonnant que la défense d'un projet aussi chimérique soit considéré par de nombreux Palestiniens comme du "Palestine washing", une manœuvre sournoise pour préserver le pouvoir sioniste, une attaque déguisée contre l'autodétermination des Palestiniens.

En synthèse.

Le principe de réalité oblige à constater la solution à deux États comme irréaliste et injuste !

Elle refuse de voir la réalité du sionisme : une idéologie, qui dès l'origine, est un nationalisme ethnique raciste, qui infériorise l'Autre.

Le choix que fit Herzl (voir ce nom) et que ses successeurs endossèrent, fut celui du colonialisme et plus précisément du colonialisme de peuplement et le génocide actuel est dans la continuité de ce projet politique. A deux reprises, depuis octobre 2023, la Knesset a voté une motion rejetant la création d'un État palestinien ! De plus, en juillet 2025, elle a voté une motion demandant l'annexion de la Cisjordanie, y compris la vallée du Jourdain pour l'offrir aux colons installés sur les terres palestiniennes. Inutile d'espérer : Israël ne tient jamais les engagements internationaux auxquels il a souscrit.

Autre mirage : la création d'un seul État pour tous ses habitants.

Pas celui d'un groupe ethno-racial dominant mais un État démocratique avec les mêmes droits garantis pour tous, avec une Constitution – L'État d'Israël n'a pas de Constitution – qui protégerait les minorités, un État avec des frontières – Israël n'a jamais fixé ses frontières – un État sans apartheid, sans droit différencié selon l'appartenance ethnoreligieuse... C'est bon de rêver !

DIASPORA

Une diaspora est la dispersion d'une communauté ou d'un peuple à travers le monde.

Si le terme est employé pour désigner, entre autres, l'émigration irlandaise vers les États-Unis ou indienne vers l'Angleterre, il désigne surtout les populations chassées de leur pays... comme le mythe sioniste de la "Diaspora du peuple juif".

En effet, les historiens contemporains — Israéliens (Belkind, Sand, Segev, Bartal), Français (Ferro, Winock), Étatsuniens (Alexander Armstrong) ou Belges (Staszewski) — le confirment : les Romains n'ont jamais expulsé les Palestiniens juifs (voir "Juif(ve)").

Pragmatiques, ils préféraient exploiter la population des pays conquis.

La "Diaspora du peuple juif" est donc une des multiples légendes — celle-ci est d'origine chrétienne comme l'histoire du "Juif errant" — mises ensuite au service de la propagande sioniste (voir "Sionisme").

C'est avant même le premier siècle de notre ère que la religion hébraïque, très prosélyte à l'époque, s'est répandue dans tout le pourtour méditerranéen ainsi qu'en Russie, dans le Caucase et en Ukraine.

En Afrique du nord, la présence juive est attestée dès le IIIe siècle avant JC.

Ce prosélytisme est confirmé par de nombreux écrivains latins de l'antiquité, de Horace à Tacite... en passant par Flavius Josèphe, historien romain de religion juive.

La conversion de masse la plus notable survint entre la mer Noire et la mer Caspienne... comme l'ont notamment révélé l'écrivain juif Arthur Koestler ("La Treizième Tribu") et l'historien israélien Shlomo Sand ("Comment le peuple juif fut inventé").

Au cours des siècles, les "missionnaires" de cette religion convertirent donc une partie de la population de ces contrées (voir "Juifs(ve)")... et se "mêlèrent" aux autochtones.

Concernant Rome, le cœur de l'empire, le Judaïsme s'y développa au point d'occuper une place prépondérante pendant l'ère des empereurs Dioclétien, Constance Chlore et Galère... Jusqu'au IVe siècle et la conversion de l'empereur Constantin à la religion chrétienne !

A partir de cette conversion, la population romaine adepte de la Torah, fut victime des exactions des maîtres de la nouvelle religion impériale.

C'est parmi les descendants de ces convertis d'Europe et du Maghreb que, quelques siècles plus tard, on trouvera les plus fervents partisans d'un... "retour du peuple juif dans la terre de ses "ancêtres".

DROIT AU RETOUR

Outre les facilités et prérogatives offertes par l'Alyah (voir ce terme) la loi israélienne concède à tout étranger de religion ou de culture juive, le droit de s'installer en Israël.

Parallèlement, s'opposant aux décisions de l'ONU, le régime sioniste a décidé aussi qu'aucun Palestinien, né sur cette terre ou descendant des 800.000 qui ont été chassés en 1948 (voir Nakba"), n'a le droit de revenir chez lui... Mais il "peut" garder la clef de sa maison détruite ou accaparée par le régime sioniste (voir "Sionisme").

Pourtant, ce droit au retour des Palestiniens a été voté par l'Assemblée Générale de l'ONU (résolution 149) et a été plusieurs fois confirmé par la suite (résolutions 394 et 513).

Plus encore, en 1974, l'Assemblée Générale de l'ONU a adopté la résolution n°3236 qui réaffirme le droit inaliénable des Palestiniens de retourner dans leurs foyers et vers leurs biens, d'où ils ont été déplacés et déracinés. La résolution demande aussi le droit des Palestiniens à l'autodétermination.

Le régime sioniste a toujours refusé d'appliquer ces résolutions — c'est d'ailleurs le cas pour la quasi-totalité de celles émises par l'ONU depuis près de quatre-vingts ans — votant même une loi dite des "absents", permettant l'expropriation des Palestiniens expulsés... Et la cession de leurs biens à des Israéliens, exclusivement de religion juive.



DROIT INTERNATIONAL

Le droit international humanitaire ou droit des conflits armés internationaux, repose sur plusieurs textes ratifiés au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Les "Conventions de Genève" de 1950 est un des textes les plus importants.

Il énonce plusieurs principes fondamentaux sur la protection des populations civiles en temps de guerre, notamment la distinction entre civils et combattants, la proportionnalité dans l'attaque, l'interdiction des maux superflus...

Ces principes ont pour but de protéger autant que possible les civils en limitant les méthodes et moyens militaires employés par les belligérants.

Le terme "civils" renvoie à la fois aux personnes mais aussi aux possessions individuelles ou collectives (maisons, infrastructures, écoles, hôpitaux, patrimoine, etc.) que le droit international protège aussi.

Les "Conventions de Genève" ont été ratifiées par l'ensemble des États membres de l'ONU !

En 2004 – vingt ans déjà ! – un avis de la Cour internationale de Justice (voir "CIJ") a conclu qu'Israël violait ses obligations en établissant des colonies en Cisjordanie et Jérusalem-Est... et que cet État ne pouvait pas invoquer un droit de légitime défense ou un état de nécessité.

Le droit international exige d'Israël de se retirer des territoires occupés et autorise un peuple occupé à se défendre par tous les moyens.

... Mais Israël considère que les Palestiniens n'ont pas droit à cette protection étant donné que, comme l'affirmai Goda Meir (voir ce nom) *"Il n'y a pas de peuple palestinien, seulement un groupe terroriste"* (voir "Terrorisme").

DRUZES

Les Druzes constituent une secte religieuse née en Egypte vers l'an mil.

Elle emprunte à l'islam, mais amalgame d'autres croyances... En quelque sorte, une doctrine philosophique fondée sur l'initiation à la partie ésotérique de l'islamisme.

Malgré cette convergence, de nombreux Druzes ne s'identifient pas comme musulmans.

Les adeptes du "Druzisme" sont surtout implantés au Liban (400.000) et en Syrie (600.000... dont environ 25.000 au sur le plateau du Golan (voir ce terme).

La culture et la langue arabe font parties intégrantes de leur identité.

En Israël, environ 150.000 Arabes-Israéliens (voir ce terme) pratiquent cette doctrine dont de nombreux rituels sont tenus secrets. Seule une élite d'initiés, les "connaisseurs", participe pleinement aux services religieux et a accès aux enseignements ésotériques des écritures.

Les Druzes ont fait allégeance au régime sioniste et ne subissent pas l'apartheid comme les autres Arabes/Israéliens, bénéficiant d'un statut plus avantageux.

Ils se considèrent cependant marginalisés et discriminés par la loi controversée de 2018 sur l'État-nation (voir ce terme), qui consacre exclusivement Israël comme "État juif".

Les Druzes sont intégrés à l'armée israélienne et collaborent aux opérations génocidaires contre les Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza.



E1

Ce sigle bureaucratique identifie ce projet de profonde transformation géopolitique.

Avec le soutien de l'administration américaine, la création d'une nouvelle colonie a été approuvée visant à priver un éventuel État palestinien d'un territoire essentiel à son existence.

"Enterrer l'idée d'un État palestinien", c'est l'objectif que s'est fixé Smotrich (voir ce nom), le ministre israélien des Finances, lorsqu'il a annoncé, jeudi 14 août 2025, la décision de valider un projet de construction de 3.412 logements à l'est de Jérusalem.

"Avec E1, nous concrétisons enfin ce qui a été promis depuis des années. C'est un moment fondateur pour les implantations, pour la sécurité, et pour l'État d'Israël tout entier.... L'État palestinien est effacé de l'agenda,

non pas par des slogans, mais par des actes. Chaque implantation, chaque quartier, chaque unité de logement est un clou de plus dans le cercueil de cette idée dangereuse”.

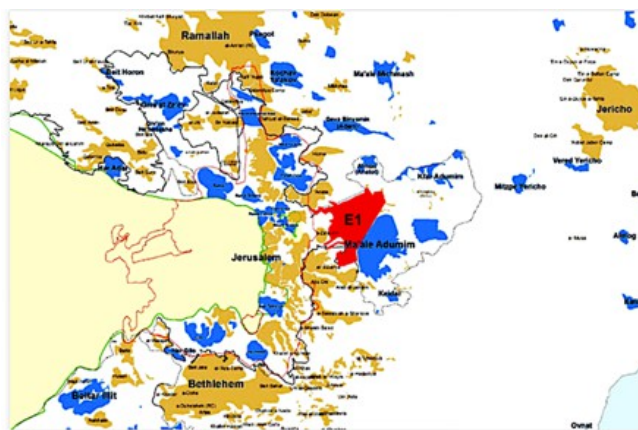
S’étendant entre Jérusalem et la colonie de Ma’ale Adumim (voir “Colonisation”), “E1” couperait la Cisjordanie en deux, mettant ainsi fin à la continuité territoriale entre Jérusalem-Est (quartier palestinien occupé) et le reste de la Palestine.

L’administration Trump, dirigée sur ce dossier par Huckabee, ambassadeur américain en Israël – C’est un ancien pasteur baptiste et premier évangélique (voir “Évangéliques”) à occuper le poste – a exprimé son soutien au projet qui acte définitivement le morcellement du territoire palestinien.

Mais E1 est considéré comme illégal par l’ONU (voir ce terme) car sa création empêchera toute possibilité de développer les parties palestiniennes de Jérusalem-Est et créera une barrière entre Jérusalem-Est et le reste de la Cisjordanie, excluant ainsi la possibilité que celle-ci serve de capitale à un futur État palestinien.

Début août 2025, des ordres d’expulsions ont été distribués à la vingtaine de communautés bédouines qui résident sur le territoire de la future colonie... Elles doivent plier bagages avant septembre 2025 !

Et ce même mois, l’étape finale de la planification, ouvrant la voie à la construction de 3 400 logements sur des terres situées entre Jérusalem et la localité, a été approuvée à la Knesset... Smotrich (voir ce nom) se réjouissant et déclarant *“Chaque nouvelle implantation, chaque nouveau quartier constitue un clou de plus dans le cercueil de l’idée dangereuse d’un État palestinien”.*



La zone E1, en rouge. En bleu, les colonies israéliennes. En beige, les zones d'habitation palestiniennes. © Carte Peace Now - La Paix Maintenant

ELNET (European Leadership Network)

Encore méconnu du grand public, c’est un instrument très actif de la Hasbara (voir ce terme) en France. Créé en 2007 sur le modèle de l’AIPAC étatsunien (voir “Lobbys”), il manifeste en permanence une stratégie médiatique agressive avec l’objectif déclaré de faire taire toute critique de l’extrême-droite sioniste au pouvoir à Tel-Aviv.

“Tous les médecins, tous les journalistes, tous les humanitaires, tous les fonctionnaires des organisations internationales qui vivent à Gaza sont des agents du Hamas. Tous!” (7 décembre 2023, Radio J).

Elnet développe aussi un intense lobbying auprès des responsables politiques européens en finançant des séjours *“tout compris”* de parlementaires.

Depuis 2019, plus 90 sénateurs et députés français ont ainsi séjourné dans le plus luxueux hôtel de Tel Aviv. L’objectif de faire voyager les élus part d’un constat simple : une fois qu’ils sont allés sur place, les parlementaires semblent beaucoup plus acquis à la cause israélienne.

Un des responsables de Elnet déclare *“Aux États-Unis, environ 85% des responsables politiques se sont rendus en 'Israël' lors de voyages offerts, contre seulement 12% en Europe. Ces voyages sont toujours révélateurs pour ces décideurs et leur offrent un regard éclairé sur les réalités auxquelles 'Israël' est confronté”.*

Un autre instrument de Elnet est la mobilisation de “stars” médiatiques exhibées dans des meetings organisés à la gloire de Netanyahu et du régime sioniste (voir “Sionisme”).

A Paris, en décembre 2023, on a ainsi pu entendre le “philosophe” Onfray proclamer *“les Palestiniens font partie de ceux qui ont choisi Adolf Hitler”* et *“le nouvel antisémitisme est l’antisionisme dont les propagateurs se situent aujourd’hui à gauche (...) je rappelle que dans national-socialisme il y a socialisme”...* ou son

compère BHL (en mars 2024 à la salle Pleyel) affirmer son *“soutien inconditionnel à la politique de l’État d’Israël que le monde entier devrait célébrer au lieu de le vilipender”*, martelant que la Nakba (voir ce terme) était *“un récit légendaire”* et que le nombre de victimes palestiniennes dans la bande de Gaza s’expliquait en partie par *“les roquettes perdues par les Palestiniens”*.

A la mi-novembre 2025, toujours à Paris, Elnet a organisé un *“colloque”* avec le soutien financier du régime sioniste et la collaboration de personnalités politiques françaises de droite.

L’événement s’est déroulé au sénat sous le thème *“les violences aux femmes utilisées comme armes de guerre”*... avec la présence de femmes spécialement venues d’Israël (voir *“Sept octobre 2023”*).

... La Hasbara (voir ce terme) ne manque ni de moyens ni de complicités !

ERETZ ISRAEL

Pour les croyants et les militants sionistes (voir *“Sionisme”*) cet *“Eretz Israel”* (Grand Israël) est la *“terre promise”* par leur dieu... Et s’étend du Nil à l’Euphrate !

Comme le montrent les cartes exposées au musée *“Musa Eretz”* de Tel-Aviv, l’objectif final de ce *“Grand Israël”* est la conquête d’une partie du Liban, de la Syrie et de la moitié de l’Irak... et englobe aussi l’extrémité orientale du Sinaï, la Jordanie, Gaza et la totalité de la Cisjordanie.

Mais qu’on ne s’y trompe pas, loin, très loin, du mythe antique pour films hollywoodiens, il s’agit d’un projet très concret qui est au cœur de l’idéologie sioniste !



Si la majorité des Israéliens n’envisage aucune expansion territoriale, ce n’est pas le cas d’une partie importante des sionistes qui considèrent que *“Eretz Israël”* doit dépasser les limites actuelles du pays et retrouver les territoires de l’empire mythique du roi David !

Faut-il rappeler qu’Israël n’a jamais voulu déterminer ses frontières ni rédiger de constitution ?

Parmi les défenseurs de ce projet, on trouve d’abord Ben Gourion (voir ce nom), fondateur de l’État, qui dès 1937 déclarait *“La carte actuelle de la Palestine a été dessinée sous le mandat britannique. Le peuple juif possède une autre carte que les jeunes et les adultes doivent s’efforcer de mener à bien : du Nil à l’Euphrate”*

En 1948, une fois entérinée la création de l’État d’Israël par l’ONU, il confirma ses ambitions ; *“Après être devenus une force importante grâce à la création de l’État, nous abolirons la partition et nous nous étendrons à toute la Palestine. L’État ne sera qu’une étape dans la réalisation du sionisme et sa tâche est de préparer le terrain à l’expansion.”*

L’État devra préserver l’ordre non par le prêche mais par les mitrailleuses. Les frontières sionistes, incluent le Liban-Sud, le sud de la Syrie, la Jordanie d’aujourd’hui, toute la Cisjordanie et le Sinaï”.

Quant à Netanyahu, l’émergence du *“Grand Israël”* est une constante de son attitude politique, comme on peut le repérer à chaque étape de sa carrière. Dès son arrivée au pouvoir en 1996 jusqu’à aujourd’hui, il s’est appliqué à torpiller toute velléité de partage avec les Palestiniens pour promouvoir la création d’un *“Eretz Israël”* dans la dimension des royaumes juifs de la Bible mythique.

Ben Gvir, ministre de la Sécurité, et Smotrich (voir ces noms), ministre des Finances et de la Défense, militent pour l’expulsion des Palestiniens et l’implantation de la suprématie sioniste sur toutes les populations arabes du

Moyen-Orient.

Ils applaudissent évidemment à la réalisation d’Eretz Israël.... Et saluent les bombardements sur Gaza, les exactions de Cisjordanie et l’invasion du Liban et de la Syrie.

Le 13 août 2025, Netanyahu a déclaré qu'il se sentait poussé par une "mission historique et spirituelle", soulignant son profond engagement envers le concept d'un "Grand Israël" englobant la Palestine, la Jordanie, la Syrie, le Liban et l'Égypte.

ETAT-NATION

La loi "Israël, État-nation du peuple juif", adoptée en 2018, est l'une des lois fondamentales d'Israël.

Elle précise que *"le droit d'exercer l'autodétermination au sein de l'État d'Israël est réservé uniquement au peuple juif"* et décide que l'hébreu est la seule langue officielle du pays... "évacuant" aussi la langue arabe, deuxième langue de l'État jusque-là.

Les Palestiniens d'Israël se voient donc officiellement rabaissés au rang de citoyens de seconde zone.

Cette rétrogradation brutale viole ouvertement la "Déclaration d'indépendance du 14 mai 1948" qui prenait l'engagement d'assurer "une complète égalité des droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe".

Cette loi s'est évidemment heurtée à l'opposition des Israéliens d'ethnie arabe (voir "Arabes israéliens") ou Druzes (voir ce terme) qui représentent plus d'un quart de la population de l'État.

Ces deux communautés font le constat que cette loi acte qu'Israël est un État théocratique, discriminant les habitants en fonction de leur appartenance religieuse et qu'elle légalise l'apartheid privilégiant les droits des juifs par rapport aux non-juifs.

Près de trois millions de personnes sont ainsi exclues de l'essentiel de la citoyenneté, c'est-à-dire de leur participation à la gouvernance... indissociable des fondements même d'une démocratie.

EVANGELIQUES

Les diverses "églises" évangéliques (Anabaptistes, Pentecôtistes, Luthériens, Fundamentalistes, Baptistes, Charismatiques...) implantées dans le pays, constituent le plus important lobby (voir ce terme) des USA. Elles rassemblent environ 665 millions de fidèles dans le monde, dont 92 millions aux États-Unis... où ils sont les principaux soutiens du régime sioniste.

Actuellement, plus d'un Étatsunien sur cinq se définit comme "évangélique".

Une des principales obédiences est l'"Église évangélique luthérienne en Amérique", fondée en 1988 à Chicago. Elle rassemble environ trois millions de fidèles et compte 8 600 lieux de culte aux États-Unis.

Les "évangéliques" n'ont pas d'autorité centrale, comme le pape pour les catholiques, mais une nébuleuse d'influenceurs, de pasteurs et de théologiens.

Ils sont majoritairement blancs et forment un bloc électoral compact qui a plébiscité Donald Trump lors de l'élection présidentielle de 2016 (77 %) et davantage en 2020 (84 %), soit le plus gros score jamais obtenu par un candidat... Idem pour les élections de 2024 !

Leur vision est à la fois créationniste et eschatologique : il faut hâter l'arrivée de la "Fin des temps", but final de la croyance évangélique, par le retour de tous les Juifs dans leur "Terre promise"... Ce qui entraînera le retour du Christ et le début de l'ère du bonheur.

A partir de cette lecture de la Bible, les Évangéliques déniaient évidemment tout droit à l'autodétermination du peuple palestinien... Cependant, ils ne sont pas philosémites.

A la fin du processus de rapatriement, ils considèrent que les Juifs qui n'auront pas émigré en Israël devront se convertir au christianisme évangélique... ou être détruits.

L'actuel ambassadeur des USA en Israël, Mike Huckabee, est un pasteur baptiste d'extrême droite qui n'hésite pas à déclarer que *"Les Palestiniens n'existent pas"*.

Il est proche du mouvement pro-sioniste "Christians United For Israël" (CUFI) qui affiche dix millions de fidèles.

Cette CUFI a revendiqué sa proximité avec l'administration Trump dont elle s'attribue plusieurs décisions, comme l'annexion du Golan (voir ce nom) ou la suppression de l'aide à l'UNWRA (voir ce terme).

Le mouvement évangélique a même, depuis 1980, une "ambassade" en Israël, la "International Christian Embassy Jerusalem" où il organise chaque année une "Fête des Tabernacles" qui rassemble plusieurs milliers de croyants... et suscite souvent des incidents violents avec les "Haredim" (voir ce terme).

Cerise sur le gâteau, il y a même une évangélique à la CIJ (voir ce terme), la juge Julia Sebutinde, qui prend systématiquement le contre-pied de ses collègues dans chaque avis lié à la guerre à Gaza et à l'occupation par

Israël du territoire palestinien. *“Le Seigneur compte sur moi pour me tenir aux côtés d’Israël alors que s’approche la fin des temps”.*

C’est avec tristesse qu’il faut aussi citer ce grand homme que fut Martin Luther King, pasteur évangélique baptiste, parmi les soutiens au régime colonialiste israélien.

En effet Martin Luther King, prix Nobel de la paix en 1964 et grand défenseur des droits humains, assassiné quatre ans plus tard par un raciste, a souvent défendu l’invasion sioniste (voir “Sionisme”) et condamné ses opposants... comme en 1967 quand il écrivait *“Quand des gens critiquent le sionisme, ils pensent Juifs, et ceci est la vérité même de Dieu Antisioniste signifie de manière inhérente antisémite !.”*

Il considérait l’État d’Israël comme *“l’un des grands avant-postes de la démocratie dans le monde”...*

Comme quoi, chacun, même les meilleurs d’entre nous, porte sa “faille”... et que les croyances sont vénéneuses pour l’esprit critique.

EXODUS

C’est le nom du célèbre bateau qui en juillet 1947 est parti de Sète à destination de la Palestine, sous mandant britannique, avec 4 500 émigrants, certains survivants des camps de la mort, regroupés hâtivement et sans aucune présélection par les agents de la Hagana (voir ce terme) chargée de l’immigration clandestine. Le groupe de passagers comprenant des vieillards, des handicapés, des femmes enceintes et des enfants en bas âge, avait été transporté clandestinement jusqu’à ce port du sud de la France.

Une poignée des passagers étaient adhérents d’organisations sionistes et nombre d’entre eux étaient même candidats à l’émigration vers d’autres pays que la Palestine.

Le voyage était conçu comme un acte de protestation politique, une manifestation maritime destinée à affronter le blocus britannique de la Palestine sous les yeux de l’opinion mondiale.

L’Exodus fut, comme prévu, arraisonné par les Britanniques au terme d’un combat inégal qui fit 3 morts et des dizaines de blessés parmi les réfugiés.

Près de 80 ans après, la “Flotille de la Liberté” affronte l’armée d’occupation... israélienne.



FAMINE... Comme arme de guerre

De douloureux témoignages recueillis auprès du personnel médical, de parents d’enfants hospitalisés pour malnutrition et de Palestiniens et Palestiniennes déplacés luttant pour leur survie dressent un tableau terrifiant de la famine et du désespoir aigus qui règnent à Gaza. Leurs récits apportent une preuve supplémentaire des terribles souffrances qu’entraînent les restrictions imposées par Israël sur la fourniture d’une aide humanitaire vitale ainsi que son plan meurtrier (voir “GFH”), auxquels viennent s’ajouter des déplacements forcés de masse, des bombardements incessants et la destruction d’infrastructures vitales.

En octobre 2024, le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à la nourriture, présente un rapport dans lequel il fait état de ce qu'il considère être une campagne pour affamer la population de Gaza *"Jamais dans l'histoire de l'après-guerre [mondiale 1939-1945] une population n'a été réduite à la faim si rapidement et si complètement, comme l'ont été les 2,3 millions de Palestiniens vivant à Gaza"*.

Fin juillet 2025, alors que face à la famine qui touche Gaza des manifestations avaient lieu à travers le monde, l'armée israélienne détruisait l'équivalent de fournitures de plus de 1.000 camions destinés aux civils de la bande de Gaza.

Les colis de nourriture et les fournitures médicales ont été volontairement avariés et bloqués pendant des semaines au poste frontière de Kerem Shalom (voir ce nom).

Cette nouvelle diffusée par "KAN News", chaîne publique israélienne, survient dans un contexte d'indignation internationale face au manque d'aide apportée à la population de la bande de Gaza.

Une étude menée en juillet 2025 par l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF) a montré qu'un quart des enfants de la bande de Gaza âgés de six mois à cinq ans souffrent de malnutrition sévère. *"L'utilisation délibérée de la faim comme arme de guerre par les autorités israéliennes à Gaza a atteint des proportions sans précédent"*.

"Nous assistons à l'agonie d'un système humanitaire fondé sur des principes humanitaires".

C'est l'aveu d'impuissance du secrétaire général de l'ONU, António Guterres au Conseil de sécurité. Il en dit long sur ce qui se trame dans la bande de Gaza, et sur le sort de ses 2,2 millions d'habitants.

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies a accusé l'armée israélienne d'être responsable depuis la fin du mois de mai de la mort de 1054 Palestiniens qui cherchaient à obtenir de l'aide humanitaire.



Devant ce drame effroyable, quelques gouvernements européens se donnent bonne conscience en organisant des largages aériens de colis.

Ce sont, en réalité, des miettes jetées depuis les airs pour une mise en scène humiliante, un apport infime par rapport aux besoins... mais qui offrent des images flatteuses pour les journaux télévisés occidentaux.

Ces dangereux largages qui ont déjà fait plusieurs victimes ne constituent en aucun cas une lutte efficace contre la famine, nouvelle arme du génocide (voir ce terme).

Ce n'est qu'une parodie d'aide humanitaire.

Le 22 août 2025, l'ONU a officiellement déclaré la situation de famine à Gaza, la première à toucher le Moyen-Orient, Elle a également affirmé qu' *"affamer les gens à des fins militaires est un crime de guerre"*.

Le 20 septembre 2025, l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, a dénoncé le vol d'aliments thérapeutiques vitaux destinés à soigner des milliers d'enfants dans la bande de Gaza : *"Des individus armés ont encerclé quatre camions stationnés à l'extérieur de notre site à Gaza-Ville, qui s'apprêtaient à transporter des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi indispensables aux enfants souffrant de malnutrition et victimes de la famine"* (Voir "GHF" et "Abu Shabah")

Dernière information : début octobre 2025, la revue scientifique "Lancet" annonçait que près d'un enfant sur six était atteint de malnutrition aiguë à Gaza.

FASCISME

Courant politique apparu après la guerre 14-18 en Italie et en Allemagne, qui a ensuite essaimé dans l'ensemble des pays européens.

Si au sens strict le terme fascisme s'applique à la période mussolinienne, au sens large il qualifie un système politique aux caractéristiques inspirées par les exemples italien, allemand et espagnol.

Les principales caractéristiques de cette idéologie sont l'imposition du pouvoir par la force au service d'une classe dominante, la persécution d'une population considérée comme ennemie et déshumanisée (voir "Déshumanisation"), l'exaltation du sentiment nationaliste et le contrôle politique de la société civile.

Comme on peut le constater, le sionisme (voir ce terme) est bien en harmonie avec cette idéologie.

L'État israélien a souvent soutenu des régimes de ce type, tel celui de Pinochet au Chili ou celui qui sévissait en Afrique du Sud avant Mandela.

Mais déjà du temps du "Troisième Reich" plusieurs leaders du mouvement sioniste ont eu des accointances avec les régimes d'Hitler et de Mussolini.

C'est entre autres le cas de Shamir (voir ce nom) qui, en 1940, avait tenté de conclure un pacte avec le régime nazi pour *"... lutter contre les Anglais en échange d'un transfert des juifs d'Europe en Palestine au lieu de les envoyer en Pologne (...). Lorsque l'État juif sera créé, il sera un allié du IIIe Reich."*

Shamir finira premier ministre d'Israël.

FATAH

Ce parti politique fondé en 1959, fut longtemps le principal organe de résistance des Palestiniens. A l'origine, le projet visait, comme le prévoit sa charte, à instaurer une "Palestine démocratique non confessionnelle" ouverte aux juifs, musulmans et chrétiens sans distinction d'ethnie ou de religion. Le texte de la charte insistait sur la distinction entre Juif et sioniste (voir "Sionisme").

En 1965, le Fatah déclenche la lutte armée en lançant des opérations de sabotage et de guérilla.

En septembre 1970, le roi Hussein de Jordanie ordonna une offensive contre les bases du Fatah situées dans le pays. Les combats de ce "Septembre noir" firent plusieurs milliers de morts, dont une majorité de civils palestiniens, et affaiblirent sévèrement le mouvement de Arafat (voir ce nom) qui trouva refuge au Liban (voir "Sabra et Chatila").

Depuis les accords d'Oslo (voir ce nom) de 1993, le Fatah et d'autres branches de l'OLP ont déclaré renoncer à la lutte armée ; toutefois, les "Brigades des martyrs d'Al-Aqsa" et le "Fatah-Tanzim" restent impliqués dans des actions armées.

En 2006, c'est le Hamas (voir ce nom) qui gagne les élections... proposées et appuyées par les États-Unis et Israël dans le but de soutenir Mahmoud Abbas (voir ce nom) plus favorable à Israël... Échec !

Le calcul des USA (voir ce terme) et du régime sioniste ayant échoué, la défaite électorale sonna le glas de la vieille garde du Fatah, accusée d'avoir conduit le parti à cette défaite en ne luttant pas assez sérieusement contre la corruption qui le gangrène... Depuis, Abbas est appelé le "Pétain de Palestine".

En 2011, le Fatah et le Hamas ont essayé de conclure un accord de réconciliation en vue des élections générales prévues dans l'année... Échec !

Le 24 décembre 2024, Abbas a annoncé que la chaîne de télévision "Al Jazeera" (voir ce nom) ne pourrait plus opérer dans les zones sous contrôle de l'Autorité palestinienne.

Cette décision complète l'interdiction imposée, deux mois plus tôt par Israël dans sa campagne de répression de l'information (voir "journalistes").

Elle est un exemple de plus de la collaboration larvée du Fatah avec le régime sioniste.

FPLP (Front populaire de libération de la Palestine)

Fondé en 1967, c'est une organisation politique marxiste-léniniste et paramilitaire.

Prônant la lutte armée pour libérer toute la Palestine historique, le FPLP a commis plusieurs détournements d'avions israéliens avant de renoncer à cette pratique en 1972.

Il est considéré comme organisation terroriste par les États-Unis, l'Union européenne, et Israël.

Le FPLP est membre de l'OLP (voir ce terme), l'Organisation de Libération de la Palestine, dont il devient le deuxième groupe en importance après le Fatah (voir ce terme).

Il est considéré comme représentant la ligne dure du militantisme nationaliste palestinien en militant pour une résolution du conflit fondée sur un seul État qui rassemblerait Arabes et Israéliens sans considérations religieuses ou ethnique.

Il s'est toujours opposé aux accords d'Oslo (voir ce nom) estimant que ceux-ci marginalisent les réfugiés palestiniens et que la paix ne saurait être durable qu'avec la création d'un État binational.

Le FPLP soutient le Hezbollah (voir ce terme) et, en 2013, a déclaré : *“Malgré nos différences idéologiques, nous considérons que le Hamas (voir ce terme) est un élément essentiel du mouvement national palestinien”*. Le régime israélien l'accuse d'avoir participé à l'attaque du “Sept octobre 2023” (voir ce terme) et de détenir des “otages” (voir “Otages et Prisonniers”).

FRAPPES CHIRURGICALES

Une frappe chirurgicale est un bombardement censé nuire exclusivement aux cibles militaires, sans causer de dommages dits collatéraux (bâtiments, véhicules, civils...).

L'adjectif “chirurgicale” vient renforcer la perception selon laquelle le tir se caractériserait par sa précision ce qui présenterait l'action militaire sous un jour quasi hygiéniste... bien plus tolérable pour l'opinion publique.

L'armée israélienne prétend toujours agir de cette façon – *Tsahal* (abréviation en Hébreu de FDI “Armée de défense d'Israël) est *l'armée la plus morale du monde* ! – et explique les milliers de victimes civiles de Gaza (plus de 60.000, dont la moitié d'enfants, à août 2025) et celles de Cisjordanie (plus d'un millier de civils à juillet 2025, dont environ 200 enfants) par... *“l'inconscience de l'ennemi”*.

Selon l'armée israélienne, la responsabilité du nombre de victimes est uniquement celle des dirigeants palestiniens, qui utilisent les civils comme boucliers humains.

Autrement dit, les cadavres des dizaines de milliers de ces “boucliers humains”, principalement des enfants et des femmes, qui jonchent les décombres des écoles et des hôpitaux de Gaza... témoignent de cette “inconscience” !

En mai 2024, l'OTAN a étendu la qualification de “frappe chirurgicale” à tous les raids aériens provoquant entre 1 à 50.000 morts civils.

Le porte-parole de l'OTAN a précisé *“Loin de nous l'idée de minimiser ce qu'il se passe actuellement en Palestine. Nous adaptons simplement la définition à la puissance des armes que nos pays membres vendent au gouvernement israélien”*.

... Donc, si on comprend bien, ce n'est qu'au-delà de 50.000 victimes, qu'un bombardement n'est plus une “frappe chirurgicale” !



GAZA

L'étendue de l'enclave de Gaza est de 365 km², soit une bande de terre de 41 kms de long pour une largeur de six à douze kms... Soit un peu plus du double de la superficie de la région de Bruxelles (161,4 km²).

La population est d'environ 2,3 millions habitants) et les principales villes sont Gaza city, Khan Younes et Rafah. Fondée vers 1500 avant JC, Gaza a été, pendant des siècles, un point de jonction fondamental entre l'Asie et l'Afrique, assurant la liaison vers l'Europe aux caravanes provenant de la péninsule arabique.

De siècle en siècle, Gaza connu de multiples dominations. Des Romains aux Ottomans en passant par les Croisés européens, les Byzantins... Même Napoléon s'est emparé de la ville.

Aujourd'hui, la population de l'enclave dépasse les deux millions d'habitants (plus de 6.000 au km²) dont plus d'un tiers sont les descendants des Palestiniens et des Bédouins expulsés de 1948 (voir "Nakba").

En 2001, en représailles à la seconde intifada (voir ce terme), l'armée israélienne a rasé l'aéroport international inauguré trois ans plus tôt et a ensuite commencé d'ériger une barrière de 65 kms, constituée d'une haute clôture métallique dotée de caméras et de divers capteurs et postes d'observation pour les snipers chargés d'abattre tout Palestinien qui s'approcherait de la clôture.

Cette barrière présentée comme un "mur de fer technologique" a coûté plus d'un milliard de dollars..

Durant les manifestations de 2018 et 2019 (voir "Marches du retour") plus de 15.000 civils seront tués ou blessés, dont une majorité d'enfants et d'adolescents, abattus par les snipers munis de fusils à lunettes.

Le soi-disant désengagement de 2004 décidé par Ariel Sharon (voir ce nom) avec le départ de quelques milliers de colons n'a été qu'une manœuvre de plus du régime sioniste.

En effet, l'occupation n'a jamais pris fin.

L'espace aérien et maritime, chaque entrée, chaque sortie, chaque importation, chaque exportation... Tout dépend de la volonté d'Israël.

Ce n'est pas la fin de l'occupation mais une simple modification des modalités de la colonisation.

Dans une interview au *Haaretz*, un avocat israélien souligne d'ailleurs que *"le plan de désengagement de Sharon fournit la quantité de formol nécessaire pour qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens"*.

Jusqu'à fin 2023 et l'invasion du territoire par l'armée israélienne, deux points de contrôle filtraient le passage journalier de quelques milliers de personnes, principalement des travailleurs manuels, Erez au nord et Kerem Shalom au sud, auxquels il faut ajouter Rafah, la voie de passage vers l'Égypte.

Le passage de seulement quatre-vingts produits était alors toléré par le régime sioniste.

Côté mer, des navires de guerre interdisent la pêche au-delà de trois miles nautiques (4,8 kms) et coulent systématiquement les barques qui osent dépasser cette ligne.

Ce confinement a pour conséquence que, déjà avant 2024, 80 % de la population était tributaire de l'aide humanitaire (voir "UNWRA"), que nombre d'industries clés étaient décimées et que plus de 50 % des jeunes étaient sans emploi... avec pour conséquence que le taux de chômage à Gaza est le plus élevé du monde dit civilisé.

Le constat est implacable : depuis près de vingt ans, plus de deux millions d'êtres humains vivent dans une "prison à ciel ouvert"!

Qui peut s'étonner qu'une telle pression exercée sur cette population ait fait sauter le couvercle du chaudron un certain matin d'octobre 2023 ?

Depuis fin 2024, les massacres, les expulsions, les bombardements – seuls 10 % des bâtiments de cette enclave sont encore debout (voir "Urbicide") – ont eu pour résultat que la bande de Gaza n'est plus qu'un champ de ruines peuplé de survivants.

L'ONU et diverses ONG estiment à plus de 60.000 le nombre de morts, dont la moitié d'enfants, et à près de 200.000 le nombre de blessés.

Cette horrible réalité a été confirmée par un rapport du 8 novembre 2024 du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme qui estime que, sur la période de novembre 2023 à avril 2024, les femmes et les enfants représentent près de 70 % des morts dans la bande de Gaza.

Autre bilan de cette barbarie : durant la seule année 2024, l'armée israélienne a largué 83.000 tonnes de bombes, fournies par les États-Unis, sur l'enclave de Gaza (parfois 1.000 bombes par jour)... la puissance de la bombe de Hiroshima équivalait à 30.000 tonnes (voir "Bilan des destructions") !

Fin novembre 2025, le "Washington Post" a publié une liste de 18 500 noms de mineurs tués depuis le 8 octobre 2023 et l'UNICEF a confirmé que, en moyenne, 28 enfants avaient été abattus par jour.

GENOCIDE

En 1948, l'ONU a défini le crime de génocide comme " Intention de détruire, en totalité ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, en tant que tel".

Dans le cas des Israéliens, cette intention a été publiquement exprimée par de nombreux dirigeants.

Le mot génocide fait peur et son emploi pour décrire les massacres est entouré d'un tabou... Au point que la direction du "New York Times" va jusqu'à interdire à ses journalistes de l'employer.

Pourtant, plusieurs rapports de l'ONU et de diverses organisations humanitaires accusent l'État d'Israël de planifier un génocide dans la bande de Gaza en utilisant divers moyens.

Les trois principaux sont l'extermination de la population par les armes, la famine organisée et la destruction de l'habitat (voir "Urbicide").

Si les accusations de génocide concernent le régime sioniste... elles s'adressent aussi à ses alliés politiques et à leurs médias accusés de complicité !

Le 5 septembre 2024, un rapport de l'ONU accuse Israël d'utiliser la famine comme arme de guerre pour exterminer le peuple palestinien et s'emparer de ses terres (voir "Famine").

Le document comporte des preuves de l'intention génocidaire du régime sioniste et de la complicité des puissances occidentales dans ces crimes de guerre sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale

Les exhortations guerrières des dirigeants sionistes témoignent de la pertinence de ces accusations.

Quelques exemples de ces appels au crime... parmi de nombreux autres.

Amichal Eliyahu, Ministre du Patrimoine ; *"Tout faire exploser et tout aplatir est un régal pour les yeux. Nous visons à créer les conditions pour que la vie à Gaza devienne insoutenable. Gaza deviendra un endroit où aucun être humain ne peut exister"*

Giora Eiland, cheffe du Conseil de sécurité israélien : *"Personnellement, je suis fière de voir Gaza en ruines et que chaque bébé, même dans 80 ans, racontera à ses petits-enfants ce qu'ont fait les juifs"*

Yoav Gallant, Ministre de la Défense ; *"Il n'y aura pas d'électricité, pas de nourriture, pas de carburant, pas d'eau. Tout sera coupé. Nous combattons des bêtes humaines et nous nous comporterons en conséquence"*

Cette volonté génocidaire est aussi vérifiable dans un document du "Ministère du Renseignement" datant du 13 octobre 2023 qui recommande le transfert forcé des 2,2 millions de Palestiniens de Gaza... vers le désert du Sinaï égyptien !

L'historien israélien Raz Segal, témoigne également *"Les discours, jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir, ont montré que l'intervention militaire israélienne à Gaza visait bien plus que la disparition du Hamas (...) : c'étaient indistinctement l'ensemble du territoire et de ses résidents qui étaient la cible"*.

Dans son rapport du 5 novembre 2024, Francesca Albanese (voir ce nom), rapporteuse spéciale de l'ONU (voir ce nom), déclare : *"Israël détruit les Palestiniens de Gaza de bien des manières.*

La plus complexe et la plus cruelle est de créer des conditions de vie intenables et inhumaines.

Il ne faut pas appeler cela une guerre .

C'est un génocide.

Les motifs n'ont aucune importance. L'intention (c'est-à-dire la détermination) de détruire est évidente et sans équivoque. La complicité d'autres États est tout aussi évidente."

Le 14 novembre 2024, un comité de l'ONU chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes fait état d'une *"volonté intentionnelle"* de donner la mort, balayant tout doute sur les intentions génocidaires du régime.

Il déclare que les méthodes de guerre employées par Israël dans la bande de Gaza correspondent aux caractéristiques d'un génocide.

À travers son siège de Gaza, son obstruction de l'aide humanitaire, ses attaques ciblées et en tuant des civils et des travailleurs humanitaires, malgré les appels répétés de l'ONU, les ordonnances contraignantes de la Cour internationale de justice et les résolutions du Conseil de sécurité, Israël cause intentionnellement la mort, la famine et des blessures graves.

L'utilisation par l'armée israélienne de systèmes de ciblage assistés par l'IA, avec une supervision humaine minimale, combinée à des bombes lourdes, souligne le mépris d'Israël pour son obligation de faire la distinction entre les civils et les combattants et de prendre des mesures de protection adéquates pour éviter les décès de civils

En décembre 2024, Amnesty International a publié un rapport de près de 300 pages intitulé *"Le génocide des Palestiniens et Palestiniennes commis par Israël à Gaza"*.

Il témoigne que l'État d'Israël, fait subir, en toute impunité, un déchaînement de violence et de destruction permanent aux Palestiniens de Gaza depuis le 7 octobre 2023.

Extrait du rapport : *“Les autorités israéliennes ont commis et commettent toujours des actes interdits par la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, dans l'intention spécifique de détruire physiquement la population palestinienne de Gaza.*

Elles se sont notamment rendues coupables de meurtres, d'atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale des personnes, et de soumission délibérée des Palestiniens et Palestiniennes de Gaza à des conditions de vie destinées à entraîner leur destruction physique.

Depuis plus d'un an, la population palestinienne de Gaza a été déshumanisée et traitée comme un groupe de sous-humains ne méritant pas le respect de ses droits fondamentaux, ni de sa dignité.

Nos équipes de chercheur-ses et d'expert-es ont examiné et analysé rigoureusement et méthodiquement un ensemble de faits survenus entre octobre 2023 et juillet 2024, qui par leur récurrence, leur simultanéité, leurs effets immédiats ou leurs conséquences cumulées s'avèrent constituer des actes relevant de la Convention sur le génocide”.

Fin juillet 2025, les deux plus grandes organisations israéliennes de défense des droits humains, B'Tselem et Physicians for Human Rights, accusent ouvertement Israël de commettre un génocide contre la population palestinienne.

“L'examen des politiques israéliennes et des destructions massives infligées à la population, couplé aux discours tenus par les dirigeants, mène à une conclusion claire : il s'agit d'un acte coordonné de destruction d'un groupe humain. Autrement dit, un génocide”,

Réponse de partisans du régime sioniste : *“Quelle honte et quelle trahison. Il faut interdire ces deux pseudos associations et mettre en prison ces fouteurs de trouble”.*

Le mardi 16 septembre 2025, la commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU a publié son rapport confirmant le caractère génocidaire de la politique israélienne.

En résumé, avec la complicité active ou silencieuse des gouvernements et médias, un génocide est perpétré à quelques kilomètres de nos “démocraties” par un régime, supplétif des USA (voir ce nom)... Et nous, citoyens de ces pays dits “démocrates”, nous nous réveillons chaque matin préoccupés par nos propres problèmes, non de ceux de ce peuple massacré en notre nom.

Début octobre 2025, le ministère de la Santé de Gaza estimait que les carnages opérés par les forces d'occupation israéliennes ont causé la mort de plus de 67.000 personnes, dont environ 20.000 enfants.

Un bilan qui reste sans doute largement en dessous de la réalité car les ruines ensevelissent de nombreuses victimes, y compris des “otages/prisonniers, empêchant de réaliser un comptage précis.

GHF (Gaza Humanitarian Foundation)

“Gaza Humanitarian Foundation” est un organisme créé en février 2025 et financé par Israël et les Etats-Unis, après l'exclusion de l'UNWRA (voir ce nom), chargé de la distribution alimentaire d'urgence à Gaza. Il est dirigé par Johnnie Moore, un leader évangélique (voir “Evangéliques”) et homme d'affaires proche de Trump, et composé de militaires israéliens, de vétérans de l'armée des USA et de paramilitaires.

Mais les faits laissent à penser que GHF a surtout été conçu pour humilier les Palestiniens en les forçant à choisir entre mourir de faim et risquer leur vie pour obtenir une quantité dérisoire de nourriture.

Ce dispositif est en effet un simulacre de distribution alimentaire.

Les méthodes de distribution de vivres obligent des milliers de Palestiniens, affamés par plus de 100 jours de siège israélien, à parcourir de longues distances pour atteindre quatre sites de distribution et à se battre pour obtenir des quantités ridicules de nourriture.

Ce chaos empêche les femmes, les enfants, les personnes âgées ou handicapées d'accéder à l'aide humanitaire et provoque des centaines de morts et de blessés.

Fin Juillet 2025, “Human Rights Watch” déclare ; *“Défaillant et militarisé, le système de distribution d'aide humanitaire mis en place à Gaza par l'armée israélienne avec le soutien des États-Unis a provoqué de véritables bains de sang et s'est avéré être un piège mortel pour les civils.*

Les meurtres de Palestiniens en quête de nourriture, par les forces israéliennes, sont des crimes de guerre”

A cette date (août 2025), le bilan des Palestiniens abattus alors qu'ils tentaient d'obtenir de la nourriture est de plus de 1.300... auxquels il faut ajouter plus de 4.000 blessés !

Une enquête de la BBC datant de septembre 2025 révèle qu'un gang de dix motards étatsuniens d'extrême-droite et ouvertement islamophobes, "The Infidels Motorcycle Club" dirigé par un ancien sergent de l'armée US a été recruté par GHF pour "sécuriser" les sites.

Ce gang est constitué d'une dizaine de vétérans de la guerre d'Irak qui se considèrent comme des croisés modernes et utilisent la croix comme symbole, en référence aux Croisés du moyen-âge.

Leur slogan est *"Tire toujours jusqu'à ce qu'ils ne soient plus une menace !"*

L'"efficacité" de GHF et de ses collaborateurs, "Abou Shabab" (voir ce nom) et "The Infidels Motorcycle Club" est incontestable : 1.135 palestiniens — enfants, femmes, hommes — ont été tués à proximité de ces sites alors qu'ils cherchaient simplement de quoi manger (chiffres de juillet 2025).

Aitor Zabalgogeoaskoa, coordinateur des urgences de MSF (Médecins Sans Frontières) à Gaza explique que *"Les quatre sites de distribution, tous situés dans des zones entièrement contrôlées par les forces israéliennes après que les habitants en ont été déplacés de force, ont la taille d'un terrain de football et sont entourés de postes d'observation, de talus de terre et de barbelés. Leur entrée clôturée ne permet qu'un seul point d'accès"*

Des experts de l'ONU qualifient la GHF de *"exemple profondément inquiétant de la manière dont l'aide humanitaire peut être détournée à des fins militaires et géopolitiques, en violation grave du droit international"* et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a qualifié de crime de guerre l'utilisation de la nourriture comme une arme à Gaza, exhortant l'armée israélienne à *"cesser de tirer sur les personnes qui tentent de s'en procurer"*.

Quelques 170 organisations humanitaires ont demandé une enquête en vue de démanteler la GHF.

Mais toute investigation demande l'agrément d'Israël et des USA... On devine la réponse !

GOLAN

Territoire syrien envahi et occupé par le régime israélien depuis 1967... et annexé depuis 1981.

Cette invasion a entraîné l'exil d'environ 100 000 Syriens.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a condamné cette colonisation illégale (Résolution 487).

L'armée israélienne a érigé une clôture de sécurité le long de la ligne de démarcation entre les deux pays et renforcé ses fortifications allant du Liban jusqu'à la frontière jordanienne.

La région est riche en eau et ses sources alimentent le Jourdain et le Lac de Tibériade.

Elle est aujourd'hui peuplée d'environ 22.000 arabes de religion druze (voir "Druzes") au milieu de quelques 30.000 colons, israéliens arrivés après 1967.

Depuis l'annexion, Israël n'a cessé d'y implanter des colonies agricoles et diverses industries qui ont fait du plateau du Golan (1.800 km²) une vaste vitrine agroalimentaire et agro-industrielle dont la compagnie israélienne d'eau minérale "Eden Springs", de prestigieux vignobles, diverses entreprises et même une usine de matières plastiques... Le tout sous la protection militaire, évidemment.

En 2019, Donald Trump a signé un décret reconnaissant la souveraineté d'Israël sur le Golan... Décret approuvé ensuite par le gouvernement de Joe Biden.

Le 8 décembre 2024, le jour même du renversement de Bachar Al-Assad par l'opposition syrienne, Israël, qui depuis plusieurs mois bombardait les infrastructures syriennes, a intensifié ses attaques, détruit la marine et le port de Lattaquié... et conquis des territoires, bien au-delà du plateau du Golan.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui s'appuie sur un vaste réseau de sources à travers la Syrie, affirme avoir répertorié *"près de 310 frappes"* menées par l'aviation israélienne et étatsunienne depuis la chute de Assad.

L'objectif déclaré est la destruction des stocks d'armes chimiques accumulées par le régime de Assad. La quasi-totalité des casernes ou bases militaires sont détruites... Mais aucune preuve n'est apportée sur l'existence de ces armes de destruction massive.

On croit revivre la fumisterie de la petite fiole brandie par Colin Powell à l'ONU en 2003, qui a justifié l'invasion de l'Irak par l'armée étatsunienne.. et son bilan d'un million de victimes civiles.

Début décembre 2024, les chars israéliens ont franchi la ligne de cessez-le-feu en violation de la résolution de l'ONU de 1974 et "L'unité Shaldag", spécialisée dans les raids de type commando et connue pour ses exactions dans l'enclave de Gaza, s'est emparée de la partie syrienne du mont Hermon, zone stratégique proche du Liban ainsi que de plusieurs localités frontalières... Une violation de plus !

Le 10 décembre 2024, l'État-major sioniste annonce que ses chars sont à 20 kms de Damas et que des soldats israéliens et étatsuniens ont pris possession des bases militaires syriennes au nord de Damas !

Depuis cette date, les forces israéliennes continuent de marquer leur présence par des bombardements sur Damas et autres sites dits "militaires" ainsi que par l'incursion de ses chars dans diverses localités.

Malgré la chute de Bachar al-Assad et l'instauration d'un gouvernement issu de l'opposition, les forces israéliennes continuent d'occuper une partie importante du territoire syrien, détruisant systématiquement ce qui restait des infrastructures de défense d'un pays en ruine après une décennie de guerre civile.

Dernière info de juillet 2025 : face à la supériorité militaire israélienne, Ahmed El-Charaa, le président syrien, semble disposé à sceller un accord avec l'État sioniste.

GUERRE D'INDEPENDANCE

C'est le nom que donne le régime sioniste aux événements de 1947 à 1949.

Cette "guerre" s'est déroulée en deux phases.

La première de novembre 1947 à mai 1948, avant la proclamation de l'État d'Israël, et la seconde jusque juillet 1949 et la capitulation des forces arabes.

Fin novembre 1947, les Palestiniens rejettent massivement le plan de partage voté par l'ONU offrant 56 % de son pays aux colonisateurs occidentaux... qui représentent alors moins de 10 % de la population vivant sur le territoire (voir "Colonisation").

Des émeutes éclatent et, avec l'inertie complice des occupants britanniques, les forces paramilitaires de Ben Gourion (voir ce nom) mettent en œuvre le plan Daleth de nettoyage ethnique (voir ces deux termes).

De nombreuses villes, à l'exception de Jérusalem, tombent sous le contrôle des milices sionistes et 350.000 à 400.000 Palestiniens prennent la route de l'exode, fuyant les combats ou expulsés de leurs villages.

Début 1948, à bout de force les Palestiniens, acceptent la trêve demandée par l'ONU.

Durant ce cessez-le-feu, les futurs dirigeants d'Israël, avec le soutien des USA et de l'Angleterre, ainsi que de certains régimes communistes, dont la Tchécoslovaquie, contournent l'embargo sur les armes décrété par l'ONU... Contrairement aux Palestiniens dont toutes les tentatives d'achat échoueront.

Une fois leur puissance militaire renforcée, les groupes sionistes accentueront leurs opérations de nettoyage ethnique (voir ce terme) et commettront de multiples massacres de civils dont ceux des villageois de Deir Yassin, Al-Dawayna, Al-Tantoura...

Le 15 mai 1948, au lendemain de la proclamation de l'État d'Israël, les armées des pays voisins viennent au secours des Palestiniens et envahissent le territoire.

L'armée israélienne est alors forte de 80.000 à 100.000 hommes, possède une aviation comportant plusieurs bombardiers (les fameuses "Forteresses volantes" arrivées des USA), des chars et diverses armes lourdes.

Le rapport de force est disproportionné... et le 7 janvier 1949 les pays arabes déposeront les armes.

Jamais avare de fanfaronnades et de mensonges, Netanyahu déclarera en 2024 que *"Ce n'est pas la résolution de l'ONU qui a établi l'État d'Israël, mais plutôt la victoire obtenue dans la guerre d'indépendance avec le sang de combattants héroïques, dont beaucoup étaient des survivants de l'Holocauste – notamment du régime de Vichy en France"*... alors que les faits historiques démontrent le contraire... A cette date il n'y avait aucun rescapé des camps nazis, ni aucun Français déporté par le régime de Pétain dans les troupes israéliennes, essentiellement composées de colons.

GUERRE NUMERIQUE

À la suite de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » du 7 octobre 2023, le "Dôme de fer numérique", avatar de celui pour les missiles, a été activé.

Cette fois, les cibles sont les publications, images, vidéos... bref, tout ce qui informe sur les réalités de l'opération "Epée de fer" lancée le 7 octobre 2023.

Ce dôme numérique fonctionne sur deux niveaux.

Le premier est le système de signalement bénévole : une campagne nationale lancée par la "National Hasbara" (voir "Hasbara") où les utilisateurs inondent les plateformes de réseaux sociaux de plaintes massives contre des contenus jugés défavorables à Israël.

Un système hybride d'IA et d'examineurs humains classe rapidement les publications signalées, puis transmet les demandes de retrait à des plateformes comme Meta, TikTok et X.

L'objectif est la rapidité, de manière à décrédibiliser le récit avant qu'il ne se propage.

Ainsi "TikTok" a supprimé 3,1 millions de vidéos et interrompu 140.000 streaming au cours des six premiers mois du génocide israélien à Gaza.

Pour sa part, le procureur général israélien a déposé près de 9.500 demandes de retrait au cours de la même période, "Meta" a accédé à la quasi totalité des cas.

Le deuxième niveau est celui de la guerre algorithmique : des systèmes d'IA scannent plus de 200.000 sites web pour identifier les discours dissidents, puis bombardent les utilisateurs exposés de contenu pro-israélien. À l'aide de campagnes publicitaires imitant l'apparence et le timing des publications organiques, Israël inonde les fils d'actualité d'un contre-discours fabriqué de toutes pièces.

Cette double stratégie vise à étouffer et à effacer. La première consiste à étouffer la propagation des voix de résistance. La seconde les remplace par des inventions approuvées par l'État.

L'instrumentalisation des médias sociaux à des fins guerrières

Le 26 septembre 2025, Netanyahu a rencontré 18 influenceurs des réseaux sociaux basés aux États-Unis afin d'inonder TikTok, X, YouTube et les podcasts de messages pro-israéliens.

Une semaine plus tard, Tel-Aviv a alloué 145 millions de dollars à "Projet 545" sa plus grande campagne de propagande numérique jamais lancée par le régime sioniste (voir "Sionisme").

Cette campagne cible l'opinion publique étatsunienne avec du contenu adapté à TikTok et Instagram.

Des documents issus de la loi américaine sur l'enregistrement des agents étrangers (FARA) révèlent que le ministère israélien des Affaires étrangères a passé un contrat avec "Clock Tower", une entreprise dirigée par Brad Parscale, ancien directeur de campagne de Trump.

L'objectif est d'influencer à la fois le discours public et les réactions générées par des plateformes d'IA comme ChatGPT, Grok et Gemini.

Parallèlement, le "Projet Father" a été lancé pour financer des influenceurs étatsuniens, avec des contrats atteignant 900.000 dollars par personne.

Ces influenceurs sont censés publier 25 à 30 articles par mois pour créer un flux constant de contenu pro-israélien. Entre juin et novembre 2024, au moins 900.000 dollars de paiements de campagne ont été distribués à 14 à 18 influenceurs, avec des paiements moyens de 6.100 à 7.300 dollars par publication.

"Show Faith by Works", société créée en juillet 2025, a reçu 325.000 dollars pour promouvoir la propagande israélienne auprès des communautés chrétiennes aux États-Unis et en Occident. Prévoyant d'investir jusqu'à 4,1 millions de dollars dans cette campagne, elle a été présentée comme la « *plus grande campagne de géorepérage d'églises chrétiennes de l'histoire des États-Unis* ».

Parallèlement, le ministère israélien des Affaires étrangères a injecté 137 millions de dollars supplémentaires dans des campagnes mondiales de sensibilisation, en plus de ses programmes de valorisation de l'image.

À l'ère du numérique, la hasbara a évolué, passant des récits médiatiques conventionnels à des opérations d'influence sophistiquées assistées par l'IA, conçues pour dominer et déformer le discours en ligne.

Un rapport de la chaîne publique espagnole RTVE a révélé que le gouvernement de Netanyahu a investi environ 50 millions de dollars dans la publicité sur Google, X et les réseaux publicitaires franco-israéliens Outbrain et Teads. L'objectif, selon l'enquête, était de contrer la couverture médiatique mondiale de la famine à Gaza en présentant une façade de normalité.

De janvier à début septembre 2025, Tel Aviv a diffusé plus de 4.000 publicités numériques, dont la moitié ciblaient un public international.

Ces publicités présentaient une Gaza assainie, débarrassée des décombres et de la famine.

Blanchiment numérique des crimes de guerre

La guerre en ligne ne s'arrête pas aux plateformes publiques.

Le "New York Time" a révélé une opération du gouvernement israélien, qui a utilisé près de 600 faux comptes pour inonder les flux de 128 législateurs étatsuniens de plus de 2.000 commentaires par semaine. Ces messages défendaient les actions israéliennes et diffamaient les institutions palestiniennes et l'UNWRA (voir ce terme), le principal fournisseur d'aide humanitaire à Gaza.

En 2024, son porte-parole déclarait : *“Ces publicités sont destructrices. Elles doivent cesser, et les responsables de ce sabotage doivent rendre des comptes. Une fois la guerre terminée, il faudra mettre en place un suivi rigoureux d’entreprises comme Google. Elles devront répondre de leurs actes.”*

Exportation de la répression

Lorsqu’une puissance militaire coloniale, confrontée à des accusations crédibles de génocide, peut utiliser des outils numériques pour réécrire le passé en temps réel, elle envoie un signal clair : quiconque dispose des moyens financiers et technologiques nécessaires peut en faire autant.

Le système israélien est simple, mais terriblement efficace : reportages de masse pour museler la dissidence, publicités ciblées pour manipuler les perceptions, contrats d’influenceurs pour fabriquer le consentement et outils d’IA pour déformer la vérité.

Si ce modèle se propage, les voix de la résistance verront leurs vérités enfouies sous une avalanche de propagande d’État rémunérée.

Tel-Aviv a peut-être été pionnière dans cette occupation numérique de la vérité. Mais elle ne sera pas la dernière à la déployer contre ceux qui luttent pour la justice.



HAA V ARA

C'est le titre ("Transfert" en hébreu) d'un accord signé en 1933 par l'Agence juive (voir ce terme) dirigée par Ben Gourion (voir ce nom) avec les autorités nazies pour faciliter l'émigration de 20.000 Juifs allemands vers la Palestine.

L'accord concernait uniquement les citoyens juifs qui disposaient de capitaux importants.

Un "capitaliste" – terme utilisé dans l'accord – qui voulait s'installer en Palestine était autorisé à conclure un contrat avec un exportateur allemand pour l'expédition de marchandises dans ce pays... moyennant "ristourne" évidemment.

Cet Haavara est un des nombreux indices de la relation ambiguë entre le mouvement sioniste et l'Allemagne nazie. Faut-il rappeler la coopération des "Judenräte", conseils juifs mis en place en 1939 qui avaient pour fonction d'être les agents d'exécution des ordres des autorités allemandes ou le défilé de Jabotinsky et des militants du "Betar" à Berlin en 1936, ou encore le projet d'alliance militaire de Shamir (voir ce nom) avec le régime hitlérien en 1941 ?

Mais point de diabolisation... Ces recherches d'accommodement avec le nazisme étaient alors de même nature que celle de l'Église catholique, qui a conclu un concordat, et celles des politiques d'apaisement des démocraties occidentales et de l'Union soviétique.

Il permettra à environ 20.000 Allemands de confession juive de quitter le pays pour s'établir en Palestine et restera opérationnel jusqu'à l'éclatement de la guerre en 1939.

Les quelques 200.000 Juifs d'Allemagne et d'Autriche qui n'ont pas réussi à fuir parce qu'ils ne disposaient pas des capitaux nécessaires, ont pratiquement tous été assassinés.

L'accord montre cependant clairement que, contrairement à ce que proclame l'idéologie sioniste, la priorité de Ben Gourion et des leaders sionistes n'était pas de "sauver les Juifs".

À l'évidence, ils ne cherchaient pas à combattre l'antisémitisme mais à l'instrumentaliser afin d'amener les Juifs à contribuer à la colonisation de la Palestine.

De nombreux Juifs antisionistes allemands et autrichiens s'opposèrent à cet accord avec le régime nazi.

Il est à noter que, de 1933 à 1939, le sionisme sera le seul mouvement politique juif autorisé en Allemagne nazie... qui, en parallèle, verra le début des exactions antijuives, l'imposition de l'étoile jaune, le boycott des commerces, les exclusions de la fonction publique, des fonctions juridiques... etc.

HAGANAH

C'était la principale organisation paramilitaire sioniste entre 1920 et 1948, date à laquelle elle est devenue le noyau de l'armée israélienne. Ben Gourion (voir ce nom) l'a dirigé de 1921 à 1931, puis de 1935 à 1948.

Elle avait pour but "déclaré" de défendre les vies et les biens des colonies juives... mais aussi d'organiser des assassinats politiques, tel que celui de l'écrivain juif antisioniste De Haan en 1924.

En 1939, la Haganah comptait près de 21.000 hommes. Elle crée un département d'immigration clandestine qui fera entrer des dizaines de milliers de juifs dans le pays entre 1939 et 1948.

L'organisation coopèrera aussi avec les Britanniques, qui s'appuieront largement sur elle et sur ses réseaux de renseignements dans la répression du nationalisme palestinien.

Durant toute la seconde guerre mondiale, la Haganah participera activement à l'effort de guerre des Britanniques... avant de se retourner contre eux, une fois la guerre terminée.

Durant l'année 1947, ses groupes terroristes, notamment l'Irgoun dirigé par Begin (voir ce nom) et le Lehi mené par Shamir (voir ce nom), seront responsables de nombreux massacres.

Quelques-uns de leurs "exploits" :

- Attentat de l'Hôtel King David en juillet 1946, coordonné par Begin, qui fit une centaine de victimes
- Assassinat en septembre 1948 de Bernadotte (médiateur envoyé par l'ONU pour régler pacifiquement le conflit israélo-palestinien.) par des tueurs soutenus par... Shamir.
- Massacre des habitants de Deir Yassin en avril 1948 par 120 miliciens sionistes qui assassinèrent plus de 200 villageois... Un peu moins selon la Hasbara (voir ce nom).

• Massacre de 60 habitants de Bilad el Cheikh, dont des enfants, en début janvier 1948 – cinq mois avant la proclamation de l'État d'Israël – dans le cadre de l'opération "Daleth" (voir ce terme) qui débutait.

• Massacres, début novembre 1948, des villages de Saliha, Safed et Jish par le FDI ("Forces de défenses israéliennes") qui vient d'être mis en place... Faisant, au total, plus de 300 victimes.

• Massacre des habitants de Lydda et Ramle en juillet 1948

Ce carnage hérita du sinistre nom de *“Marche de la mort de Lydda”*. Il provoqua la mort de plus d’un millier de Palestiniens, l’expulsion de dizaines de milliers d’habitants... et le pillage des deux petites villes.

Ce crime se fera sur ordre du général Yitzhak Rabin (voir ce nom) qui recevra plus tard le *“Prix Nobel de la Paix”* !

La Nakba (voir ce nom) commençait et depuis, cet FDI se proclame *“l’armée la plus morale du monde”*.

HAMAS

C’est un parti politique islamiste proche des *“Frères Musulmans”* d’Égypte, créé en 1987 pendant la première intifada (voir ce terme) avec la complaisance du régime israélien – *“avec le soutien”* est plus proche de la réalité – qui y voyait un moyen d’affaiblir l’OLP (voir ce terme) et son membre principal, le Fatah (voir ce nom), dirigé par Mahmoud Abbas (voir ce nom).

En 2019, Netanyahu déclarait à la Knesset : *“Quiconque veut empêcher l’établissement d’un État palestinien doit renforcer le soutien au Hamas et lui transférer de l’argent. C’est une partie de notre stratégie”*.

Depuis 1991, le Hamas s’est doté d’une branche armée, les *“Brigades Izz al-Din al-Qassam”* qui deviendra peu à peu une véritable force de défense comprenant une trentaine de bataillons.

La charte originelle du Hamas (1988) définit comme objectifs, l’institution d’un État palestinien, la libération des territoires occupés et l’élimination de l’État d’Israël.

Ahmed Yassine, son fondateur a été assassiné en 2004 par le Mossad (voir ce terme) sur ordre de Ariel Sharon (voir ce nom), alors premier ministre d’Israël.

En 2006, contre toute attente, le Hamas remporte les élections législatives palestiniennes... élections encouragées par les États-Unis et Israël dans le but de renforcer le pouvoir du Fatah (voir ce nom).

Tant à Gaza qu’en Cisjordanie, la victoire du parti islamiste est nette.

Avec 56 % des voix il emporte 76 des 132 sièges du parlement palestinien — la régularité et le résultat des votes ont été unanimement reconnus par l’Union européenne et d’autres instances internationales — mais cette victoire sera contestée par Israël et son allié étatsunien... et entraînera une tentative de coup d’état.

Avec l’aide des USA, Mohammad Dahlan, chef de la Sécurité intérieure du Fatah, constituera un groupe armé pour tenter de renverser le gouvernement élu. Le coup d’État échouera et après une courte, mais sanglante bataille, les milices du Fatah seront chassées de la bande de Gaza.

Depuis, le Hamas gouverne seul ce territoire sous blocus israélien... Blocus condamné par l’ONU en 2007 !

En 2017, le Hamas publie une nouvelle charte qui ne mentionne plus l’élimination de l’État d’Israël comme objectif et déclare, notamment, qu’il *“ne combat pas les Juifs parce qu’ils sont Juifs mais les sionistes parce qu’ils occupent la Palestine”*.

Dans son article 20, cette charte propose la création d’un État unique.

“Sans revenir sur son rejet de l’entité sioniste et sans renoncer à aucun droit palestinien, le Hamas considère la création d’un État palestinien entièrement souverain et indépendant, avec Jérusalem comme capitale, selon les limites du 4 juin 1967, avec le retour des réfugiés et des déplacés vers les maisons d’où ils ont été expulsés, comme une formule de consensus national.”

Le Hamas est classé *“organisation terroriste”* par une trentaine de pays occidentaux... mais pas par la grande majorité des 193 États membres de l’ONU.

Quoique peuvent proclamer les médias et politiques pro-israéliens, ce n’est pas un groupe djihadiste au sens littéral du terme, car il n’a pas pour objectif, contrairement à des mouvements comme Al-Qaida ou Daech, de lancer une *“guerre sainte”* internationale.

Il se considère avant tout comme un mouvement palestinien de résistance... qui a été démocratiquement élu et qui, depuis près de vingt ans, gouverne l’enclave de Gaza.

A partir de 2014, le régime sioniste a entouré l’enclave de Gaza (voir ce terme) d’une haute ceinture de barbelés et de miradors, longue de 65 kms qui en font une *“prison à ciel ouvert”* pour les quelques 2,3 millions de Palestiniens qui y sont confinés.(voir *“Sept octobre 2023”*).

Depuis octobre 2023, les milices du Hamas que Netanyahu prétendait éradiquer en quelques semaines, résistent à une des armées (voir *“Armement israélien”*) parmi les plus puissantes du monde.

A la mi-août 2025, Francesca Albanese (voir ce nom), *“Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les territoires palestiniens occupés”* déclarait : *“Les gens continuent de dire “Mais Hamas, Hamas, Hamas”... Je ne crois pas*

qu'ils aient une idée de ce qu'est réellement le Hamas. C'est une force politique qui a remporté les élections de 2005, que cela nous plaise ou non"

A la mi-octobre 2025, la première phase du "Plan de Paix" (voir "USA") est appliquée mais le cessez le feu n'est pas respecté par Israël... Au 28 octobre 2025 on comptait déjà plus de 100 morts, dont 46 enfants, dans les bombardements sur les camps de tentes !

Pour ce qui est de la seconde phase comportant la reddition militaire et l'expulsion des dirigeants, Hussam Badran, porte-parole du Hamas, répond *"Les dirigeants du Hamas présents dans la bande de Gaza se trouvent sur leur terre, celle où ils ont vécu, parmi leur famille et leur peuple. Il est donc naturel qu'ils y restent. Parler d'expulser les Palestiniens, qu'ils soient membres du Hamas ou non, de leur terre est absurde et insensé"*.

Le 19 novembre 2025, le "Wall Street Journal" informe que la popularité du Hamas s'est renforcée.

HANNIBAL

C'est l'appellation d'une directive de l'armée israélienne, datant de juin 1986, dont l'objectif est d'empêcher la capture de militaires israéliens par des forces ennemies... même au prix de la vie de ses propres soldats. Révoquée en 2016, elle a été remise en pratique au moment de l'attaque palestinienne du 7 octobre 2024.

C'est ainsi que, ce jour-là, en application de la directive Hannibal, plusieurs dizaines de véhicules israéliens ont été détruits par les Israéliens eux-mêmes. (voir "Sept octobre 2023").

Une enquête publiée dans le journal israélien "Yediot Aharonot", proche du gouvernement, a conclu que *"Au moins 70 véhicules ont été détruits par des tirs de chars, de drones ou d'hélicoptères israéliens, conformément aux ordres du haut commandement militaire israélien d'empêcher la capture d'otages "à n'importe quel prix"*.

La directive Hannibal a été appliquée le 7 octobre 2023 aux maisons des Kibboutzim où l'on savait que des otages étaient détenus, notamment à la base militaire de Re'im (voir ce nom) où se trouvait le quartier général de la "Division Gaza" chargée des opérations militaires assurant l'occupation de l'enclave palestinienne... sans oublié le festival techno "Tribe of Nova" (voir ce terme) !

En effet, de nombreux participants du festival, mêlés aux insurgés ont été abattus par les mitrailleurs israéliens, depuis les hélicoptères "Apache"... dans les voitures qui les menaient vers Gaza.

Hannibal a également sévi dans les kibboutzim "Nahal Oz", Bé'eri" et "Nir Oz" (voir ces noms) où les obus des tanks "Merkava" ont fait de nombreuses victimes parmi les habitants israéliens

Deux ans plus tard, aucune enquête indépendante n'a encore été menée sur les événements du 7 octobre 2023. (voir "Sept octobre 2023") et le nombre de civils et de soldats tués par les tirs israéliens n'est pas connu.

Cependant, ce qui semble très probable, c'est que l'opération Hannibal a provoqué la mort d'une partie importante des 1.206 personnes, Palestiniens, Israéliens, Bédouins ainsi que des ressortissants étrangers.

Le 20 octobre 2023, le journal israélien *Haaretz* a recensé 331 soldats et agents de police, ainsi que 13 membres des services de secours – chiffre ensuite porté à 377 militaires et policiers – parmi les personnes tuées dans l'attaque.

HAREDIM

À toute époque il y a eu une vie juive dans le territoire palestinien... du fleuve à la mer.

Si les débuts du judaïsme sont difficiles à identifier sur le plan historique, la présence d'une communauté pratiquant cette religion sur les rives du Jourdain est indéniable, tant sous l'occupation babylonienne, perse, hellénistique, romaine, qu'après la conquête arabe du VII^{ème} siècle, celle des Croisés européens, etc.

Le terme Haredim ("Les Craignant-Dieu") souvent appelés ultra-orthodoxes, désigne les habitants d'ethnie arabe et de religion juive, qui vivaient dans ce pays avant le début de l'implantation sioniste... Et sont toujours bien là.

Ils représentent un peu moins de 14 % de la population israélienne, soit environ 1,3 million de fidèles qui constituent la secte la plus strictement pratiquante du judaïsme.

Ils ont un mode de vie distinct, se voulant eux-mêmes et leurs communautés aussi isolés que possible du monde extérieur, à l'exception des interactions économiques nécessaires pour rester "purs" et non souillés par des activités mondaines.

Si, à l'interne, on constate certaines divergences ou oppositions sur l'interprétation des textes religieux, les Haredim rejettent cependant assez largement le sionisme considéré comme une révolte contre leur dieu.

Pour eux, l'établissement de l'État sioniste contredit sa volonté en cherchant un remède matériel à une condition spirituelle car ils considèrent que la Torah doit être la source de toute législation.

Les Haredim sont nombreux en Israël et aux Etats-Unis, mais on trouve des communautés relativement importantes en Grande-Bretagne et en Belgique, principalement à Anvers, mais aussi à Paris et Zurich.

En principe, ils refusent le service militaire, mais après le 7 octobre 2023, transgressant leurs règles, plusieurs centaines d'Haredim se sont enrôlés.

Depuis, en juin 2024, la Cour suprême israélienne a ordonné leur conscription dans l'armée, ce dont ils étaient dispensés depuis la création de l'État hébreu en 1948.

HASBARA

"Explication" en hébreu, est le principal outil de propagande du régime sioniste.

Ce terme apparaît dès la fondation du mouvement en 1897 comme un moyen *"pour obtenir et maintenir un soutien international"*.

La "National Hasbara", directement liée au premier ministre Netanyahu, publie, en moyenne, six vidéos par jour et dispose d'une série de services qui financent des officines de propagande et des influenceurs "anonymes" dans divers pays.

Son budget annuel avoisinerait les trente millions de dollars.

Ce redoutable outil repose sur une rhétorique consistant à vouloir démontrer que *"si l'on critique Israël, c'est que l'on méconnaît la situation et toute critique d'Israël relève de l'erreur"...* Et toute critique ultérieure du régime sioniste n'est rien d'autre que de l'antisémitisme !

Elle fut particulièrement active et efficace dans le lancement de l'opération "Pogrom" (voir ce terme) au lendemain du 7 octobre 2023. (voir "Sept octobre 2023" et "Médias occidentaux").

La Hasbara est très présente dans les universités des USA par le biais de l'ONG "StandWithUs", basée à Los Angeles (2 à 300 employés), mais elle est également implantée dans les cinq continents.

"StandWithUs" affirme *"ne pas défendre la politique de l'État d'Israël"* mais les brochures qu'elle produit contestent le caractère illégal de la colonisation ... et tient pour nulles toutes les résolutions de l'ONU.

En Belgique et en France cette Hasbara est diffusée par des médias tels "Joods Actueel", le blog du CRIF, "Regards" (CCOJB), "Franc-Tireur", les revues et stations de télévision de Bolloré (CNews, JDD, Paris Match...) ou de Drahi (BFMTV, RMC, Le Point...)... Sans oublier Elnet (voir ce mot) qui s'est fait une spécialité de marteler la propagande sioniste sur les réseaux dits sociaux et dans les médias amis.

Lancé en 2005, "Brand Israël" est une campagne visant à améliorer l'image d'Israël et de le présenter comme un pays cosmopolite, progressiste, occidentalisée et démocratique.

Son budget est passé de 30 millions d'euros en 2016 à 142 millions d'euros en 2025.

La stratégie est d'utiliser la culture comme la meilleure forme de propagande et de promouvoir la culture israélienne à l'étranger.... Les artistes ou écrivains signent un contrat dans lequel ils s'engagent à promouvoir une image positive du régime israélien et les intérêts politiques de l'État.

De son côté, l'armée israélienne possède ses propres services.

Son compte X est diffusé en sept langues et fonctionne 24 heures sur 24 en direction des journalistes internationaux... Qui, pour la plupart, diffusent ses messages, sans sourciller.

En août 2025, le gouvernement de Netanyahu a lancé une vaste opération de communication internationale avec un investissement spécial de 34 millions d'€.

D'ici fin décembre, environ 400 délégations comprenant plus de 5.000 participants (responsables gouvernementaux et élus, journalistes et influenceurs, universitaires, juristes, leaders religieux, personnalités culturelles et sportives, seront conviés à venir en Israël.

Cette opération "Pont aérien de communication" représente un investissement d'environ 135 millions de shekels (34 millions d'euros).

Chaque délégation bénéficiera d'un programme personnalisé comprenant évidemment des visites de Kibboutzim, des rencontres avec des survivants du 7 octobre 2023, la projection de vidéos... etc

De quoi faire comprendre le bien-fondé du génocide ?

Mais la hasbara n'oublie personne.

Ce 29 septembre 2025, on apprend qu'Israël a confié à Clock Tower X LLC, une entreprise dirigée par un ancien directeur de campagne de Trump, un contrat de 6 millions de dollars pour inonder le web de contenu pro-israélien. La campagne ciblera principalement TikTok, Instagram et YouTube... De plus, les services de la "National Hasbara" paieront ± 7.000 \$ à certains "influenceurs médiatisés", pour chaque publication !

HEBREU

C'est la langue officielle de l'État d'Israël... et la seule au monde qui a été ressuscitée après deux mille ans. Jusqu'au XIXe siècle c'était, en effet, une langue morte en tant que langue parlée. Comme le latin pour les Chrétiens, elle était uniquement pratiquée dans les rituels religieux et l'étude de la Torah. Si aujourd'hui, les Juifs du monde entier parlent l'hébreu, ils le doivent à divers intellectuels qui ont favorisé sa renaissance, notamment Ben Yehouda, rédacteur du "Grand Dictionnaire de la langue hébraïque" et aux organisations sionistes qui s'y rallieront très rapidement. Elles en imposeront la pratique pour supplanter le yiddish, la langue des Juifs ashkénazes d'Europe centrale et orientale, de l'Allemagne à la Russie, méprisée par l'intelligentsia sioniste qui le considère comme un héritage vulgaire de l'exil. En Palestine, les occupants britanniques accorderont à l'hébreu le statut de langue "officielle", aux côtés de l'arabe et de l'anglais. On estime cependant que deux millions de personnes pratiquent toujours le yiddish dans le monde, aux États-Unis et en Israël — il est notamment bien vivant dans les communautés Haredim (voir ce terme) — ainsi qu'en Europe.

HEBRON

Ville palestinienne située au sud de Jérusalem, Hébron est une des plus anciennes cités du Proche-Orient, Elle compte aujourd'hui environ 220.000 habitants... dont environ un millier de colons fanatiques. En 1997 la ville a été divisée en deux secteurs : la partie occidentale est, en théorie, gérée par l'autorité palestinienne et le secteur oriental par Israël. Ce dernier secteur, comprenant la vieille ville, est alors peuplé d'environ 30.000 Palestiniens et de 600 colons... protégés par un contingent de 2 000 militaires. Depuis plus de vingt ans, la vieille ville d'Hébron connaît de multiples épisodes de violence dans le contexte de la poursuite effrénée de la colonisation israélienne. Le contrôle de l'armée sur la population palestinienne n'a cessé de s'intensifier et, l'étau n'a cessé de se resserrer autour des habitants palestiniens. La répression est incarnée par la rue Shuhada, qui était la principale artère commerçante.. aujourd'hui déserte, avec les magasins murés sur ordre du gouvernement militaire. Après le sept octobre 2023 (voir ce terme) les colons joints aux militaires ont intensifié leurs attaques contre la population civile : destructions de bâtiments, vols de terres, expulsion des maisons, création de nouvelles colonies... etc. Dans la vieille ville elle-même, le harcèlement est permanent : jets de pierres, blocage de rues... une humiliation prisee par les colons est le déversement d'ordures sur les terrasses des maisons palestiniennes. Le 31 juillet 2025, les bulldozers israéliens ont rasé l'UWAC, la banque de semences de l'union des agriculteurs, détruisant matériel et plants ainsi que tout ce qui est nécessaire à la préservation des semences natives... portant ainsi un coup sévère à la souveraineté alimentaire palestinienne (voir "Urbicide & Culturicide"). Mais Netanyahu veut aller plus loin : début août 2025 il a proposé de détacher la ville d'Hébron de l'Autorité palestinienne qui serait remplacée par des clans locaux collaborant avec le gouvernement sioniste. Le 2 septembre 2025, l'armée israélienne a arrêté le maire de la ville et ravagé sa maison... au motif qu'il n'est pas sioniste ?

HERZL

Théodor Herzl (1860-1904) était un journaliste hongrois, athée, auteur de "L'État des Juifs" et fondateur, en 1897 de l'"Organisation sioniste mondiale" (voir "Sionisme") à l'origine de la création de l'État d'Israël. Avant cette date, il existait déjà un mouvement sioniste qu'on peut qualifier de "philosophique" proposant une intégration pacifique de communautés juives occidentales en Palestine, mais le projet colonialiste lancé par Herzl balayera celui de ces précurseurs.

A la différence de ces courants sionistes antérieurs qui se voulaient spirituels ou culturels, Herzl prône un sionisme politique visant à la création d'un État juif.

Il n'hésite pas, non plus, à afficher son racisme en proclamant *"Les juifs, matériellement et intellectuellement supérieurs, avaient perdu tout à fait le sentiment de leur solidarité de race (...) Les juifs forts reviennent fièrement à leur race lorsqu'éclatent les persécutions"*.

Autre citation suprématiste : *"La question juive n'est pour moi ni une question sociale, ni une question religieuse, bien qu'elle prenne parfois ces formes parmi d'autres. C'est une question nationale (...) Nous sommes un peuple - un seul peuple"*.

Un aspect paradoxal de son projet est qu'à l'origine le territoire palestinien n'en faisait pas partie ! En effet, en 1903, Herzl envisage, en collaboration avec le gouvernement britannique, l'implantation d'une colonie juive de peuplement... au Kenya.

Ce "Projet Ouganda", proposé par la Grande Bretagne, consistait en un territoire de 13.000 kms²... la surface du Nord-Pas-de-Calais. Ce n'est que plus tard, le "Projet Ouganda" ne se réalisant pas, que l'implantation en Palestine devint l'objectif exclusif.

Un autre aspect paradoxal de son projet est qu'il donne sa préférence à l'implantation d'une population fortunée, plutôt qu'à l'émigration de prolétaires.

Plus tard, Ben Gourion, et d'autres responsables israéliens, exprimeront cette même préférence pour la construction d'un État élitiste plutôt que pour le sauvetage des populations juives.

Herzl n'avait que peu de considération pour les cultures orientales, y compris celle des Juifs d'Orient et proclamait *"C'est la volonté de Dieu que nous revenions sur la terre de nos pères, nous devons ce faisant représenter la civilisation occidentale, et apporter l'hygiène, l'ordre et les coutumes pures de l'Occident dans ce bout d'Orient pestiféré et corrompu"*.

Il ajoutait *"Pour l'Europe, nous constituerons là-bas un morceau du rempart contre l'Asie, nous serons la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie"*.

Dans son journal (12 juin 1895), il suggère déjà un nettoyage ethnique (voir ce terme), qu'il qualifie de "pacifique" : *"Repoussez discrètement hors frontière la population sans le sou en lui refusant le travail... Tant le processus d'expropriation que le transfert des pauvres doivent être menés discrètement et avec circonspection"*.

Après sa mort en 1904, le congrès sioniste décida d'abandonner le projet d'implantation en Afrique pour se concentrer exclusivement sur celui de la "Terre d'Israël".

HEZBOLLAH

Ce mouvement islamiste chiite, également appelé "Parti de Dieu", a été créé en juin 1982 en réaction à l'opération "Paix en Galilée", de l'État hébreu et son invasion du Liban pour tenter d'éradiquer les militants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui y avaient trouvé refuge depuis les années 1960.

Le Hezbollah est classé "terroriste" par les états arabes de religion musulmane sunnite et les alliés du régime sioniste (USA et pays de l'Union européenne).

Soutenu financièrement par les régimes iranien et syrien, il a comme principe central la lutte contre Israël.

Ce parti est actif dans le domaine social par le biais d'hôpitaux, d'écoles et d'orphelinats.

Il mène aussi divers programmes environnementaux, fournissant des services gratuits ou à bon marché à certaines des régions les plus défavorisées du pays. Mais il est surtout connu comme groupe paramilitaire... comprenant, outre des Musulmans, des Chrétiens et des Druzes (voir "Druzes").

Le Hezbollah se prononce contre toute forme de partition du pays, et défend le multi-communautarisme. Il appelle l'État libanais à renforcer le rôle de la femme dans la société, l'indépendance de la justice, la lutte contre la corruption, la décentralisation, et la préservation de toutes les libertés publiques. Il est aussi à noter qu'il refuse toute forme d'implantation ou de naturalisation des réfugiés palestiniens, tout en prônant une extension de leurs droits.

La branche armée du Hezbollah est estimée à environ 20.000 hommes auxquels il faut ajouter plusieurs dizaines de milliers de réservistes.

Quant à sa puissance de feu, certains analystes l'estiment à 200.000 missiles de toutes portées, auxquels il faut ajouter des batteries antiaériennes et une gamme de drones.

Hassan Nasrallah, assassiné en septembre 2024, avait pris la tête du Hezbollah en 1992.

S'il avait toujours considéré Israël comme une menace pour le Liban, il était cependant, dans sa sphère politique, considéré comme une force pondérée et modératrice

Il s'était depuis longtemps imposé, pour des millions de personnes bien au-delà du Liban, comme *"le symbole de la libération nationale, de l'anticolonialisme, de la justice"*.

Parmi ses dernières déclarations *"Notre lutte contre les Israéliens n'a rien à voir avec leur appartenance à la communauté juive, mais avec leur statut d'occupants qui bafouent notre terre et nos lieux saints !"*.

Le mouvement semble actuellement très affaibli par les bombardements et incursions israéliennes... mais s'est apparemment réorganisé, refusant de se muer en un simple parti politique et d'abandonner les armes. Il prône toujours la lutte contre Israël.

HISTADROUT

Nom hébreu de la "Fédération générale des travailleurs de la Terre d'Israël", l'Histadrout est la principale confédération syndicale de travailleurs israéliens, créée en 1920 sous le mandat britannique. Elle est affiliée à la Confédération syndicale internationale.

La Histadrout est considérée comme un des éléments fondateurs de l'État d'Israël... et comme le disait sa Secrétaire générale Golda Meir (voir ce nom) en 1928 *"Ce grand syndicat n'est pas seulement un syndicat, mais aussi un important instrument de colonisation"*.

Cette organisation affirme assurer la défense des travailleurs et l'organisation du travail en Israël... mais, fidèle à l'idéologie sioniste, est exclusivement au service de la population juive du pays.

Si elle a joué un rôle clé dans le développement des colonies, elle travaille aujourd'hui main dans la main avec le régime de Netanyahu pour l'établissement définitif d'un "État-Nation du peuple juif".

Actuellement, plusieurs syndicats occidentaux demandent, sans succès, l'exclusion de la Histadrout de la Confédération internationale des syndicats.

Début novembre 2025, Arnon Bar David président de la Histadrout et huit autres responsables ont été arrêtés... accusés de corruption.

HUMANITAIRES

Rachel Corrie était une jeune pacifiste étatsunienne délibérément écrasée par un bulldozer militaire en 2003.

Depuis, elle est un symbole de la mobilisation internationale humanitaire de soutien au peuple palestinien.

Actuellement, même si un dispositif rigoureux a été mis en place par l'UNWRA (voir ce terme), l'agence de l'ONU qui aide les descendants des réfugiés de la Nakba (voir ce terme) pour assurer la sécurité des travailleurs humanitaires à Gaza, les frappes aériennes israéliennes ont été la principale cause des très nombreuses morts dans ce secteur au cours de l'année 2024.

Selon la base de données de l'ONU, sur les 378 travailleurs humanitaires tués dans le monde depuis le 7 octobre, plus de 75 % l'ont été à Gaza ou en Cisjordanie.

Rien qu'entre le 7 octobre et fin décembre 2023, soit environ deux mois, l'Organisation mondiale de la santé signale 212 bombardements contre le secteur de la santé à Gaza... causant la mort de 121 d'entre eux dans les territoires palestiniens de Cisjordanie et Gaza.

Rien ne semble arrêter la course à l'extermination de celles et ceux qui viennent au secours de ceux que le ministre israélien de la défense qualifie de "bêtes humaines" !

Quelques exemples de la répression israélienne contre les travailleurs humanitaires :

- Le 20 octobre 2024, quatre ingénieurs de l'ONG Oxfam sont assassinés à Khan Younés.

Ces travailleurs humanitaires étaient en route, leur véhicule était clairement identifié, pour aider à réparer une infrastructure d'eau et s'étaient coordonnés avec les autorités israéliennes.

Réponse de l'armée "la plus morale du monde" : *"Nous allons ouvrir une enquête sur cet "incident"*. En juin 2025... pas d'information communiquée sur l'enquête !

- Le 30 novembre 2024, trois membres du personnel de World Central Kitchen (WCK) sont tués par une frappe aérienne israélienne sur leur véhicule près d'un site de distribution d'aide à Khan Younis, ce qui a contraint l'organisation à interrompre ses opérations.

- Depuis le 7 octobre 2023, Israël met hors de service, de façon systématique, les hôpitaux de la bande de Gaza, en les bombardant, en les soumettant à un siège étouffant et en tuant, blessant et arrêtant les patients, les blessés et le personnel médical.

- Le 12 décembre 2024 12 agents chargés de sécuriser des camions d'aide ont été tués dans des frappes israéliennes. Sept agents ont été tués dans une frappe à Rafah et cinq autres dans une frappe à Khan Younès. ... Ces camions transportaient de la farine !

HUSSEINI (Mufti de Jérusalem)

Également connu sous le nom d'Hadj Amin al-Husseini et souvent désigné par son titre de grand mufti de Jérusalem est né en 1895 à Jérusalem et décédé à Beyrouth en 1974.

Comme "Grand Mufti" de Jérusalem, il a occupé, de 1921 à 1937, une place importante dans l'affirmation du nationalisme palestinien et de l'opposition aux volontés de colonisation.

Il a notamment été influent dans la grande révolte de 1936 contre les Britanniques... qui l'exilèrent.

Après divers séjours dans des pays musulmans (Iran, Liban, Irak...) il finit par trouver refuge, en 1941... en Allemagne nazie avec qui il collaborera durant toute la seconde guerre mondiale.

Son discours antisémite était alors largement discrédité dans le monde arabe et son influence sur la population de son pays était plus que limitée. Preuve en est l'échec de sa campagne de recrutement pour enrôler la population arabe dans la Wehrmacht... Seuls quelques six mille Arabes rejoignirent différentes organisations militaires nazies tandis que 259.000 rejoignirent les alliés... dont 9.000 Palestiniens.

Après la guerre, le gouvernement français l'hébergera quelque temps puis il s'installa en Égypte où il bénéficia du soutien du roi de Jordanie et des "Frères Musulmans"...

L'établissement de l'OLP en 1964 marqua la fin de sa carrière politique et il est mort à Beyrouth en 1974. Aujourd'hui encore, sa relation avec Hitler et son rôle dans la Shoah (voir ce terme) font l'objet de multiples controverses.



*Sur cette terre, il y a ce qui mérite vie
Sur cette terre, se tient la maîtresse de la terre, mère des préludes et des épilogues.
On l'appelait Palestine.
On l'appelle désormais Palestine
(Mahmoud Darwich)*



INTIFADA

Ce terme signifie "Soulèvement, révolte" contre un régime oppresseur.

C'est un mouvement d'opposition populaire contre l'armée colonialiste israélienne dans les territoires qu'elle occupe illégalement.

La première Intifada surnommée 'Révolte des pierres', débuta en décembre 1987.

C'était un mouvement massif et non armé protestant contre l'occupation et la confiscation des terres. Israël répliqua par des mesures répressives, tuant près de 2.000 Palestiniens, en emprisonnant des dizaines de milliers d'autres et démolissant plus de 500 habitations.

De son côté la résistance palestinienne tua environ 900 Israéliens.

Cette première Intifada dura jusqu'en 1993 et se termina avec les accords d'Oslo (voir ce terme).

La seconde Intifada débuta en septembre 2000 par une provocation, la "visite" de Ariel Sharon (voir ce nom), chef de la droite radicale israélienne, sur l'esplanade des mosquées, troisième lieu saint de l'Islam.

Après une série d'émeutes et d'attentats, dont celui de l'hôtel Park à Netanya qui avait fait 29 victimes, le régime israélien déclencha 'Rempart en Galilée' en avril 2002.

Cette opération militaire qui dura plus de deux ans avait pour objectif affiché la réoccupation partielle des territoires sous contrôle de l'autorité palestinienne, la capitulation des opposants et la renonciation à toute forme de résistance.

Elle est aussi marquée par la construction de la "Barrière de séparation" (voir ce terme)

Sur le terrain, l'armée israélienne procéda de manière systématique à la destruction des infrastructures, dont celles financées par l'Union européenne, bombardait journellement des camps de réfugiés, lança des attaques contre des hôpitaux et des ambulances, etc.

Début 2004, le bilan des victimes de cette intifada se monte à 2.856 (2.169 Palestiniens et 687 Israéliens). Ainsi, en près de cinq ans d'affrontements l'armée sioniste aura emprisonné des milliers de Palestiniens, assassiné des dizaines de militants par attentats ciblés, confisqué des centaines d'hectares de terre, arraché des milliers d'arbres fruitiers, détruit des centaines de maisons...

Certains considèrent que cette seconde intifada s'est terminée avec le départ des 7.800 colons de Gaza en 2005... D'autres pensent qu'elle est toujours en cours.

A cette date, le peuple palestinien n'est toujours pas disposé à accepter moins que la création d'un État en Cisjordanie et à Gaza avec Jérusalem-Est comme capitale.

ISRAËL

C'est le 14 mai 1948 que David Ben Gourion (voir ce nom) a proclamé la création de cet État après le plan de partage décidé par l'ONU.

Comme premier ministre il s'opposera à la rédaction d'une constitution pour Israël, affirmant "*Pas avant le retour des Juifs du monde entier dans leur patrie*".

Autre particularité, Israël n'a jamais accepté de définir les frontières de son État.

L'ONU et la plupart des régimes occidentaux reconnaissent Israël dans le territoire fixé par les accords d'armistice de 1949, zone délimitée par ce qu'on appelle communément la "Ligne verte".

La population actuelle du pays est estimée à un peu moins de dix millions d'habitants dont environ deux millions d' "Arabes-Israéliens", descendants des Palestiniens qui ont survécu à la Nakba (voir ce nom).

Les origines du reste de la population d'Israël sont diverses (voir "Diaspora").

La grande majorité provient d'Europe centrale et orientale, dont plus d'un million, de Russie.

Parmi les autres sources, on distingue principalement les 200.000 émigrés originaires du Maroc.

On compte aussi un peu plus de cent mille États-Uniens qui ont fait leur "Alyah" (voir ce terme).

Le 19 juillet 2018, le parlement du pays a adopté la "Loi Fondamentale de l'État d'Israël" qui en fait "L'État-Nation" du peuple juif (voir ce terme)... Exclusivement !

L'hébreu devient la seule langue nationale et l'arabe, pourtant pratiqué par plus de 20 % de la population, est relégué dans un "statut spécial" faisant des "Arabes-Israéliens" des citoyens de seconde zone.

Cet État qui se proclame “la seule démocratie du Moyen-Orient” a promulgué plus de soixante lois structurant l’infériorité de la “nationalité arabe” en Israël (voir “apartheid”) et ce dans tous les domaines de la vie : droit de citoyenneté, participation politique, droits fonciers et au logement, accès à l’éducation, droits culturels et linguistiques... sans oublier l’interdiction des mariages mixtes.

Depuis sa création, Israël a mené plusieurs guerres qui lui ont permis d’agrandir son territoire.

C’est le cas d’une grande partie des terres attribuées à la population palestinienne par le plan de partage de l’ONU de 1947, du plateau syrien du Golan, de Jérusalem et d’une partie de la Cisjordanie.

Jusqu’à ce jour, le régime sioniste a refusé d’appliquer 229 résolutions du conseil de Sécurité et de l’Assemblée générale de l’ONU... Sans compter celles des CIJ et CPI (voir ces termes).





JIHAD ISLAMIQUE PALESTINIEN

Ce mouvement se définit comme une “organisation nationaliste islamique et mouvement de libération” et considère le Djihad (ce terme a plusieurs significations : Guerre sainte, Résistance, Lutte...) comme “un combat contre l'injustice”

Issu des “Frères musulmans” égyptien, le JIP (Jihad islamique palestinien) s’est développé dans la bande de Gaza vers 1980... six ans avant la création du Hamas (voir ce terme).

Les Brigades Al-Qods forment sa branche armée.

Il est plus petit que le Hamas, ne dispose pas du large réseau social construit par ce dernier et est davantage porté sur la lutte armée contre l'occupation israélienne.

Son fondateur, Fathi Shaqaqi dirige l'organisation pendant deux décennies jusqu'à son assassinat, en octobre 1995 à Malte, par le Mossad (voir ce terme). Après la mort de Shaqaqi, le JIP est dirigé jusqu'en 2018 par Abdallah Shallah (décédé à Beyrouth).

Depuis, le secrétaire général du mouvement est Ziyad al-Nakhalah.

Ses premières opérations militaires datent de 1984 et sont initialement des attaques à l’arme blanche, faute de moyens, puis pendant la première intifada (voir ce terme) par des jets de pierres et de cocktails molotov.

De 1987 à 2010, surtout après son opposition aux accords d’Oslo de 1993 (voir “Oslo”), le JIP revendiquera de nombreux attentats, parfois suicides, sur le territoire israélien, comme l’attaque des bus, l’explosion de voitures piégées, le déclenchement de bombes dans des lieux publics... etc.

Les victimes civiles et militaires se compteront par centaines.

Ensuite, jusqu’à aujourd’hui, l’organisation est surtout responsable de multiples envois de roquettes depuis l’enclave de Gaza... jusqu’au 7 octobre 2023 (voir ce terme).

L’Iran le soutiendrait financièrement mais le mouvement se déclare politiquement indépendant de Téhéran.

Le groupe opère surtout à Gaza et en Cisjordanie mais a également mené des attaques en Jordanie et au Liban.

Si le JIP fait face à la répression de l’armée israélienne, il s’oppose aussi à celle de l’Autorité palestinienne qui, avec la signature des accords d’Oslo, s’est engagée dans une coopération sécuritaire avec Israël.

Le 7 octobre 2023, le Jihad islamique a participé, aux côtés du Hamas et des autres groupes armés de Gaza, à l’incursion sanglante sur le territoire israélien (voir “Sept octobre 2023”).

Le lendemain de l’attaque, Al-Nakhalah a annoncé que son mouvement détenait plus de trente prisonniers *“Ils ne rentreront pas chez eux tant que tous nos prisonniers ne seront pas libérés des prisons ennemies, sans exception”* (voir “Otages et Prisonniers”).

JOURNALISTES à GAZA

Depuis le début de son offensive sur l’enclave de Gaza, Israël a interdit toute présence de la presse et éliminé systématiquement ceux, étrangers et Palestiniens, qui s’y trouvaient après le 7 octobre 2023.

La presse semble devenue la cible préférée des snipers israéliens qui ont abattu, en moyenne, deux journalistes par semaine durant l’année 2024.

Le bilan de journalistes tués, directement visés par les tireurs d’élite ou dans les bombardements, est actuellement de 238 (mi-août 2025)... Tous sont qualifiés, comme d’habitude, de “terroristes”.

En septembre 2024, les locaux de Al Jazeera (voir ce nom), la chaîne de télévision la plus regardée dans le monde arabe, ont été fermés par l’armée israélienne... sans grande réaction des médias occidentaux (voir ce terme) pour qui la liberté d’expression semble à géométrie variable.

En Cisjordanie occupée, les forces israéliennes répriment en permanence celles et ceux qui tentent d’informer le monde sur les conséquences des raids dans les villages palestiniens.

“Il est très inquiétant de voir les soldats israéliens en Cisjordanie reproduire le même mépris pour la sécurité des journalistes qu’à Gaza, en violation flagrante du droit international” a dénoncé l’ONU.

Le 24 décembre 2024, le Fatah de Mahmoud Abbas (voir ces deux termes) a annoncé que “Al Jazeera” ne pourrait plus opérer dans les zones sous contrôle de l’Autorité palestinienne.

... Et le 28 décembre, Shatha al- Sabbagh, journaliste palestinienne, a été assassinée à Jénine par un policier de l'Autorité palestinienne.

Vous avez un autre qualificatif que collabo ?

L'association "Reporters sans frontières" a déposé plusieurs plaintes pour crimes de guerre à la Cour pénale internationale (Voir "CPI"), déclarant que *"Toute couverture médiatique jugée critique du gouvernement, voire celle témoignant de la compassion à l'égard des victimes palestiniennes, est devenue un terrain risqué"*.

Et un de ses correspondants témoigne *"A Gaza, si vous avez l'inscription PRESS sur le dos, vous êtes une cible"*.

Devant une telle situation, la presse occidentale (voir "Médias occidentaux") se retrouve dans un cul de sac.

Sauf à de rares, trop rares, exceptions, elle se contente de diffuser les messages de la Hasbara (voir ce terme) et de diffuser des reportages de "press tours" organisés par l'armée israélienne.

Ce qui n'est heureusement pas de Haaretz qui est l'honneur de la presse israélienne, voire internationale, en refusant les diktats et attaques du régime de Netanyahu *"Haaretz ne reculera pas et ne se transformera pas en un pamphlet gouvernemental qui publie des messages approuvés par le gouvernement et son chef"*...

Le 25 août 2025, deux frappes israéliennes sur un hôpital du sud de la bande de Gaza ont encore tué lundi cinq journalistes collaborant avec Al Jazeera, les agences de presse canado-britannique Reuters et Associated Press... ce qui, à cette date, portait à 244 le nombre de journalistes assassinés par l'armée de Netanyahu.

Ce raid a aussi coûté la vie à quinze autres personnes, infirmiers et patients

Un communiqué de Netanyahu déplore cet "accident". Puis, quelques heures plus tard, le général Asor, chef d'état-major déclare que six des personnes tuées étaient des terroristes du Hamas... armés d'une caméra pour suivre les mouvements des soldats israéliens !

Comme disait le collègue Goebbels *"Plus c'est gros, mieux ça marche !"*

Selon IFJ (International Federation of Journalists), au moins 278 journalistes, cameramen et membres des médias, en majorité des Palestiniens, ont été tués à Gaza par l'armée sioniste (chiffre au 3 septembre 2025).

Cette horreur n'empêchera pas le "philosophe Enthoven" de déclarer (réseau X, 15 août 2025) *"Il n'y a aucun journaliste à Gaza. Uniquement des tueurs, des combattants ou des preneurs d'otages avec une carte de presse"*... et de considérer que *"l'utilisation du terme "génocide" est le plus spectaculaire mensonge du 21ème siècle !"*.

JUIF(VE)

La propagande sioniste est incrustée dans une grande partie des adeptes religieux ou culturels de la communauté juive et un des dogmes est la croyance qu'elle fait partie d'une ethnie qui, depuis de nombreux siècles, vivait sur un territoire s'étendant du Jourdain à l'océan.

"L'invasion des légions romaines l'a chassée de sa patrie au premier siècle de notre ère mais les membres de la communauté, et leurs descendants, sont toujours restés soudés, ne se sont pas mêlés aux populations des pays où ils se sont installés"... Et soutient que la création de l'État d'Israël est simplement un retour dans la terre ancestrale.

Les historiens contemporains ont largement démontré que ce dogme est une fable (voir "Diaspora") et que les Juifs dispersés dans le monde descendent de convertis d'origines diverses – "Comment fut inventé le peuple juif" de Shlomo Sand, professeur à l'université de Tel-Aviv, est édifiant – ... qu'il n'ont donc aucun lien ethnique avec les Hébreux antiques.

Les "missionnaires" de la Torah ont, non seulement, "judaïsés" des populations du pourtour méditerranéen, mais également celles de plusieurs pays africain...dont l'Éthiopie.

C'est ainsi qu'une petite communauté de "Falasha" appelée aussi "Beta Israël" y pratique encore aujourd'hui des rites bibliques anciens, assez éloignés de ceux du Judaïsme orthodoxe contemporain.

En 1977, en conformité avec l'objectif sioniste, le gouvernement de Begin (voir ce nom) en a fait la treizième tribu du "peuple élu" et a organisé des ponts aériens pour "émigrer" une importante partie de cette population.

Les Éthiopiens d'Israël représentent aujourd'hui 1,7 % de la population israélienne.

Ils sont régulièrement victimes de violences policières et les enfants sont parfois refusés par les écoles à cause de leur couleur de peau. Toutefois, Pnina Tamano-Shata a été la première "Beta Israël" à être élue députée. Elle est depuis le 1er mai 2020 ministre de l'immigration et de l'intégration.

Il existe aussi des communautés pratiquant la religion juive au Malawi, en Inde (les Bnei Menashe), en Afrique du sud... et même en Chine.

Mais concernant la population de "type caucasien" en Israël et dans le monde, seuls les Haredim (voir ce terme) peuvent être considérés comme les descendants des autochtones palestiniens restés fidèles à la Torah après l'invasion arabe de Mahomet au VII^e siècle.

Seuls ces Juifs orthodoxes israéliens peuvent revendiquer un lien ethnique avec leurs ancêtres hébreux.

Il est à noter que, durant treize siècles, jusqu'à l'arrivée des sionistes venus d'Europe, ces Haredim ont vécu en paix avec leurs "compatriotes" qui s'étaient convertis à l'Islam ou à la religion chrétienne... et qu'ils se sont opposés aux colonisateurs venus d'Occident au début du XX^e siècle.

Il résulte de ces constats que la quasi-totalité des Juifs, adeptes de la religion judaïque et/ou de la culture hébraïque, sont issus de différentes ethnies... et ne peuvent revendiquer la moindre racine dans le territoire "du fleuve à la mer".

Les fidèles de cette communauté seraient environ vingt millions, répartis dans les cinq continents.

L'appellation Juifs ashkénazes désigne ceux d'Europe centrale et orientale qui pratiquent la langue yiddish tandis que, les Séfarades, originaires d'Afrique du nord parlent le judéo-espagnol.

Une troisième catégorie, les Misrahim, recouvre une mosaïque ethnique composée principalement de Turcs et d'habitants de l'Asie centrale.

Dans les premiers siècles de l'ère chrétienne, vraisemblablement pour renforcer l'unité de la communauté, la "Halakha", la loi religieuse juive, a défini l'identité juive par la transmission matrilineaire, c'est-à-dire qu'une personne est considérée comme juive si sa mère est juive ou si elle est convertie au judaïsme.

Malgré la vérité historique (voir "Diaspora"), malgré l'incontournable réalité d'un brassage des populations durant près de vingt siècles, le mouvement sioniste (voir "Sionisme") prétend toujours, par une tortueuse manipulation sémantique, instituer le concept raciste et mensonger de "peuple élu".

Cette absence d'ethnicité (voir "ADN") ne s'oppose évidemment en rien au "sentiment d'appartenance" à la communauté juive, ni d'ailleurs à toute autre communauté, qu'elle soit catholique, bouddhiste... etc.

Comment faut-il le dire, le crier ou le chanter... Aucun être humain ni aucun pouvoir n'a le droit de mépriser, expulser, opprimer ou assassiner celles et ceux que Villon appelait "nos frères humains", les fidèles d'une autre croyance ou issus d'une autre ethnie. (voir "antisémitisme") ?





KEREN HAYESSOD

Fondée à Londres en 1920 en partenariat avec les autorités britanniques, Keren Hayesod (ou Appel Unifié pour Israël), est l'organisation de collecte de fonds sioniste la plus importante dans le monde.

Son siège mondial est situé à Jérusalem et l'organisation se prétend absolument apolitique et sans but lucratif, mais entretient des liens de coopération étroite avec le Gouvernement israélien.

Elle est active dans 60 pays et finance les travaux de l'Agence juive (voir ce terme).

Les dons récoltés par Keren Hayessod ont, notamment, permis de créer

- plus de 900 localités
- la compagnie d'aviation EL AL
- l'Université hébraïque de Jérusalem
- l'Orchestre national d'Israël
- des centaines de localités agricoles et d'écoles
- des milliers de logements
- la compagnie nationale d'électricité,...

L'organisation a aussi rendu possible l'intégration de plus de trois millions de nouveaux immigrants.

Depuis le Sept octobre 2023 (voir ce terme), Keren Hayessod apporte un soutien immédiat et à long terme aux individus et aux familles des otages/prisonniers et à leurs proches.

KIBBOUTZ

A l'origine – les premières implantations datent des années 1920 – un kibboutz était un village collectiviste à vocation agricole dont l'objectif était l'implantation en Palestine de populations sionistes.

Ces implantations célébraient une conception spartiate de la vie, le travail manuel, l'organisation et la gestion communautaire des habitants... excluant cependant les indigènes arabes.

A partir de 1948 et de la Nakba (voir ce terme), la politique de colonisation fit prendre une nouvelle tournure aux kibboutzim.

D'immenses terrains agricoles, appartenant à des Palestiniens, furent confisqués et offerts aux colons qui n'eurent aucun scrupule à occuper les terres des paysans chassés du pays... parfois même à s'installer sur des terres appartenant à des Palestiniens restés en Israël, mais expulsés par l'armée.

Ainsi, la conception "idéaliste" des kibboutzim fit place à des objectifs plus mercantiles.

L'agriculture céda aussi le pas à l'industrie par la création de manufactures (textile, bois, tourisme...).

Aujourd'hui, la plupart des kibboutzim sont devenus des pôles agro-industriels, au point qu'en 1990, ils représentaient déjà 7 % de la production industrielle de l'État.

La dernière grande vague de création de kibboutzim eut lieu en 1952.

Installés, en particulier, le long de la frontière de la bande de Gaza, ils étaient considérés comme une ligne de défense contre les Palestiniens... Il y a 70 ans !

Aujourd'hui, la plupart sont devenus les lieux de résidences privées d'une bourgeoisie cossue.

En 2024, 32 kibboutzim sur les 270 implantations reconnues sont encore considérés comme collectivistes et communautaires, observant les règles égalitaristes d'origine.

La population totale des quelques 240 "anciens kibboutzim", dont ceux implantés entre l'enclave de Gaza et la Cisjordanie, est estimée à environ 100.000 résidents civils... et militaires.

En effet, certains de ces kibboutzim situés très près de la barrière ceinturant Gaza, tels ceux de Nahal Oz ou de Réïm (voir ces termes) sont également des bases de l'armée israélienne.

A l'heure actuelle, le régime israélien ne développe plus le modèle kibboutz.

Il a fait place à celui des colonies, toutes jugées illégales par l'ONU, implantées sur les terres confisquées aux Palestiniens... Cisjordanie, plateau du Golan et Jérusalem-est.

Elles sont au nombre approximatif de 200 et regroupent plus de 800.000 sionistes fanatiques. Certaines sont devenues des villes, telles Ma'aleh Adumim (40.000 colons) ou Ariel (20.000 colons).

KITZI'OT et RAKEFET

Kitzi'Ot est en termes de superficie (plus de 40 hectares) le plus grand centre de détention d'Israël. Il est situé dans le désert du Néguev, à 72 kilomètres au sud-ouest de Beer Sheva.

Des militants de la "Flotille de la Liberté" d'octobre 2025 y ont passé quelques jours.

Le témoignage d'un participant est édifiant *"Menottés pour de longues durées, tirés par les menottes dans les déplacements, les coups pleuvaient pour ceux qui avaient le malheur d'avoir un nom ou une tête d'arabe (...)* En réponse à une demande d'insuline pour un participant diabétique en crise, les gardiens nous ont hurlé *"We have no doctor for animals"*.

Quand on sait que ces prisonniers étaient des Européens en attente d'expulsion, donc "bien traités"... On imagine ce que subissent les prisonniers/otages (voir ce terme) palestiniens.

... Et puis il y a Rakefet !

C'est une prison souterraine ouverte au début des années 1980 pour incarcérer une poignée des figures les plus dangereuses du crime organisé israélien, mais fermée quelques années plus tard pour cause de conditions inhumaines... Mais réouverte par Ben Gvir (voir ce nom) en 2023 pour les "animaux à visage humain" de Gaza.

Le PCATI (Comité israélien contre la torture) témoigne que plusieurs centaines de civils palestiniens y sont enfermés sans jamais voir la lumière du jour, victimes de passages à tabac réguliers et de violences correspondant aux formes de torture déjà bien documentées dans d'autres centres de détention israéliens.

Meggido, Ashkelon, Anatot, Damon, Sde Teiman (voir ce nom) Ofer, Naftali, Neve Tirza (réservé aux femmes) sont d'autres lieux de détention accusés de pratiquer la torture par les ONG humanitaires.

KKL

Le Fonds national juif, en hébreu *Keren Kayemeth Lelsrael* (KKL), est un organisme sioniste fondé en 1901 pour, à l'origine, s'occuper de l'achat de terres en Palestine.

Au moment de la proclamation de l'État d'Israël, il aura acquis environ 100.000 hectares ... soit un peu plus de 3 % de la surface du pays..

Après la création de l'État d'Israël en 1948, ses activités se sont principalement tournées vers le développement de la colonisation.

Le KKL possède et gère aujourd'hui plusieurs centaines de milliers d'hectares de terres confisquées aux Palestiniens et est connu pour avoir planté de nombreuses forêts sur l'emplacement de villages autochtones... rasés par l'armée (voir "Nettoyage ethnique") .

L'organisation compte plus de cinquante "agences" dans le monde, chargées de récolter des fonds auprès des communautés juives pour le développement de ses activités.

Actuellement le KKL opère principalement en Cisjordanie pour la création de nouvelles colonies.

En cas de doute sur les objectifs réels de l'organisation, voici ce que déclarait le directeur du KKL en 1940... huit ans avant la création d'Israël.

Il n'y a aucune voie sauf celle consistant à transférer les Arabes d'ici aux pays voisins et de les transférer tous, sauf peut-être [les Arabes de] Bethléem, Nazareth et de la vieille ville de Jérusalem.

Pas un village ni une tribu [bédouine] ne doivent être épargnés.

Et, seulement après ce transfert, le pays sera capable d'absorber des millions de nos frères et le problème juif cessera d'exister. Il n'y a pas d'autre solution.

Certains responsables occidentaux, notamment le Canada, semblent aujourd'hui réaliser que le pacifisme de la mission, la façade verte, les objectifs caritatifs... sont de cruelles moqueries.



LIKOUT

Parti politique créé en 1973 par Menahem Begin (voir ce nom) il est aujourd'hui dirigé par Netanyahu (voir ce nom) et se situe clairement dans la mouvance droite radicale, voire extrême-droite.

Longtemps minoritaire, ce parti s'est peu à peu imposé comme la principale force politique d'Israël.

Le Likoud revendique un État juif s'étendant sur les deux rives du fleuve Jourdain, y compris la Jordanie, et défend le libéralisme économique et politique et sa charte rejette fermement la création d'un État arabo-palestinien "à l'ouest du Jourdain".

Elle stipule que les communautés juives implantées en "Judée Samarie" (Cisjordanie) sont une concrétisation des valeurs sionistes, qu'elles sont l'expression du droit irréfutable du peuple juif à disposer de la terre d'Israël (voir "Juif(ve)").

La charte affirme aussi que Jérusalem est la capitale "éternelle et indivisible" de l'État d'Israël et rejette fermement toute proposition palestinienne envisageant la division de la ville.

Le Likoud concède cependant que les Palestiniens peuvent vivre librement dans un contexte d'autonomie mais pas en tant qu'État indépendant et souverain (voir "apartheid").

Netanyahu, son chef actuel s'est allié avec plusieurs partis d'extrême droite, dont "Force Juive" de Itamar Ben Gvir et le "Parti Sioniste Religieux" de Bezalel Smotrich (voir ces noms) pour constituer le gouvernement le plus extrémiste de l'histoire du pays... et mener la guerre génocidaire contre les Palestiniens.

LOBBYS

Outre ses propres outils de propagande (voir "Hasbara"), le régime sioniste dispose de puissants lobbys, ces groupes d'intérêt, de pression et d'influence.

Aux USA, le principal est l'AIPAC (American Israël Public Affairs Committee) qui emploie plus de trois cents personnes à temps plein et déclare compter 1,5 million membres, dont de nombreux financiers et hommes d'affaires.

Il existe aussi un avatar de l'organisation, "Elnet" basé en France (voir "Elnet")

Les buts déclarés de l'AIPAC sont :

- S'assurer du veto des États-Unis contre toute résolution de l'ONU condamnant les actions d'Israël
- Assurer une aide financière généreuse envers le régime israélien
- Assurer une aide militaire solide envers Israël

Son poids sur la politique des USA est indéniable... Dans les faits, ses activités témoignent qu'il est clairement un agent du gouvernement israélien et son emprise sur le Congrès est telle que la politique américaine envers Israël n'y est même pas débattue !

En 2017, la vice-présidente des USA Kamala Harris avait prêté allégeance à l'AIPAC

"Nos relations en matière de défense sont essentielles pour les deux pays, et c'est pourquoi j'appuie l'engagement des États-Unis à fournir à Israël une aide militaire de 38 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie et m'engage pleinement à maintenir l'avantage militaire qualitatif d'Israël".

Avant les élections de 2024, l'AIPAC prévoyait de dépenser plusieurs dizaines de millions de dollars dans des campagnes publicitaires contre des candidats au Congrès, principalement du parti démocrate, qu'elle jugeait insuffisamment favorables à Israël.

L'AIPAC cherche aussi à faire adopter une loi visant à criminaliser et à punir les organisations qui soutiennent la cause palestinienne ou à priver les universités de fonds fédéraux pour avoir autorisé des manifestations de soutien à cette population.

Cependant, pour contrecarrer l'influence de l'AIPAC, des lobbys juifs progressistes ont vu le jour dans les années 2000. Parmi eux, "J Street" ou "If Not Now", qui n'hésitent pas à parler d'apartheid ou de génocide quand ils évoquent la situation à Gaza, exigeant un cessez-le-feu et prônant une solution à deux États.

Mais le plus important lobby pro-israélien ne se trouve pas dans la communauté juive des USA... Il est chez les chrétiens évangéliques (voir ce terme) qui sont 92 millions aux États-Unis !

Actuellement, plus d'un Étatsunien sur cinq se définit comme "évangélique".

Une des principales obédiences est l'"Église évangélique luthérienne en Amérique", fondée en 1988 à Chicago. Elle rassemble environ trois millions de fidèles et compte 8 600 lieux de culte aux États-Unis.

Depuis avril 2025, Mike Huckabee, un pasteur baptiste évangélique blanc américain (voir "Évangéliques"), est ambassadeur des États-Unis en Israël.

Il affirme que *"Il n'existe pas de Palestiniens !"* et que *"L'identité palestinienne n'est qu'un outil politique pour tenter d'arracher des terres à Israël"*.

MARCHES DU RETOUR

Des "marches du retour" se sont déroulées durant plusieurs mois en 2018 et 2019 devant la "grille de sécurité" de 65 kms entourant l'enclave de Gaza (voir ce nom).

Commencée en 2001, cette barrière truffée de technologie, de postes d'observation sera achevée en 2014, transformant, objectivement, Gaza en ghetto.

Les "Marches du retour" étaient des manifestations réclamant la levée du blocus imposé illégalement et le droit au retour des réfugiés palestiniens dans leurs villages.

Durant des mois, les manifestants, certains "armés" de pneus en feu, de frondes et de cerfs-volants enflammés, ont ainsi affronté les snipers israéliens positionnés sur les miradors... qui abattaient ceux qui osaient s'approcher à moins de cent mètres.

Le résultat de ces séances de "tir-pipes" est que plus de 200 Palestiniens, dont une majorité d'enfants et d'adolescents, seront "neutralisés" et que près de 29.000 personnes seront blessées, dont plus de 7.000 par des tirs à balles réelles.

La nature des blessures montre que les Israéliens utilisaient des Remington M24, des fusils à lunette fournis par les USA, tirant des munitions de 7,62 mm... qui ont la particularité de s'évaser dans la plaie.

Selon l'ONU et les ONG humanitaires, ces tentatives de tuer et de mutiler s'apparentent à des homicides délibérés, ce qui constitue un crime de guerre.... Mais ce sont les Palestiniens qui, plus tard, seront accusés d'avoir, le sept octobre 1923, perpétré un "pogrom" (voir ce terme).

MEDIAS OCCIDENTAUX

C'est un pléonasme que d'affirmer que, jusqu'à ce jour (fin septembre 2025) la plupart des médias "mainstream" occidentaux privilégiaient le narratif israélien, ignoraient les voix palestiniennes.

Concernant les événements du 7 octobre 2023, ils se sont quasi exclusivement référés aux communiqués de l'armée israélienne (voir Hasbara) et mis à part quelques rares courageux qui tentaient de respecter leur éthique, la quasi-totalité de ces "communicants" – terme sans doute plus approprié que "journalistes" – avaient adopté une attitude servile et diffusé sans sourciller la propagande sioniste.

Mais discrètement... entre gens de bonne compagnie, l'apparence est primordiale, n'est-ce pas ?

En application de ce précepte et sachant que le langage façonne fortement les émotions ressenties face aux événements d'actualité, ces plumitifs veillent à ce que leur complicité soit le moins visible possible... Et la technique est bien rodée.

On évitera d'informer sur certains "sujets qui fâchent" comme les révélations des universités de l'Oregon et de New York sur les dizaines de milliers de tonnes de bombes larguées sur Gaza (voir "Urbicide") et la comparaison avec les dégâts causés par la bombe atomique d'Hiroshima... hors ceux provoqués par l'uranium évidemment. L'étude des chercheurs de l'Oregon démontre que, durant les premiers mois des bombardements sur Gaza, c'est l'équivalent d'une fois et demie Hiroshima (voir "Bilan des destructions") qui a été largué sur la population palestinienne !

Information impubliable, évidemment !

Impubliable aussi d'informer que, suivant ces chercheurs US... le mois de février 2024 présentait le pic avec l'équivalent du tonnage de bombes reçu par Dresde, Hambourg et Londres au cours de la IIe guerre mondiale ! Privilégiant le langage "châtié", on utilisera le terme "conflit" de préférence à "colonisation" ou "nettoyage ethnique" et on évitera surtout le mot "génocide".

Histoire de créer une sorte d'équivalence entre les morts des kibboutzim (voir "kibboutz") et les dizaines de milliers de victimes palestiniennes, on parlera des "tués dans les deux camps".

On évitera aussi le mot "otages" pour les milliers de civils dans les geôles sionistes, le réservant aux israéliens détenus à Gaza... Sans révéler que la majorité des malheureux toujours aux mains du Hamas (fin 2024) sont des soldats "capturés" sur les bases militaires, et donc des "prisonniers" (voir "Otages et Prisonniers").

On ne parlera pas de "massacres" de civils dans les camps de réfugiés mais de "faits de guerre" et on dira toujours *"selon le Hamas, organisation terroriste"* quand il s'agit d'une information défavorable à Israël... Jamais ce genre d'avertissement quand c'est l'armée israélienne qui communique.

... Et, bien entendu, les snipers israéliens ne seront jamais coupables d'assassinats, ils auront seulement "neutralisés" les résistants, pardon je voulais dire les "terroristes", palestiniens et on ne mentionnera que du bout des lèvres l'implication active des puissances occidentales.

Mais pour ces "communicants", la solidarité professionnelle a aussi ses limites.

Ainsi, on évitera de mettre en lumière et de commenter l'éradication systématique de la presse par l'armée israélienne... à ce jour, mi-octobre 2025, 270 journalistes abattus (voir "Journalistes à Gaza") .

Ces exécutions seront même parfois attribuées aux deux "belligérants" (mensonge proféré, sans vergogne, par un "éditorialiste" de "Le Soir" en octobre 2024).

L'anecdote qui suit est un bel exemple de la soumission des médias "mainstream" à la parole israélienne.

Début novembre 2024 des incidents ont éclaté à Amsterdam dans le cadre d'un match de football opposant l'équipe locale à un club israélien.

Dès le lendemain, les médias de Bruxelles, Londres ou Paris titraient en première page "Pogrom à Amsterdam!" (voir "Pogrom"), reprenant servilement la propagande du gouvernement sioniste (voir "Hasbara").

Il n'a fallu que deux jours pour apprendre que c'est un groupe de 2.600 fanatiques racistes du "Maccabi Tel-Aviv" bien connus pour leur violence, groupe accompagné de membres du Mossad (voir ce terme), qui, dès la veille du match, avait envahi la ville clamant des slogans tels *"Il n'y a plus d'école à Gaza... parce qu'il n'y a plus d'écouliers"*, agressant un taximan marocain et arrachant les drapeaux palestiniens qui pendaient aux fenêtres des maisons.

Pendant et après le match, ce même commando avait poursuivi ses provocations...et comme on pouvait s'y attendre, les militants propalestiniens avaient réagi et attaqué les Israéliens.

Nos honorables médias les ont qualifié de *"hooligans antisémites"* (voir "Antisémitisme"), *agresseurs de pacifiques touristes supporters du club israélien"*.

Et il a fallu un mois pour que les médias "officiels" commencent "discrètement" à rétablir la vérité... et attendre fin décembre 2024 pour que la presse étatsunienne ("Washington Post") remette en question la version initiale des événements : *"Contrairement à ce qui a été rapporté initialement, les supporters israéliens ont attaqué, poursuivi et, dans de nombreux cas, frappé des musulmans à travers la ville (...) Les récits dominants dans les médias lors des événements et les jours suivants sont erronés et ne reflètent pas la manière dont la violence s'est développée."*

Cinq "perturbateurs" hollandais ont été condamnés pour coups et blessures... pas pour antisémitisme.

Quant aux hooligans israéliens arrêtés... ils sont rentrés au pays dans un avion spécialement affrété par "Mr Netanyahu himself".

Depuis la condamnation de la CPI (voir ce terme), certains comportements se sont heureusement modifiés.

Ainsi, fin novembre 2024, plus de 100 employés de la BBC, et 130 membres de l'industrie des médias, ont signé une lettre adressée au directeur général de la BBC, exigeant que la chaîne *"s'engage à faire preuve d'équité, d'exactitude et d'impartialité"* dans ses reportages sur Israël et le Hamas.

La lettre accuse la BBC de ne pas avoir fourni *"un journalisme systématiquement juste et précis, fondé sur des preuves, dans sa couverture de Gaza"*... Espérons !

Aujourd'hui, fin septembre 2025, dans la vague des manifestations populaires dénonçant les crimes commis par le régime sioniste et le projet de reconnaissance d'un "État de Palestine" par l'immense majorité des pays membres de l'ONU, on voit apparaître les "résistants de la 25eme heure", ces personnalités qui hier légitimaient la guerre génocidaire d'Israël et en sont aujourd'hui célébrés comme les opposants-phare.

Et on assiste, avec un plaisir non dissimulé, à une multiplication d'articles de presse et de reportages TV...

Mais faut pas se réjouir trop tôt !

Un film de propagande est actuellement diffusé par les télévisions “publiques” françaises et belges présentant la bataille de Nahal Oz (voir ce nom) comme un pogrom {voir ce terme} où des milliers de “bêtes humaines” ont massacré une quinzaine de pauvres jeunes filles, simples guetteuses désarmées... en réalité des militaires. chargées du déclenchement des tourelles de canon télécommandées fixées sur les miradors contrôlant Gaza.

De plus, plusieurs dizaines de “communicants” des médias mainstream – dont un envoyé de la RTBF (télévision belge francophone) – ont été invités, tous frais payés, dans le cadre de l’opération “Pont aérien de communication” (voir “Hasbara”) lancée par le régime sioniste.

Ils ont ainsi, sous l’oeil des militaires, pu visiter le kibboutz Bé’eri (voir ce nom) en compagnie de collègues d’autres médias internationaux et réaliser de complaisants petits reportages... diffusés sans vergogne sur les ondes.



MEIR

Née Golda Mabovitch à Kiev en Ukraine en 1898.

Elle a vécu toute sa jeunesse aux États-Unis, dont elle a acquis la citoyenneté, et est devenue militante de l’idéologie sioniste dès ses 18 ans.

Arrivée en Palestine en 1921 à l’âge de 23 ans, Golda Meir a participé à la création de l’État d’Israël dont elle a été première ministre de 1969 à 1974.

En 1928, elle devient la secrétaire générale du conseil ouvrier féminin de la Histadrout (voir ce terme) puis, en 1940, directrice du département politique de cette confédération syndicale.

Comme première ministre, Golda Meir n’a jamais jugé devoir rechercher le dialogue avec les Palestiniens... Sa déclaration de 1969 est sans appel “*Quand la paix viendra, nous pourrions sans doute un jour pardonner aux Arabes d’avoir tué nos fils. Mais il nous sera beaucoup plus difficile de leur pardonner de nous avoir contraints à tuer les leurs*”.

A cette même date, elle nie l’existence du peuple “*Comment pourrions-nous rendre les territoires occupés ? Il n’y a personne à qui les rendre.*”

Son nom a été donné à plusieurs lieux et bâtiments aux États-Unis, en Israël... et en France où deux rues et une allée portent son nom.

Elle restera certainement dans l’Histoire pour “*Il n’y a pas de peuple palestinien. Ce n’est pas comme si nous étions venus, les avions expulsés et pris leur pays... Ils n’existent pas !*”.

Golda Meir ne passera jamais en jugement pour crime contre l'humanité.

MOSSAD

C'est le service chargé du renseignement extérieur et des opérations spéciales en dehors des frontières d'Israël.

Il compte plus de 6.500 permanents et dispose d'un important budget.. près de trois milliards de dollars !

Contrairement au Shin Bet (voir ce terme) qui est chargé des renseignements intérieurs, les objectifs, la structure et les pouvoirs du Mossad sont exempts de l'application des lois fondamentales de l'État car placé sous l'autorité unique et directe du Premier ministre.

C'est le Mossad qui enleva le nazi Eichmann en Argentine et le ramena en Israël où il fut pendu.

L'organisme est aussi connu pour être peu regardant sur la moralité de ses recrues.

Un exemple notoire est celui de Otto Skorzeny, lieutenant-colonel des Waffen-SS, et créateur des unités spéciales entourant Hitler...devenu agent du Mossad en 1962.

Skorzeny est l'auteur de diverses exécutions "extrajudiciaires" dont l'assassinat d'un savant allemand sur ordre de Yitzak Shamir (voir ce nom) alors le chef de l'unité des opérations spéciales.

Cette collaboration entre sionistes et nazis n'est pas exceptionnelle.

L'accord "Haavara" de 1933 (voir ce terme) témoigne de la relation, pour le moins ambiguë, entre eux et l'Allemagne nazie. Cette collaboration permit l'émigration de plusieurs milliers de Juifs allemands fortunés.

Autre signe de cette attitude ambiguë... Dans les années 2000, une "amicale", regroupant d'anciens nazis de France et de Belgique existait à Tel-Aviv.

Depuis sa création en 1949, le Mossad est à l'initiative de multiples assassinats dans le monde... qui ont causé la mort de plus de 1.000 personnes, y compris de simples passants.

Parmi ses 'hauts faits d'armes' citons l'opération "Colère de Dieu" durant laquelle il assassina un à un les Palestiniens suspectés d'être les auteurs directs ou indirects de la prise d'otages des Jeux olympiques de Munich de 1972... ou représentants de l'OLP (voir ce terme) en France (Mahmoud Hamchari), Italie (Wael Zouaiter), Grèce (Zaid Mouchassi), Belgique (Naïm Khader)...etc.

De nombreux spécialistes pensent que ces assassinats ont bénéficié de la collaboration discrète de services de renseignement des gouvernements européens qui avaient, en 1969, mis en place un "Club de Berne" pour échanger des informations.... notamment avec Israël.

Mais la coopération européenne avec le Mossad ne s'est pas arrêtée là.

Le réseau a évolué avec le temps, reprenant les méthodes de guerre secrète et de contre-insurrection héritées, entre autres des conflits du Vietnam et d'Algérie coloniale.

La continuité de ces pratiques témoigne d'une logique ininterrompue : neutraliser la résistance palestinienne, où qu'elle se trouve, et ce au mépris du droit international... C'est ainsi que le Mossad est l'auteur du crime de guerre que fut l'opération "bipeurs" au Liban, en 2024 qui tua une dizaine de civils et fit 2.700 blessés.

Un de ses derniers "haut faits" est la préparation et l'organisation du bombardement qui frappa Doha, capitale du Qatar en septembre 2025.

Cette attaque violait la souveraineté d'un État et causa la mort de sept personnes... mais pas celle des responsables, négociateurs du Hamas et médiateurs Qatari, visés.

L'opération a quand même atteint son objectif : empêcher le cessez-le-feu à Gaza !

NAKBA

Ce mot signifie "catastrophe" et désigne le nettoyage ethnique opéré en application du plan Daleth (voir ce terme) par les milices terroristes sionistes durant l'année 1947... puis, après la proclamation de l'État d'Israël en 1948, par l'armée israélienne (voir "Haganah").

Plus de 530 villages palestiniens furent rasés et environ 800.000 civils, sur les 1,4 million de personnes qui résidaient dans 1.300 villes et villages, furent chassés de leurs terres.

Durant cette opération, Israël a également perpétré plus de 70 massacres, dont les tueries de Deir Yassin et de Lydda, tuant plus de 15.000 Palestiniens.

Fuyant les bombardements et les massacres, la population s'est alors réfugiée en Cisjordanie, alors jordanienne, dans la bande de Gaza, tenue à cette époque par l'Égypte, au Liban, en Syrie et en Jordanie.

En juin 1948, face à la situation catastrophique de ces réfugiés, les Nations Unies envoient le Comte suédois Bernadotte pour proposer un accord permettant de remédier à la catastrophe humanitaire.

Ce plan contient notamment *“le droit au retour des réfugiés palestiniens chassés de leurs terres, sans limite de nombre”*, conformément à la résolution 194 des Nations unies et à la Déclaration universelle des droits de la personne.

Bernadotte est assassiné le 17 septembre 1948 par le groupe Stern de Yitzhak Shamir (voir ce nom).

Devant le refus d'Israël d'accepter la paix et de respecter la résolution de l'ONU, décision est prise de créer l'UNRWA (voir ce nom) pour assurer l'aide aux rescapés du nettoyage ethnique (voir ce terme).

Cet organisme commencera à opérer en mai 1950 et est toujours en activité en 2025.

La législation israélienne interdit l'usage du mot “Nakba” dans les manuels scolaires, et la criminalisation de sa commémoration est régulièrement proposée par les responsables du Likoud (voir ce terme).

Le tabou atteint son paroxysme en 2011, lorsqu'une loi autorise le retrait des subventions publiques à toute organisation, municipalité ou institution, impliquée dans une activité liée à la commémoration de la “Nakba”, célébrée chaque année par les survivants.

Aujourd'hui, les Palestiniens sont toujours confrontés aux mêmes formes de violence, de racisme, de confiscation de terres, d'expulsions et d'autres formes de dépossession, tant en Israël que dans les territoires palestiniens occupés.

La situation des Palestiniens est donc similaire à bien des égards à celle d'autres peuples indigènes du monde qui ont été déracinés de force, privés de leurs terres, remplacés par des colons et contraints de vivre comme des citoyens de seconde zone dans leur propre pays (voir “Animaux humains” et “Apartheid”).

Le 15 août 2025, le général Aharon Haliv, ancien chef des services du renseignement, a déclaré : *“Les Palestiniens ont besoin d'une Nakba de temps en temps et les milliers de morts que compte Gaza sont nécessaires et indispensables pour les générations futures”*.



NAHAL OZ

Nahal Oz est un kibboutz (voir ce terme) situé à quelques centaines de mètres de la bande de Gaza..

Mais c'est surtout un important centre de renseignements pour l'armée israélienne et, avec la caserne de Réim (voir ce nom), une des deux bases militaires stratégiques de la région. (voir “Sept octobre 2023”)

Pour ce qui est de l'attaque sur Nahal Oz, le rapport des “Forces de défense israéliennes” (FDI) précise que la base a été le site du plus grand nombre de frappes aériennes dans les batailles du 7 octobre en raison de la présence de nombreux soldats.

Toujours selon le rapport du FDI, 14 frappes de drones et 6 frappes par hélicoptères ont été effectuées à l'intérieur de la base, et 150 missiles ont été tirés.

Le rapport précise également qu'environ soixante Palestiniens se sont infiltrés par une brèche – On estime que, au minimum, six brèches ont été faites dans la “clôture de sécurité” – et ont attaqué la base détruisant une grande partie du poste de commandement et tuant la plupart des soldats et soldates qui le défendaient.

Vingt militaires ont été tués et six sont portés disparus.

Parmi les morts se trouvaient 16 femmes soldats de l'unité 414, chargées de la surveillance de la barrière et du déclenchement des canons télécommandés fixés sur les miradors (voir “Hasbara” et “Médias occidentaux”).

La destruction de ce poste de commandement a rendu aveugles toutes les unités de l'armée israélienne qui défendent le “Barrière de séparation”.

Les combats se sont poursuivis dans la base et dans le kibboutz.

Selon le FDI ("Forces de défense israéliennes") 77 autres frappes de drones, 36 frappes d'hélicoptères et 10 frappes par des avions ont été effectuées et 1 600 obus d'artillerie ont également été tirés par trois chars.

Concernant les victimes, 53 soldats israéliens ainsi que 15 civils seront tués et huit civils emmenés à Gaza. On estime que 71 militants palestiniens ont été tués dans les combats

NETANYAHU

Son père, Bension Mileikowsky, né à Varsovie, était un admirateur affiché de Mussolini.

Installé aux États-Unis en 1940, il dirigea la *New Zionist Organization of America* jusqu'en 1948.

Benyamin Netanyahu, lui-même né en 1949 à Tel-Aviv, a passé sa jeunesse aux États-Unis et fait ses études au "Massachusetts Institute of Technology"... Il possède la nationalité étatsunienne.

Sa carrière politique est foisonnante : ambassadeur d'Israël à l'ONU de 1984 à 88, ministre de la défense, des finances ou des affaires étrangères dans divers gouvernements... et premier ministre depuis 2022.

Sioniste de droite radicale, il a toujours été farouchement opposé à la création d'un État palestinien et considère que la Cisjordanie fait partie d'Israël.

Il ne cachera jamais sa sensibilité extrémiste, déclarant notamment *"Hitler ne voulait pas exterminer les Juifs à l'époque ; il voulait seulement les expulser."*

Il est poursuivi en Israël pour corruption et inculpé pour fraude et abus de confiance dans le cadre de trois affaires distinctes en novembre 2019... et devient ainsi le premier chef de gouvernement israélien à être inculpé alors qu'il est en exercice.

Après l'attaque des Palestiniens du 7 octobre 2023 il a déclaré *"Je ne les considère pas comme des êtres humains mais je ne les appelle pas des animaux humains parce que ce serait insultant pour les animaux"*.

Concernant la situation à Gaza, il lui est reproché de ne tenir aucun compte de la sécurité des otages israéliens enlevés durant l'attaque d'octobre 2023. Les familles des otages l'accusent de les avoir abandonnés et de poursuivre la guerre pour se maintenir au pouvoir.

Opposé à la reconnaissance des droits des Palestiniens, il s'est aux "accords d'Oslo" (voir "Oslo") et a, une fois de plus, confirmé sa volonté d'annexion : *"Nous allons tenir notre promesse : il n'y aura pas d'État palestinien, cet endroit nous appartient !"* (11 septembre 2025).

Ce 29 septembre 2025, il a conclu un accord avec son grand allié, le président Trump, qui consiste en un plan en 20 points (voir "USA") pour, selon eux, "mettre fin à la guerre dans la bande de Gaza".

Trump a déclaré que le Hamas "expiera en enfer" s'il rejette son plan qui, en synthèse, exige la "capitulation en rase campagne" de la résistance palestinienne.

Toujours fidèle à sa "stratégie de la falsification", à peine sorti de la réunion avec son "associé" Trump, et moins d'une heure après la publication de ce plan qui stipulait la possibilité de création d'un "État de Palestine" et le retrait progressif des forces israéliennes, Netanyahu déclarait *"Il n'est pas question de la reconnaissance d'un État palestinien. Même en cas d'accord avec le Hamas, nos troupes ne quitteront pas Gaza !"*

Il a fait l'objet d'une plainte auprès de la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité et un mandat d'arrêt a été émis contre lui en novembre 2024... Comme on pouvait s'y attendre, il a accusé la CPI d'antisémitisme.

NETTOYAGE ETHNIQUE

Un massacre est l'action de tuer indistinctement une population humaine ou animale, soit en partie soit complètement. Quand un massacre est perpétré en vue de l'extermination d'un groupe humain, sur des critères ethniques, nationaux, religieux ou raciaux, on parle alors de "génocide".

Durant les quelques 90 années précédant le 7 octobre 2024, soit depuis 1920, les groupes terroristes qui deviendront le noyau de l'armée israélienne, ont été responsables de multiples massacres de civils palestiniens, tels ceux de Chabra et Chatila (voir ces noms)... en application du plan Daleth (voir ce terme).

Ces exactions dépassent de loin l'appellation de "massacre" car outre les tueries de civils, plus de 500 villages furent rayés de la carte et environ 800.000 Palestiniens expulsés de leur maison et de leur terre.

La réalité de ce nettoyage ethnique a été établie de manière irréfutable par, notamment, les travaux de l'historien israélien Ilan Pappé (*"Le Nettoyage ethnique de la Palestine"*).

Dans l'application du plan Daleth, une des actions majeures fut l'opération "An-Far" lancée dans le sud palestinien. Selon les rapports de l'armée israélienne, l'opération a permis de capturer et raser seize villages... et d'expulser plus de 20.000 Palestiniens vers la bande de Gaza.

Selon un ancien porte-parole de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens *"Cette dernière année, nous avons vu Gaza passer de plus grande prison à ciel ouvert du monde au plus grand camp de concentration du monde."*

Aujourd'hui, Gaza a été transformé en abattoir à une échelle industrielle. Et j'utilise le mot «abattoir» à dessein parce que, franchement, les animaux de la plupart des abattoirs du monde sont tués plus humainement que les femmes et les enfants de Gaza".

Il est à noter que le nettoyage ethnique actuel n'est en rien consécutif au drame du 7 octobre 2023 !

Depuis des dizaines d'années, plus précisément depuis le premier congrès sioniste (voir "Sionisme") de 1897, nombreux ont été les dignitaires, tenant de cette idéologie fascisante (Hertzl, Ben Gourion...), qui ont appelé à une éradication massive de la population autochtone.

En août 2014, Moshe Feiglin, politicien rival de Netanyahu, déclarait *"Hitler était un génie militaire inégalé. Le nazisme a fait passer l'Allemagne d'un bas niveau à un niveau physique et idéologique fantastique"*. Il appelait aussi à la destruction de Gaza et proposait un plan détaillé pour relocaliser les Palestiniens dans le désert du Sinaï : *"Les forces armées israéliennes prendront le contrôle de toute la bande de Gaza, en utilisant tous les moyens nécessaires pour minimiser les dommages à nos soldats, sans aucune autre considération "*.

Le 20 mai 2025, il n'hésita pas à proclamer, sans risque d'être poursuivi par la justice sioniste, *"Chaque enfant, chaque bébé de Gaza est un ennemi. L'ennemi n'est pas le Hamas ni son aile militaire. Chaque enfant à Gaza est un ennemi. Nous devons occuper Gaza et la coloniser, et pas un seul enfant n'y restera. Il n'y a pas d'autre victoire"*.

Dans le même élan suprémaciste, Ayelet Shaked, ministre de la Justice, avait appelé à l'extermination des mères des "serpents"... C'était en 2014, bien avant la révolte des Palestiniens.

"Ce sont tous des combattants ennemis, et leur sang sera sur toutes leurs têtes. Cela inclut les mères des martyrs, qui les envoient en enfer avec des fleurs et des baisers. Elles devraient suivre leurs fils, et rien ne serait plus juste."

Leurs maisons devraient également être détruites, sinon d'autres petits serpents y seront élevés".

Mais le plus "célèbre" des incitateurs racistes est sans doute Bezalel Smotrich (voir ce nom), ministre de la défense du gouvernement de Netanyahu depuis 2022, qui prône l'annexion de tout le territoire palestinien ainsi que la Jordanie et une partie de la Syrie afin de recréer le "Eretz Israël" (voir ce terme).

En octobre 2021, il s'est attaqué à la dizaine de députés "Arabes-Israéliens" (voir ce terme) – Le parlement israélien (Knesset) comptant 120 députés, cette dizaine d'élus représente 22 % de la population d'Israël – leur proclamant *"Vous êtes ici par erreur ! C'est en effet, une erreur que Ben Gourion n'ait pas terminé le travail et ne vous ait pas expulsés en 48"*.

En mars 2023, il déclarait *"Le peuple palestinien est une invention de moins de cent ans. Est-ce qu'ils ont une histoire, une culture ? Non, ils n'en ont pas. Il n'y a pas de Palestiniens, il y a juste des Arabes"*.

Depuis le 7 octobre 2023, le déchaînement des appels au nettoyage ethnique est quasi journalier.

Uzi Rabi, chercheur à l'université de Tel-Aviv, déclare (août 2024) : *"Délogez toute la population civile du nord, et quiconque y demeurera sera légalement condamné comme terroriste et soumis à un processus de famine ou d'extermination"*.

La Commission d'enquête de l'ONU pour les territoires palestiniens occupés a publié un rapport (10 octobre 2024) concluant qu'Israël a cherché à détruire le système de santé de Gaza dans le cadre d'une guerre d'extermination des Palestiniens.

"Israël se livre à une politique concertée visant à détruire le système médical de Gaza comme élément d'un assaut plus large sur Gaza, commettant des crimes de guerre et le crime contre l'humanité d'extermination avec des attaques incessantes et délibérées contre le personnel et les installations médicales. Les forces armées israéliennes ont délibérément tué, détenu et torturé le personnel médical et pris pour cible des véhicules médicaux tout en empêchant les Palestiniens blessés de quitter Gaza pour aller se faire soigner à l'étranger."

Actuellement, on estime que, à minima, 65.000 Palestiniens ont été tués à Gaza, principalement des femmes et des enfants. Plusieurs milliers d'autres sont portés disparus, piégés sous les décombres.

La quasi-totalité de la population a été déplacée, et aucune partie de Gaza n'a été épargnée. Cette horrible réalité a été confirmée par un rapport du 8 novembre 2024, du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme qui estime que les femmes et les enfants représentent près de 70 % des morts dans la bande de Gaza sur la période novembre 2023 à avril 2024.

Depuis octobre 2023, Israël a forcé plus d'un million de Palestiniens à quitter le nord de Gaza pour fuir vers le sud et a créé une zone militaire appelée "corridor de Netzarim", rendant impossible le retour des habitants dans leurs maisons.

Le gouvernement sioniste est donc bien responsable du crime de nettoyage ethnique.

L'expression figure d'ailleurs dans le rapport de l'ONG Human Rights Watch consacré aux déplacements forcés qui concernent 90 % de la population du territoire de Gaza.

Il semble cependant que certaines consciences s'éveillent.

Début décembre 2024, Moshe Ya'alon, ancien ministre israélien de la Défense, dénonçait le nettoyage ethnique *"Je parle au nom des commandants qui servent à Gaza. On les met en danger de mort et ils seront exposés à des poursuites devant la Cour pénale.... Je dois alerter sur ce qui se passe là-bas. Des crimes de guerre sont commis. Aucune démocratie n'a jamais été traduite devant la Cour pénale de La Haye... Israël n'est plus une démocratie"*.

Mais "cerise sur le gâteau" de cette ignominie, le 31 août 2025, le "Washington Post" révélait qu'un plan circule à la Maison Blanche sur la transformation de Gaza en une station balnéaire idyllique.

Ce plan de 38 pages, intitulé "The Great Trust" propose le nettoyage ethnique total de l'enclave palestinienne.

Il prévoit la prise de contrôle par les Etats-Unis de la bande de Gaza pendant au moins dix ans, afin de la transformer en une *"station balnéaire étincelante et en pôle de fabrication de technologies de pointe"*.

Concernant la population gazaouie, deux solutions sont évoquées par ce "Plan Trump/Netanyahu".

La première consiste à encourager le déplacement des Gazaouis vers d'autres pays dans le cadre d'un programme dit de *"départs volontaires"*.

En réalité un déplacement forcé... avec 5.000 euros versés à chaque Palestinien pour maquiller l'opération.

La seconde, pour les Gazaouis qui oseraient refuser cette "invitation" rémunérée à quitter leurs terres, serait de finir parqués dans des *"zones restreintes et sécurisées à l'intérieur de l'enclave"*

On retrouve à l'initiative de ce plan les mêmes personnes que les promoteurs de la Fondation humanitaire pour Gaza (voir "GHF") qui a déjà provoqué la mort de plus de 2.000 Palestiniens (voir "Abu Shabab").

Ce 23 septembre 2025, à l'Assemblée générale de l'ONU, en réponse au vote reconnaissant "l'État de Palestine" par 158 pays sur 193, la ministre israélienne de l'Innovation, Gila Gamliel, du parti Likoud de Netanyahu, a déclaré *"Nous rendrons Gaza inhabitable jusqu'à ce que la population parte, et nous ferons de même en Cisjordanie"*.

C'est ce qu'on peut appeler la "Pax Sionista" !

NIR OZ

Ce kibboutz, situé à moins de deux kilomètres de la bande de Gaza, est une des colonies fondées par les unités Nahal, le programme de l'armée israélienne qui combine la création de bases militaires et l'établissement de colonies agricoles dans les territoires conquis.

Fondé en 1952, Nir Oz a été construit sur un terrain contigu à l'enclave de Gaza qui appartenait au village palestinien de Ma'in Abu Sitta avant 1948 et le nettoyage ethnique perpétré par les forces sionistes.

Ce kibboutz comptait environ 400 habitants au moment de l'attaque des Palestiniens (voir "Sept octobre 2023").

Selon certains médias occidentaux (voir ce terme), les milices palestiniennes ont d'abord pris d'assaut le camp militaire situé dans la partie nord du kibboutz, détruisant au passage un char israélien, avant de commettre des exactions contre la population civile.

De nombreuses maisons seront saccagées et/ou incendiées.

Selon le FDI, le bilan de l'attaque est de 47 personnes (41 habitants et six festivaliers rescapés de la rave voisine) tuées et de 75 personnes emmenées à Gaza.

"L'équipe chargée de l'enquête n'a retrouvé qu'un seul corps dans le kibboutz, ce qui laisse penser que les terroristes du Hamas avaient collecté les corps de leurs camarades tués par des civils armés. Devant le

kibboutz, les corps de 64 “terroristes” ont été retrouvés, tués par des hélicoptères de l’armée de l’air israélienne ou par des chars...”

La présence de l’ONU et de la presse étrangère étant interdite (voir “Journalistes” et “Médias occidentaux”), aucune enquête indépendante n’a encore été entamée sur ce drame, mais les exactions commises par les Palestiniennes constituent vraisemblablement un crime contre l’humanité.

OLP

L’Organisation de Libération de la Palestine (OLP) est à la fois un parti politique et un groupe militaire, fondé le 28 mai 1964.

L’OLP est composée de plusieurs associations palestiniennes, dont le Fatah (voir ce nom), le Front Populaire de Libération de la Palestine (voir “FPLP”) et le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP).

Elle a été dirigée par Yasser Arafat (voir ce nom) à partir de 1969 jusqu’à sa mort en 2004

Depuis, l’organisation est présidée par Mahmoud Abbas (voir ce nom).

En 1970, l’organisation a subi un revers majeur, déplorant la mort de milliers de Palestiniens, lors de “Septembre Noir” et l’assaut des armées jordaniennes qui délogent les groupes palestiniens de la Jordanie et les forcent à se réfugier au Liban.

En 1982, Begin et Sharon (voir ces noms) envahissent l’armée israélienne envahir le Liban.

Cette guerre causera la mort de 20.000 Libanais et Palestiniens, dont une majorité de civils... et celle de quelques centaines de militaires israéliens.

Cette invasion a surtout été marquée par les massacres de Sabra et Chatila (voir ces noms).

En 1988 l’OLP proclame un “État de Palestine”.

L’Assemblée générale de l’ONU prend acte de cette déclaration d’indépendance et reconnaît au peuple palestinien son droit à exercer la souveraineté sur son territoire.

Dès l’année suivante, l’“État de Palestine” sera reconnu par 89 États membres de l’ONU où l’OLP siège depuis en tant qu’observateur permanent, sous le nom de “Palestine”.

Depuis 2009, Abbas doit remettre son mandat de président et appeler à des élections.

Il évite de faire pour diverses raisons – sa défaite électorale contre le Hamas en 2006 en est sans doute une – s’opposant aux militants de la nouvelle génération qui prônent une unité nationale incluant le Hamas et le Jihad Islamique (voir ce nom).

ONG

Début août 2025, les ONG (Organisations Non-Gouvernementales) ont averti que sans action immédiate, la plupart pourraient être radiées par le régime israélien dans les semaines à venir, mettant fin à leurs activités humanitaires dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Le bureau des affaires humanitaires de l’ONU (Ocha) dans les Territoires occupés alerte également : *“Si aucune mesure urgente n’est prise, la plupart des ONG internationales partenaires pourraient être radiées d’ici le 9 septembre, voire plus tôt, ce qui les obligerait à retirer tout leur personnel international et les empêcherait de fournir une aide humanitaire essentielle et vitale aux Palestiniens”*,

Plus de 93 organisations, dont des acteurs majeurs comme Oxfam, Save the Children, Medical Aid for Palestinians, CARE, Action contre la faim ou encore Catholic Relief Services sont sur la sellette.

Le 9 mars dernier, une directive du gouvernement israélien a modifié les conditions d’enregistrement des ONG opérant dans les zones palestiniennes. Parmi les nouveaux critères, l’obligation pour les organisations de transmettre les numéros d’identité et les coordonnées de leurs employés palestiniens (travaillant depuis Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est).

Cette condition est une ligne rouge pour les ONG qui indiquent *“Les autorités israéliennes nous ont indiqué qu’après avoir analysé ces informations, elles nous demanderont de procéder au licenciement des membres du personnel qu’elles considèrent comme un risque pour la sécurité”*.

Selon l’Unrwa, 408 travailleurs humanitaires, dont plus de 280 membres du personnel de l’Unrwa, ont été tués à Gaza depuis le début de la guerre.

Israël a indiqué qu’il refusera l’enregistrement d’une organisation si celle-ci ou un de ses employés *“nie l’existence d’Israël comme État juif et démocratique, incite au racisme ou soutient des groupes terroristes”* *“Cette directive marque un changement radical dans la politique d’Israël envers les entités étrangères qui, sous*

couvert d'aide humanitaire, sapent l'existence de l'État israélien, encouragent les boycotts et ternissent sa réputation" a justifié le ministre des Affaires de la diaspora, Amichai Chikli, après sa publication le 9 mars 2025.

Comme l'ont dénoncé 55 ONG opérant en Israël *"Conditionner l'enregistrement des ONG internationales à un alignement politique et idéologique porte atteinte à la neutralité, à l'impartialité et à l'indépendance des acteurs humanitaires"*.

Celles-ci ont toutes, à ce jour, refusé de transmettre les informations de leurs travailleurs palestiniens.

Les conséquences ont été immédiates : les ONG non enregistrées dans le cadre du nouveau système se voient interdire l'envoi de fournitures à Gaza.

En juillet 2025, les autorités israéliennes ont rejeté les demandes répétées de 29 ONG souhaitant acheminer de l'aide humanitaire à Gaza.

L'Ocha a dénoncé une *"violation des obligations d'Israël en vertu du droit international humanitaire"*.

Dernière nouvelle, au 20 octobre 2025.

Après avoir fait part de sa volonté d'ouvrir, le point de passage de Rafah, entre l'Égypte et Gaza, Israël est revenu sur sa décision, invoquant la restitution au compte-gouttes, par le Hamas, des corps d'otages morts. Les camions chargés d'aide humanitaire – et avec eux, des centaines de milliers de Palestiniens – attendent toujours le feu vert israélien.

... C'est le sort des animaux à visage humain (voir *"animaux humains"*) dixit Netanyahu.

ONU

L'Organisation des Nations Unies a été fondée en 1945.

Aujourd'hui, elle compte 193 États membres.

On estime à plus de 1500 le nombre de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU adoptées depuis 1947, dont plus de 200 concernent Israël... qui n'en a respecté aucune !

Il est vrai que, dès sa création, le régime sioniste s'est considéré *"non-concerné"* par les règles, avis, ou votes de cette organisation dont Netanyahu dit *"ce n'est rien de plus qu'une farce méprisable"*.

En 2012, l'Assemblée générale a octroyé à la Palestine le statut d'État, non membre observateur (le même que celui du Vatican)... Les USA et Israël, ainsi que de nombreux pays occidentaux, se sont opposés à lui octroyer le statut de membre de plein droit.

Ce statut lui permet néanmoins de participer aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale et à disposer de missions d'observation.

L'hostilité d'Israël à l'ONU remonte à loin, quasiment à ses origines.

En 1948 déjà, Ben Gourion (voir ce nom), fondateur de l'État d'Israël disait déjà par dérision *"Oum, Schmoum"* que l'on pourrait traduire par *"l'ONU, on s'en fiche"*.

Le 17 septembre 1948, quatre mois après la création de l'État d'Israël, et alors que la première guerre israélo-arabe éclate, Folke Bernadotte, médiateur de l'ONU, est assassiné par les tueurs du groupe *"Lehi"*, dirigé par Yithzak Shamir (voir ce nom) car il contrarie les ambitions israéliennes avec un *"plan de paix"*.

Aujourd'hui encore le régime israélien estime qu'aucun organisme international ne peut lui imposer de se soumettre à une loi générale contraire à la politique choisie par lui-même.

Le 27 septembre 2024, du haut de la tribune de l'Assemblée générale, Netanyahu, traitait l'ONU de *"cloaque de bile antisémite à assécher"*.

L'UNRWA (voir ce nom), un des organismes de l'ONU, est actuellement ciblée par Israël.

Malgré le fait qu'il a été démontré que seule une dizaine de ses 13.000 Palestiniens employés à Gaza, en Cisjordanie et au Liban ont, peut-être, été impliqués dans les attaques du 7 octobre, et limogés... Israël mène une campagne pour faire couper les vivres à l'agence et a bombardé un grand nombre de ses centres d'accueil..

En 2024, 220 employés de l'agence ont été tués par l'armée israélienne.

Constatant l'échec de sa tentative d'éradication de l'UNRWA (même les USA ont confirmé son financement) les responsables sionistes ont fait voter, en octobre 2024, une loi lui interdisant toute activité sur les territoires contrôlés par Israël... Cisjordanie et Jérusalem-Est compris

La rapporteuse spéciale de l'ONU, chargée d'enquêter sur la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés (voir *"Albanese"*), a accusé Israël de génocide (voir ce terme).

“Je pense qu’il est inévitable qu’Israël devienne un paria compte tenu de son agression continue et incessante contre les Nations Unies et les Palestiniens et il faudrait peut-être s’interroger sur l’adhésion d’Israël à l’ONU, pour laquelle il semble n’avoir aucun respect”.

Le 18 septembre 2024, l’Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution exigeant qu’Israël mette fin, dans un délai d’un an à sa présence illégale dans les territoires palestiniens occupés depuis 57 ans. Cette résolution a été adoptée par 124 votes, dont la France, 43 abstentions et 14 voix contre, dont celles des États-Unis et d’Israël... Et n’a évidemment pas connu le début d’une application.

Avant le vote sur la reconnaissance de la Palestine comme État, prévu le 22 septembre 2025, l’assemblée générale de l’ONU a, le 12 septembre 2025, adopté la “Déclaration de New York” (142 voix pour, 10 contre et abstentions)

Ce texte prévoit la création de deux États et stipule *“Dans le contexte de l’achèvement de la guerre à Gaza, le Hamas doit cesser d’exercer son autorité sur la bande de Gaza et remettre ses armes à l’Autorité palestinienne, avec le soutien et la collaboration de la communauté internationale, conformément à l’objectif d’un État de Palestine souverain et indépendant”.*

Ce 23 septembre 2025 à l’ONU, 158 pays sur 193 ont reconnu “l’État de Palestine”... ce qui a immédiatement provoqué la réplique de Gila Gamliel, ministre israélienne “de l’innovation” : *“Nous rendrons Gaza inhabitable jusqu’à ce que la population parte, et nous ferons de même en Cisjordanie”* (voir “Nettoyage ethnique”).

OSLO

Signés en septembre 1993, les accords d’Oslo s’affichaient comme un processus de paix visant à poser les premiers jalons de la résolution du “conflit israélo-palestinien”.

La direction de l’OLP (Organisation de Libération de la Palestine) dirigée par Yasser Arafat (voir ce nom), acceptait le droit d’Israël à une existence en paix et sécurité et en contrepartie, le gouvernement israélien, dirigé par Rabin (voir ce nom), reconnaissait l’OLP comme représentante légitime du peuple palestinien.

Les accords étaient conçus pour une période de transition de cinq ans, au terme desquels devait exister un État palestinien souverain.

Les points clés des accords étaient :

- Durant ces cinq ans, l’armée israélienne se retirerait de la majorité des territoires palestiniens.
- Un gouvernement palestinien, issu d’élections, administrerait certaines zones sous son contrôle.
- Une coopération israélo-palestinienne serait mise en place dans les domaines de l’énergie, des ressources, du commerce, de la finance, de la communication et de la sécurité sociale.
- Les pays du G7 (Allemagne, France, Italie, Japon, Canada, Grande-Bretagne, États-Unis) lanceraient un plan de développement économique.

Ce premier accord amena à un second, signé en septembre 1995.

Il entérine, pour les cinq années de transition avant la création d’un État palestinien souverain, la répartition en trois zones des territoires de la Cisjordanie : les zones A, B et C.

La zone A, environ 18% de la superficie totale de la Cisjordanie, sera sous le contrôle civil et militaire palestinien et englobera les grandes villes (Gaza, Jéricho, Ramallah...), à l’exception d’Hébron, qui est en partie sous contrôle de l’armée israélienne.

La zone B, près de 24% du territoire, sera sous le contrôle civil palestinien et sous le contrôle militaire conjoint israélo-palestinien.

La zone C, à peu près 60% du territoire, sera entièrement sous contrôle israélien, tant au plan civil que militaire. Elle inclut les colonies implantées en Cisjordanie, à Gaza (démantelées depuis 2005) et Jérusalem-Est.

La zone C devait être progressivement convertie en zones A et B et passer sous contrôle palestinien. Cette étape n’a toujours pas été accomplie à ce jour.

Dès la signature du premier accord, les groupes sionistes radicaux tenteront de le torpiller et en novembre 1994, Goldstein, un fanatique étatsunien massacrera 29 civils palestiniens en prière et en blessera 125 autres dans le Caveau des Patriarches de Hébron... Ce tueur est aujourd’hui glorifié par la soldatesque et les colons sur les murs de Cisjordanie et de Gaza !

En novembre 1995, moins d’un mois après la signature des “Accords d’Oslo II”, Rabin, premier ministre israélien signataire des accords, sera assassiné.

À la fin de l'année 2001, l'armée israélienne a renié l'accord et réoccupé les territoires palestiniens... c'est toujours le cas aujourd'hui !

Benjamin Netanyahu, détracteur virulent des ces accords, s'est vanté de les avoir fait échouer au moyen de fausses déclarations. *“J’interpréterai les accords de telle manière qu’il sera possible de mettre fin à cet emballement pour les lignes d’armistice de 67.”*

Comment nous l’avons fait ? Personne n’avait défini précisément ce qu’étaient les zones militaires.

Les zones militaires sont des zones de sécurité. Ainsi, pour moi, la vallée du Jourdain est une zone militaire“.

La suite de l'Histoire a montré que les meneurs du régime sioniste avaient “enfumé” les négociateurs palestiniens, que ces “Accords d’Oslo” étaient un leurre orchestré avec la collaboration active des USA.

Comme l’écrivait Edward Saïd, éminent professeur à l’université de New York, *“La préoccupation principale du document concerne la sécurité d’Israël, tandis qu’il n’est aucunement question de la sécurité des Palestiniens contre les incursions d’Israël.”*

Nadia Hijab, présidente de “The Palestinian Policy Network”, basé à Washington, déclarera de son côté *“Oslo a été un « piège désastreux » pour les Palestiniens. Dès le début, les Israéliens – y compris Yitzhak Rabin – ont clairement fait savoir qu’un État palestinien souverain n’était pas prévu“*

OTAGES & PRISONNIERS

Jusqu’à leur libération, le 13 octobre 2025, les médias mainstream publiaient chaque jour des appels à la libération des citoyens israéliens “otages” du Hamas... mais ne demandaient jamais celles des citoyens palestiniens emprisonnés par Israël.

Le langage influençant les émotions que nous ressentons face aux événements. ces “grands” médias choisissaient de ne pas faire la différence entre civils israéliens “enlevés” et soldats israéliens “capturés”.

Ah, l’usage correct des mots !

En effet, si on s’accorde pour dire qu’un militaire capturé est un prisonnier et qu’un civil enlevé est un otage... il est inadéquat de nommer “otages” une partie des 250 Israéliens capturés par le Hamas puisque de nombreux militaires, capturés durant l’attaque des bases militaires (voir “Sept octobre. 2023”), en font partie.

De même, si on peut considérer comme prisonniers les Palestiniens, armés au moment de leur capture par l’armée israélienne, il n’en va pas de même des civils, dont de nombreux enfants, emprisonnés “administrativement” (sans inculpation ni jugement) par le pouvoir sioniste... A moins de considérer, comme le chef de l’armée sioniste, qu’il n’y a pas de civils en Palestine, seulement des animaux humains ?

Début décembre 2024, près de 10.000 “otages” palestiniens étaient enfermés dans les geôles israéliennes où ils subissaient mauvais traitements et tortures (voir “Sde Teiman”).

Début août 2025, la cheffe de la diplomatie de l’Union européenne a dénoncé “Les images des otages israéliens sont effroyables et témoignent de la barbarie du Hamas”.

Le Hamas a déclaré que les prisonniers vivent dans les mêmes conditions que les Palestiniens *“ Les Brigades Qassam ne privent pas délibérément les prisonniers de nourriture, mais ils mangent ce que nos combattants et tout notre peuple mangent”*,

Plus de 11.000 civils palestiniens sont actuellement (août 2025) en détention dans les prisons israéliennes dont environ 4.400 personnes enlevées de Gaza depuis le 7 octobre 2023... Y compris de jeunes adolescents. Divers témoignages révèlent que ces civils ont été soumis à des abus, à la torture, à la famine, à des agressions sexuelles, à des viols et à des exécutions extrajudiciaires (Voir “Sde Teiman...”).

76 prisonniers/otages – dont 46 de Gaza- (identifiés et déclarés) ont été tués dans les prisons israéliennes depuis le 7 octobre 2023, soit 313 depuis 1967.

Suite à l’accord de cessez-le-feu, premier point du “Plan de Paix” du 29 septembre 2025 (voir “USA”), des familles gazaouies ont afflué à l’hôpital Nasser, dans l’espoir d’identifier le corps de proches disparus, après qu’Israël a transféré les corps de 90 Gazaouis, civils et combattants, décédés derrière les barreaux.

Certains portent des traces de torture et d’exécutions.

En date du 6 novembre 2025, les corps de six prisonniers/otages étaient encore à remettre à l’armée sioniste : deux militaires gradés et quatre civils... vraisemblablement morts sous les bombardements israéliens. A la même date, on ne connaît pas le nombre de corps d’otages que le pouvoir sioniste détient.



PALESTINE & PALESTINIENS

L'appellation Palestine a été attribuée à ce territoire au 1er siècle par l'empereur romain Hadrien.

La présence humaine dans cette région est attestée depuis l'âge de la pierre et, au cours des siècles, elle connut de multiples brassages de population (Égyptiens, Perses, Cananéens, Grecs...).

Il est à noter que, contrairement aux dénégations sionistes, la Palestine est un pays membre de l'ONU. En effet, le 10 mai 2024, elle a été reconnue comme "État membre-observateur" par l'assemblée générale de l'ONU (143 états ont voté pour, 9 états ont voté contre et 25 états se sont abstenus).

Israël et ses alliés, les USA, la France, la Belgique, l'Allemagne... n'ont pas voté cette résolution.

Durant les derniers siècles, ce peuple a vécu sous la domination étrangère, ottomane jusqu'en 1918, britannique jusqu'en 1948 et sioniste depuis... Mais la volonté d'autonomie et la création d'un État palestinien n'est pas neuve.

Sous la domination turque déjà, les Palestiniens luttèrent pour leur liberté.

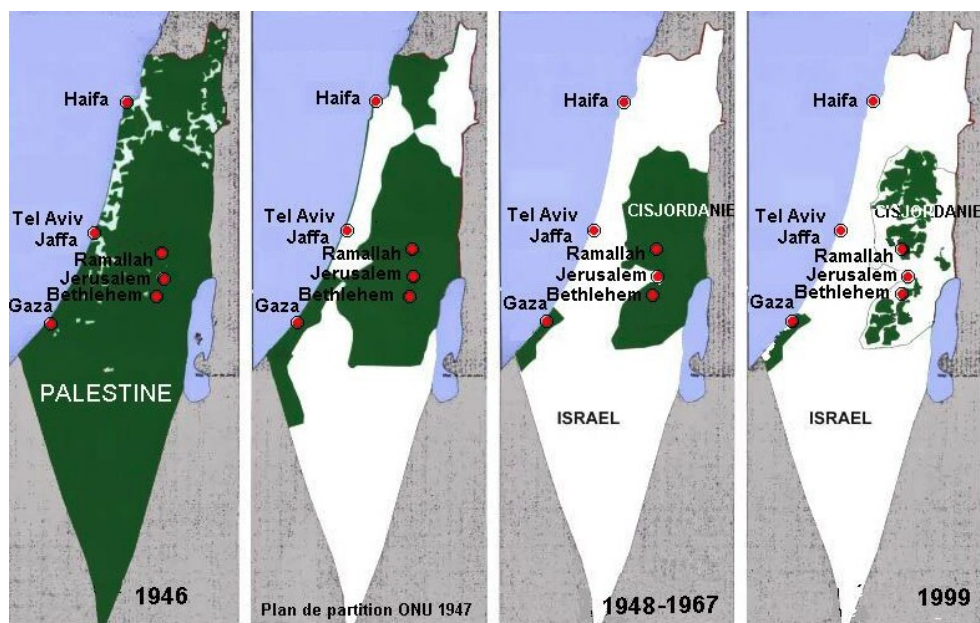
En 1913, un "Congrès général arabe" regroupant des intellectuels, chrétiens et musulmans, du Moyen-Orient, s'est tenu à Paris avec le soutien financier du gouvernement français.

Ce congrès revendiquait essentiellement une reconnaissance des droits politiques des Arabes par l'empire ottoman... Certains initiateurs de ce "Congrès Arabe" furent pendus par le pouvoir turc.

Sous la domination britannique, les arrestations et les exécutions se multiplièrent... la "Grande Révolte" de 1936 causa la mort de plusieurs milliers d'insurgés.

En 1069, Golda Meir (voir ce nom) déclarait *"les Palestiniens n'existent pas"*.. en ajoutant *"Comment pourrions-nous rendre les territoires occupés ? Il n'y a personne à qui les rendre"*

Le nombre total de Palestiniens dans le monde est d'environ 14,6 millions, dont 5,5 millions vivent sur la terre de Palestine et près de 2 millions dans l'État d'Israël.



PRISONS et TORTURE

Le Comité de l'ONU pour les droits humains a publié un rapport (31 juillet 2024) dans lequel il est affirmé que, depuis le début de l'assaut contre Gaza *"au moins 53 détenus palestiniens sont décédés suite à des mauvais traitements ou tortures dans des installations militaires et des prisons israéliennes"*.

Les services du ministre Ben Gvir (voir ce nom) ont, depuis octobre 2023, emprisonné plus de 19 000 Palestiniens dont 585 femmes et 1 550 enfants,... rien qu'en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Selon Addameer, association palestinienne pour les droits de l'homme basée à Jérusalem, le nombre total de détenus dans les prisons israéliennes était de 9.250 en novembre 2025.

Parmi eux, 3.368 détenus administratifs (sans inculpation ni jugement), dont 350 enfants et 49 femmes... en plus des quelques 1.500 à 1.700 détenus classés comme *"combattants illégaux"*, catégorisation qui n'existe pas dans le droit international.

Tous les prisonniers palestiniens libérés témoignent de l'enfer subi dans les prisons israéliennes : passages à tabac, lâcher de chiens, gazage, privations de nourriture, torture psychologique... etc.

Le 29 octobre 2025, Israel Katz, ministre de la défense israélien, a signé un décret interdisant au Comité international de la Croix-Rouge de rendre visite aux prisonniers détenus... en vertu de la *"loi sur la détention des combattants illégaux"*

C'est en 2002 que le régime sioniste a inventé cette *"loi"* afin de soustraire les Palestiniens, jugés *"combattants illégaux"*, à toute protection juridique... en quelque sorte un complément à la *"détention administrative"* (voir ce terme) qui autorise l'incarcération indéfinie et sans inculpation.

Depuis octobre 2023, Israël a suspendu l'accès du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à tous les détenus palestiniens, qu'ils soient de Gaza ou de Cisjordanie.

POGROM

Mot d'origine russe signifiant *"destruction, pillage"*.

C'est une attaque criminelle contre une population civile désarmée incluant une dimension raciste ou xénophobe, et accompagnée de pillages et de massacres.

Hors ceux perpétrés en Russie contre la population juive sous le tsarisme et dans d'autres pays de l'Europe centrale à la fin du dix-neuvième siècle, un des plus célèbres est celui perpétré en 1938 par le régime nazi à Munich. Durant ce qu'on a appelé la *"Nuit de cristal"*, les troupes hitlériennes ont attaqué les synagogues, les locaux des organisations juives, les magasins et les biens des Munichois juifs.

Près de cent personnes seront tuées, une centaine de synagogues brûlées et 7.500 magasins pillés.

Pour le régime sioniste, tous les attentats perpétrés par les Palestiniens sont qualifiés de pogroms... Mais ce terme n'est jamais appliqué pour les tueries de masse perpétrés par les milices sionistes, telles Sabra et

Chatila (voir ces termes), Deir Yassin, Kafr Kassem... qui sont qualifiées soit de batailles sanglantes ou de regrettables incidents.

La qualification de “pogrom” pour l’attaque palestinienne du 7 octobre 2023, martelée tous azimuts par le régime israélien et ses sympathisants sionistes (voir “Sionisme”) a été largement accréditée par les médias occidentaux (voir ce terme)... malgré les révélations factuelles sur cette attaque (voir “Sept octobre 2023”).

PROXYS

Une “guerre par procuration” (proxy war en anglais) se réfère à un conflit où deux puissances opposées ne s'affrontent pas directement sur le champ de bataille, mais plutôt à travers des tiers.

Ces tiers, communément appelés supplétifs ou proxys, peuvent être des États, des groupes rebelles, des organisations terroristes ou d'autres entités.

La puissance extérieure fournit un soutien matériel, financier, ou militaire à son proxy dans le but d'avancer ses pions, de soutenir ses propres intérêts stratégiques sans s'engager directement dans un conflit ouvert.

Les proxys ne sont pas une invention moderne. Le concept remonte à l'Antiquité, où les grandes puissances soutenaient des alliés locaux dans le but de maintenir leur influence régionale.

C'est cependant au cours du XXe siècle que cette pratique a atteint son apogée.

Le concept est associé à l'époque de la guerre froide, quand les États-Unis et l'Union soviétique utilisaient des proxys dans diverses régions du monde pour étendre leur influence et saper celle de l'autre sans risquer une confrontation directe.

Les USA se sont servis des Moudjahidines contre l'URSS en Afghanistan, des Contras contre les Sandinistes au Nicaragua, d'Al Qaeda en Syrie, de Daech pour contrôler l'est de la Syrie et le nord de l'Irak... Ils se servent actuellement de l'Ukraine pour affaiblir la Russie. Dans le contexte actuel, on peut considérer que le Belarus est un proxy de la Russie, que la Corée du nord est un proxy de la Chine, etc, etc.

De même, concernant le Moyen-Orient, cette même qualification peut être attribuée à Israël qui est indéniablement le supplétif des USA pour combattre les régimes, tel l'Iran, opposés à l'empire.



RABIN

La carrière de Yitzhak Rabin, né à Jérusalem en 1922, est d'abord militaire.

Dès 1941 il est membre du “Palmah”, une force britannique composée de militants sionistes.

Fin 1945, le Palmah retourne les armes contre les Britanniques et commence à organiser des opérations commando contre des infrastructures et des cibles militaires.

En 1949, Ben Gourion, craignant qu'il devienne une force politique, dissout ce groupe paramilitaire.

Rabin aura une longue carrière militaire – il terminera comme général, chef d'Etat-Major de l'armée israélienne – et participera activement aux deux premières guerres israélo-arabes,

Il est resté célèbre pour avoir conduit le massacre des habitants de Lydda et Ramle en juillet 1948.

Ce carnage hérita du sinistre nom de “*Marche de la mort de Lydda*” et provoqua la mort de plus d'un millier de Palestiniens, l'expulsion de dizaines de milliers d'autres... et le pillage des deux petites villes par les soudards de la future “armée la plus morale du monde”.

Rabin se lance en politique à partir de 1973 et, l'année suivante, succède à Golda Meir (voir ce nom) à la tête du parti travailliste et du gouvernement.

En 1994, il reçoit le prix Nobel de la paix, pour son rôle dans la signature des accords d'Oslo (voir ce mot).. Il sera assassiné l'année suivante par un extrémiste sioniste.

Avant de se proclamer héraut du pacifisme et de serrer la main d'Arafat (voir ce nom), Rabin est aussi connu pour avoir déclaré : “*J'espère me réveiller un jour et constater que Gaza a sombré dans la mer*”.

REFUZNIS

Depuis le 7 octobre 2023, Israël a mobilisé 287.000 réservistes (chiffre d'octobre 2024).

Le service militaire obligatoire est de 32 mois pour les hommes et de 24 mois pour les femmes.

Certaines personnes peuvent cependant bénéficier d'exemption si elles justifient des raisons médicales ou religieuses, ce qui est le cas des Haredim (voir ce terme).

Le terme "Refuzniks" désigne les appelés israéliens qui, par objection de conscience, refusent d'accomplir leur service militaire dans les territoires palestiniens occupés.

Leur refus de prendre les armes entraîne de lourdes conséquences pour leur futur : une large partie d'entre eux passent un certain temps dans une prison militaire, la condamnation les discrimine dans leur recherche d'emploi, etc.

En 2004, un groupe de réfractaires et de vétérans a créé "Breaking the silence" (voir ce terme) une ONG dont l'objectif est de récolter et de diffuser les témoignages de soldats sur leurs expériences dans les territoires occupés.

En publiant leurs récits, "Breaking the Silence" espère forcer la société israélienne à confronter la réalité qu'elle a créée et à faire face à la vérité concernant les crimes commis.

Depuis le 7 octobre 2023, les Refuzniks sont considérés comme "traîtres à la nation".

En novembre 2024, le journal de droite "Yedioth Ahronoth" a déclaré *"Israël est confronté à une 'énorme pénurie' de soldats. Environ 33 % des hommes ayant reçu l'ordre d'enrôlement ne se sont pas présentés aux bureaux de recrutement ces dernières années, tandis que 15 % ont abandonné le service. Les commandants de brigade et de bataillon chargés de gérer la situation ont expliqué qu'il s'agit de 'désertions en série' et que les recrues 'ne peuvent pas être intégrées de force'.*

"La situation sur le terrain est difficile, car l'armée israélienne a besoin de 7 000 recrues de toute urgence".

... Les Refuzniks ne sont plus seuls, apparemment.

REÏM

La base militaire de Réïm, située à moins d'un km de la "barrière de sécurité", est le QG de la 143e division "Fire Fox" en charge de la "garde" de l'enclave (voir "Sept octobre 2023").

Le 7 octobre 2023, elle a été attaquée par environ 150 Palestiniens.

C'est dans les champs adjacents à cette base que s'est déroulé la rave techno "Tribe of Nova" (voir ce terme).

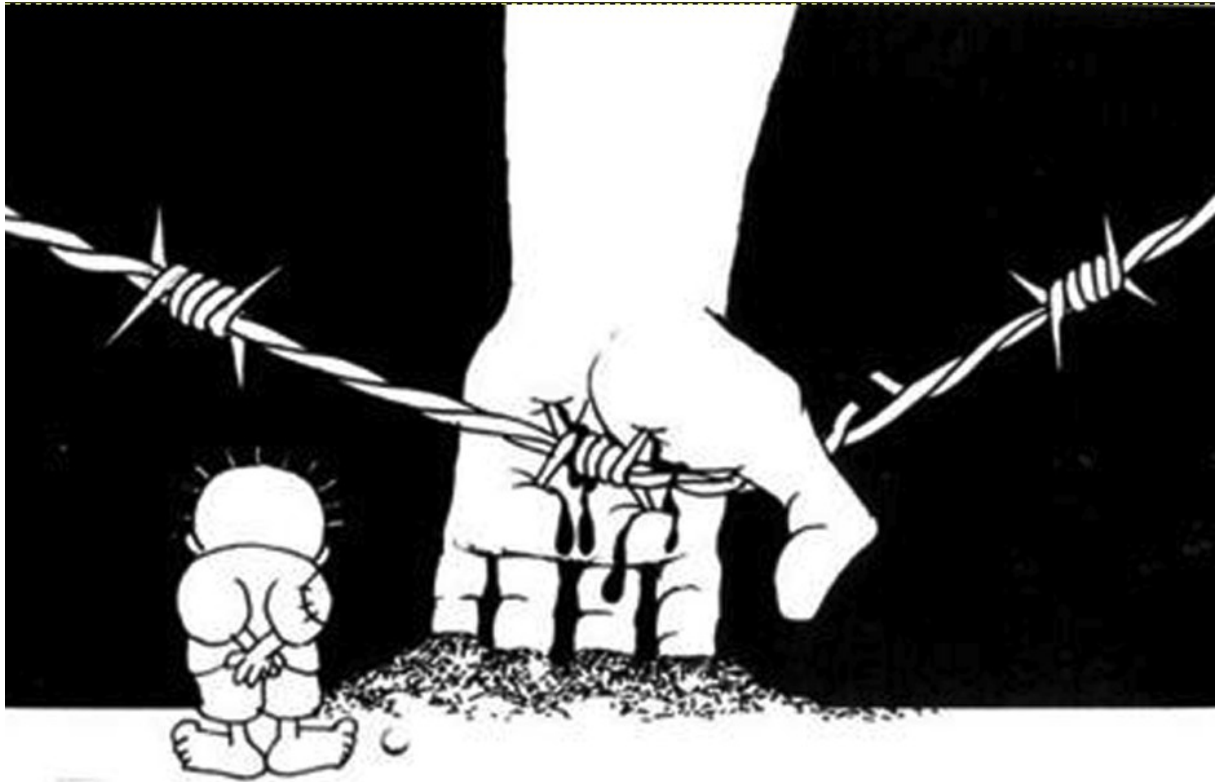
Étant donné le "blackout" sur la presse imposé par le régime sioniste, on dispose de peu d'informations sur la bataille qui s'est déroulée dans et alentour de cette base.

On sait cependant que une centaine de Palestiniens se sont infiltrés dans le kibboutz où six soldats israéliens et trois policiers ont été tués en combattant les assaillants à l'intérieur de la base.

Trois autres soldats et trois policiers ont été tués à l'extérieur.

Selon FDI ("Forces de défense israéliennes") la base a abrité des dizaines de festivaliers fuyant le festival de musique "Tribe of Nova". Il précise que les renforts sont arrivés tardivement et l'armée a eu recours à un char et à une pelleteuse pour tenter de neutraliser les assaillants retranchés dans une maison.

Le FDI signale aussi que 49 Palestiniens ont été tués.



SABRA et CHATILA

Ces deux noms resteront gravés dans le martyrologue palestinien.

Situés dans la banlieue de Beyrouth, Sabra et Chatila sont deux camps de réfugiés palestiniens qui ont été le théâtre d'une effroyable tuerie en septembre 1982.

En deux jours, entre 3.500 et 5.000 réfugiés civils y ont été massacrés par les "Phalanges libanaises", une milice chrétienne, avec la collaboration active de l'armée israélienne sous les ordres de Sharon (voir ce nom).

En 2018, des documents diplomatiques étatsuniens confirment que l'armée israélienne a fait pénétrer des miliciens en pleine nuit dans les camps dont elle contrôlait les accès et a tiré des fusées éclairantes pendant les phases nocturnes du massacre afin que les tueurs se repèrent et poursuivent leur action

Jean Genet, le grand écrivain français, raconte ("Quatre heures à Chatila").

"Il faut bien savoir que les camps palestiniens de Chatila et de Sabra, c'est des kilomètres et des kilomètres de ruelles très étroites car, ici, même les ruelles sont si maigres, si squelettiques parfois que deux personnes ne peuvent avancer que si l'une marche de profil.

Elles sont encombrées de gravats, de parpaings, de briques, de guenilles multicolores et sales, et la nuit, sous la lumière des fusées israéliennes qui éclairaient les camps, quinze ou vingt tireurs, même bien armés, n'auraient pas réussi à faire cette boucherie.

Les tueurs ont opéré !

Ils ouvraient des crânes, taillaient des cuisses, coupaient des bras, des mains et des doigts, traînaient au bout d'une corde des agonisants entravés, des hommes et des femmes encore vivants puisque le sang a longtemps coulé des corps, à tel point que je ne pus savoir qui, dans le couloir d'une maison, avait laissé ce ruisseau de sang séché, du fond du couloir où était la mare jusqu'au seuil où il se perdait dans la poussière."

Depuis, il a été prouvé que la participation israélienne à cette horreur avait été planifiée aux plus hauts échelons de l'armée et du gouvernement d'Israël.

Il est aussi avéré qu'une unité de tueurs israéliens a pénétré dans le camp, pour assassiner des infirmiers, médecins et professeurs figurant sur des listes préparées à l'avance.

Au lendemain de la tuerie, Menahem Begin (voir ce nom), premier ministre d'Israël, déclarera "A Chatila, à Sabra, des non-juifs ont massacré des non-juifs, en quoi cela nous concerne-t-il ?".

En 1983, sous la pression internationale, une commission d'enquête israélienne, dite "Commission Kahane", a été nommée. Elle confirme la culpabilité des phalangistes libanais, et reconnaît Sharon "indirectement responsable pour n'avoir pas prévu la tragédie qui résulterait de l'entrée des tueurs dans les deux camps palestiniens".

Elle le condamne... à recevoir un blâme !



SAMIDOUN

C'est un réseau palestinien de solidarité avec les prisonniers fondé en 2011.

L'organisation est accusée d'être une filiale du FPLP (voir ce terme) et de soutenir le Hamas (voir ce terme). Depuis le 7 octobre 2023 (voir "Sept octobre 2023") Samidoun organise des manifestations dans divers pays pour demander le soutien à la résistance palestinienne.

En réponse, les organisations sionistes et les partis de droite européens cherchent à le faire interdire.

Samidoun est classé comme mouvement terroriste par Israël et le Canada. Il est interdit aux Etats-Unis, en Allemagne et en Hollande... qui refusent même l'entrée du territoire à ses responsables.

Plusieurs gouvernements européens voudraient en faire de même... Début août 2025 le coordinateur du réseau pour l'Europe (Palestinien vivant en Belgique depuis de longues années) déjà fiché comme "prédicateur de haine" s'est vu retirer son statut de réfugié.

En 2025, il n'est pas outrancier de penser que la majorité du gouvernement belge est proche de l'extrême droite.

En France, toujours en août 2025, le gouvernement tente de faire dissoudre le mouvement, s'inscrivant dans la politique répressive qui a déjà interdit des manifestations propalestiniennes, poursuivi des personnes et organisations pour "*apologie du terrorisme*", interdit plusieurs événements sur tout le territoire... alors que les bombes pleuvent toujours sur Gaza.

A la mi-2025, malgré les affirmations du représentant de l'extrême droite néerlandaise, Samidoun ne figure pas sur la liste de l'Union européenne (Voir "Commission européenne") comme groupe terroriste.

SDEROT

Ce kibboutz/ville (7.400 habitants), situé à moins de cinq kms au nord de l'enclave de Gaza, a été fondé sur les ruines du village palestinien de Najd.

En mai 1948, juste avant la création de l'État d'Israël, une "Opération Barak" était lancée en application de "Daleth" (voir ce terme). Les 600 villageois de Najd et ceux du village voisin de Simsim furent assassinés ou expulsés vers Gaza par les miliciens de la brigade paramilitaire Palmach.

Cette brigade s'est rendue célèbre pour avoir, durant la Nakba (voir ce nom), empoisonné les puits de tribus bédouines avec des germes de la typhoïde.

Lors de l'attaque du 7 octobre 2023 (voir "Sept octobre 2023") les militants du Hamas s'empareront d'un poste de police et tueront 18 policiers. Environ 20 civils seront aussi abattus dans les rues de la ville.

L'armée israélienne encerclera le commissariat et le démolira avec les obus de ses chars puis avec ses bulldozers géants B9 (voir "Urbicide")... écrasant les partisans palestiniens qui s'y trouvaient.

Le FDI ("Forces de défense israéliennes") n'a pas informé sur le nombre de morts laissés par les assaillants.

Le 6 juin 2025, la municipalité de Sderot a fait installer des jumelles sur pied sur un promontoire permettant d'observer les bombardements sur Gaza.

C'est devenu un "must" pour les Israéliens qui y amènent de quoi pique-niquer.

SDE TEIMAN

Fin 2024, on estimait qu'il y avait entre 10 et 15.000 Palestiniens dans les geôles israéliennes, dont une des plus importantes est Sde Teiman, une base militaire transformée en lieu de détention et de torture. Cette prison est surnommée le "Guantanamo israélien".

De multiples témoignages d'anciens prisonniers et du personnel de la prison, font état de l'usage de la torture : viols, amputations sans anesthésie, attaques par des chiens, électrochocs... etc.

Plusieurs dizaines de Palestiniens sont morts dans ce camp sous la torture ou par la privation de besoins élémentaires tels des médicaments.

Pour Israël, les Palestiniens sont des "combattants illégaux", des terroristes qui n'ont pas droit aux protections offertes par le droit international... comme le montrent des images du camp de Sde Teiman dans lesquelles on peut voir des scènes dignes des centres de torture américains en Irak, comme celui d'Abou Ghraib, qui avaient choqué le monde en 2004.

Un militaire israélien, témoigne de la banalisation de la violence : "*Des détenus ont été passés à tabac par des soldats. Certains en sont sortis blessés, l'un en est mort. J'ai vu de la négligence médicale, des soignants qui ne donnaient pas d'antidouleurs... De la cruauté à l'état pur*".

Au moins 135 corps mutilés de Palestiniens renvoyés par Israël à Gaza en novembre 2025 avaient été détenus à Sde Teiman.

"Physicians for Human Rights Israël" a déclaré "*Le nombre sans précédent de Palestiniens morts en détention israélienne, les preuves vérifiées et documentées de décès résultant de tortures et de négligence médicale, et maintenant les conclusions tirées de l'examen des corps rapatriés, ne laissent aucun doute : une enquête internationale indépendante est désormais indispensable pour que les responsables en Israël soient tenus de rendre des comptes*".

À la suite de ces nombreux témoignages, cinq organisations de défense des droits humains ont saisi la Haute Cour de Justice (voir CPI et CIJ), demandant la fermeture du site... sans succès.

Fin octobre 2025, Yifat Tomer, la procureure militaire en chef – elle a le grade de général – a été obligée de démissionner après avoir autorisé la diffusion d'images témoignant de tortures, diffusion violemment condamnée par le ministre israélien de la Défense, Israel Katz *“Quiconque propage des calomnies diffamatoires à l'encontre des soldats de Tsahal n'est pas digne de porter l'uniforme”*... Elle a même été incarcérée sur ordre de Ben Gvir (voir ce nom), ministre de la sécurité nationale qui a déclaré *“le service pénitentiaire agissait avec une vigilance accrue pour assurer la sécurité de la détenue dans le centre de détention où elle a été placée en garde à vu”*.

Pas touche à la Hasbara ! (voir ce terme).... Et quand le message te déplaît, essaie de tuer le messenger !

Mais Sde Teiman est loin d'être une exception.

Meggido, Ashkelon, Anatot, Ketzi'Ot (voir ce nom), Damon, Ofer, Rakefet, Naftali et Neve Tirza (réservé aux femmes) sont d'autres lieux de détention accusés de pratiquer la torture.

SEPT OCTOBRE 2023

Les autorités israéliennes interdisant toute présence d'observateurs étrangers, il faudra attendre une future enquête de l'ONU et l'entrée d'une presse indépendante pour vérifier si, durant leur incursion, des assaillants palestiniens ont commis des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité.

Pramila Patten, représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU, avait estimé, dans son rapport de 2024 au Conseil de sécurité, qu'il y avait des "motifs raisonnables" de croire que des viols et viols collectifs avaient eu lieu le 7 octobre 2023.

Ce rapport avait été rédigé après un voyage en Israël, sur invitation du gouvernement israélien, et Mme Patten n'avait eu accès qu'aux documents fournis par le régime et rencontré que les personnes choisies par la FDI.

... Mais aucune rencontre avec des survivantes d'agressions sexuelles.

Selon le FDI, c'était impossible pour cause de *“traitement intense ou refus de venir témoigner.”*

Le 15 novembre 2025, Reem Alsalem, rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes, a déclaré qu'aucune enquête indépendante n'aurait conclu à des viols commis le 7 octobre 2023.

Il est cependant avéré que des exactions ont été commises et que des civils ont été assassinés dans cette attaque des partisans palestiniens – c'est ainsi que Marek Edelman, le héros du ghetto de Varsovie, appelait les Palestiniens qui luttent contre le régime sioniste – et que de nombreux isolés de Gaza ont profité des brèches dans la clôture pour aller se venger des colons.

Mais il est aussi avéré que, dès le soir du 7 octobre, les médias occidentaux (voir *“Médias occidentaux”*) ont complaisamment répercuté la propagande du régime israélien sur ces événements !

Tout le monde a pu lire ou entendre que, ce matin-là, des *“barbares palestiniens”* venus de Gaza (voir ce nom) ont attaqué et massacré de paisibles civils qui dansaient, dormaient ou prenaient leur petit déjeuner, décapitant leurs enfants et brûlant leurs corps, commettant des viols à la chaîne... etc.

Un pogrom ! Un génocide !

Netanyahu a pris le monde à témoin de la barbarie de ces *“animaux humains”* (voir ce terme) qui, un matin d'octobre, ont assassiné un peuple pacifique et provoqué le chaos dans un monde en paix.

... Mais il n'accepte pas d'enquête indépendante !

Aujourd'hui encore, la propagande sioniste martèle ces mots de pogrom (voir ce terme) et de génocide (voir ce terme) pour qualifier l'attaque palestinienne... Et, plus de deux ans après les faits, les médias occidentaux n'ont que rarement, très rarement, relevé l'absurdité de telles accusations.

A qui veut-on faire croire que tout a débuté le 7 octobre 2024 ?

Oubliées les dizaines de milliers de victimes palestiniennes depuis le début de la colonisation, il y a près de cent ans (voir *“Bilan mortuaire”*) ?

Plus de deux ans après le drame, les *“fake news”* sont toujours bien ancrés dans l'opinion occidentale et les informations qui, peu à peu, nous sont parvenues malgré la censure israélienne, ne semblent pas pouvoir rétablir la réalité... les faits !

En effet, le silence de la presse bien-pensante ne permet pas de *“renverser la table”*, ni de faire un sort à cet immonde slogan *“Israël a le droit de se défendre”*... proclamation qui tient pour nul et non-avenu qu'Israël est une puissance *“occupante”*.

Il ne fallait pourtant pas être prophète ou devin pour prévoir la réaction d'un peuple enfermé depuis près de vingt ans dans une "prison à ciel ouvert" et qui ne peut que contempler, juste de l'autre côté de la "clôture de sécurité", les villages dont il a été chassé.

Qui peut croire que la population de Gaza a oublié la Nakba (voir ce terme) ?

Qui peut croire qu'elle a oublié les centaines d'enfants et d'adolescents tués durant la "Marche du retour" (voir ce terme) de 2019... abattus, comme à la foire, par les snipers du haut de leurs miradors ?

Qui pouvait ignorer que Gaza était comme une cocotte-minute qui, tôt ou tard, allait exploser ?

Que sait-on, objectivement, de ce qui s'est passé le 7 octobre 2023 ?

Une première information, révélée quelques semaines après l'attaque, notamment par le quotidien israélien "Haaretz", est que le Hamas (voir ce nom) n'est pas la seule organisation à avoir lancé "Déluge d'Al-Aqsa" mais que tous les groupes armés de Gaza y ont participé : les "Brigades Al-Quds", les "Brigades Abu Ali Mustafa", les "Brigades Al-Nasir Salah al-Deen" et la "Brigade des martyrs d'Al-Aqsa".

Israël bloquant toute enquête sur ces événements, on ne peut que se référer aux témoignages des journalistes restés sur place (voir "Journalistes à Gaza"), à ceux de certains habitants des Kibboutz ou des militaires qui y étaient stationnés... et aux communiqués de l'armée elle-même, le FDI ("Forces de défense israéliennes").

Informations et faits... Liste non-exhaustive.

- Depuis plusieurs mois, les autorités militaires israéliennes étaient averties que le Hamas semblait préparer une attaque majeure... Avertissements apparemment ignorés ou négligés par l'État-major.

- Le 7 octobre 2025 au matin, les Palestiniens lancent l'opération "Déluge d'Al-Aqsa".

Plusieurs milliers de partisans envahissent le territoire israélien par de nombreuses brèches réalisées dans la fameuse "Barrière de séparation".

On ne connaît pas le nombre exact de brèches. Six ont été officialisées par la FDI mais d'autres sources parlent d'une cinquantaine d'ouvertures.

Ils surgissent en parapentes, motos, autos... et même sur des canots gonflables comme sur la plage de la base militaire de Zikim.

- Selon le décompte israélien, l'attaque aurait entraîné la mort de 1.206 personnes, majoritairement des civils. Plus de 300 militaires et policiers auraient été tués durant l'assaut ou la reprise des bases militaires et des kibboutz.

L'attaque aurait aussi fait plus de 3.400 blessés et 251 soldats et civils auraient été pris en otage.

Étant donné l'exclusion d'enquêteurs de la presse et de l'ONU, ces chiffres sont invérifiables.

- Plus de 100 combattants palestiniens qui visaient la base militaire de **Réïm** (voir ce nom), sont arrivés à "**Tribe of Nova**" (voir ce terme), une rave de musique techno organisée à moins d'un km de la barrière ceinturant Gaza. Selon le FDI, les Palestiniens n'avaient aucune connaissance de l'existence de cet événement et c'est par hasard qu'ils seraient arrivés sur le site où ils ont massacré et kidnappé les festivaliers, dans ce qui est devenu l'attaque terroriste la plus meurtrière de l'histoire d'Israël... Les images prises par les festivaliers et les Palestiniens témoignent que des crimes de guerre y ont été commis..

Des policiers étaient présents et certains des 3.500 à 4.000 participants étaient armés – les militaires israéliens portent leurs armes en dehors du service et il n'est pas rare de voir des civils israéliens circuler avec un pistolet automatique à la ceinture.

Bilan israélien de cet assaut : 378 tués et 44 prises d'otages... Pas d'infos sur les morts palestiniens.

- Le 7 octobre au matin, les Palestiniens lancent l'opération "Déluge d'Al-Aqsa"

Des policiers étaient présents et certains des 3.500 à 4.000 participants étaient armés – les militaires israéliens portent leurs armes en dehors du service et il n'est pas rare de voir des civils israéliens circuler avec un pistolet automatique à la ceinture.

Bilan israélien de cet assaut : 378 tués et 44 prises d'otages... Pas d'infos sur les morts palestiniens.

- Des alarmes aux troupes en charge de la "garde" de l'enclave disant que 150 palestiniens avaient envahi **Réïm** (voir "Réïm"), le QG de la *Division de Gaza* (143^e division Fire Fox), sont restées sans réponse.

C'est seulement cinq heures après le début de l'opération "Déluge d'Al-Aqsa" que des combats sont signalés à l'extérieur et dans la base militaire.

- Selon le Hamas, plusieurs véhicules et leurs occupants, israéliens et palestiniens, ont été détruits par les missiles Hellfire des hélicoptères Apache... pour les empêcher d'aller à Gaza.

Le régime sioniste nie cette attaque mais une enquête publiée dans “Yediot Aharonot”, journal proche du gouvernement, a conclu que *“Au moins 70 véhicules ont été détruits par des tirs de chars, de drones ou d’hélicoptères israéliens, conformément aux ordres du haut commandement militaire israélien d’empêcher la capture d’otages”* à n’importe quel prix” (voir “Hannibal”).

- Les rapports de l’armée et les enquêtes de la presse israélienne montrent que de nombreux bâtiments des kibboutzim ont été détruits, d’une manière qui correspond à l’utilisation d’armes lourdes que ne possédaient pas les insurgés palestiniens... révélant ainsi la responsabilité des chars Merkava.

- La base militaire de **Mopdarom**, située à environ 3,5 kilomètres de la frontière avec Gaza, au nord de Nir Oz (voir ce nom) a été envahie le 7 octobre 2023 par 35 Palestiniens qui sont parvenus à en prendre le contrôle pendant trois heures. Ils ont finalement été repoussés par des militaires arrivés plus tard dans la journée. Quatre soldats israéliens ont été tués et dix-sept autres blessés au cours des combats. Dix Palestiniens ont été abattus.

- Le kibboutz **Nir Oz** (voir ce nom) comptait environ 400 habitants au moment de l’attaque.

Selon FDI, plusieurs centaines de miliciens palestiniens ont d’abord pris d’assaut la partie nord du kibboutz, détruisant un char Merkava, avant de commettre des exactions contre la population.

De nombreuses maisons seront saccagées et/ou incendiées.

Le bilan estimé de l’attaque est de 20 à 27 morts et 80 personnes enlevées.

Le nombre de morts palestiniens est inconnu.

- La petite ville de **Ofakim** (voir ce nom), située à 25 kms de Gaza, a été infiltrée par 22 Palestiniens qui ont livré bataille aux policiers et aux résidents armés.

27 résidents et six policiers ont été tués au cours du combat.

Les 22 Palestiniens ont été “neutralisés”.

- Une trentaine de partisans palestiniens ont attaqué le kibboutz **Alumin**, situé à proximité de la “barrière de séparation” et ont combattu l’équipe de sécurité du kibboutz.

19 travailleurs étrangers originaires de Thaïlande et du Népal seront tués et tous les Palestiniens seront abattus par les militaires arrivés en renfort.

- **Nahal Oz** (voir ce nom) est une base militaire située à quelques centaines de mètres de la barrière.

C’est un important centre de renseignements pour l’armée israélienne.

Un rapport des “Forces de défense israéliennes” (FDI) mentionne qu’environ septante Palestiniens se sont infiltrés, ont détruit le poste de commandement et tué la plupart des soldats et soldates qui le défendaient.

Les combats se sont ensuite poursuivis dans le reste de la base et dans le kibboutz adjacent.

Selon le FDI, 53 soldats israéliens ainsi que 15 civils y seront tués et huit civils emmenés à Gaza.

La plupart des partisans palestiniens ont été tués dans les combats... sans précision.

- Une attaque a été déclenchée dès l’aube contre le kibboutz **Sufa**, ancien poste frontière collé à Gaza.

Selon le rapport de l’armée israélienne, un char de la compagnie territoriale a d’abord ouvert le feu sur les “terroristes” s’approchant de la clôture, neutralisant plusieurs d’entre eux venus sur des pickups et des motos. Mais quatre terroristes ont réussi à pénétrer dans le kibboutz... Tous abattus.

Une seconde attaque a été menée par une trentaine de Palestiniens qui ont été “neutralisés” par l’aviation et un commando d’élite... Tous les Palestiniens ont été abattus.

- Environ 120 partisans ont attaqué le célèbre poste-frontière de **Erez**, ce labyrinthe de tours en béton, d’enclos et de systèmes de surveillance, de canons, de scanners et de caméras..

Erez, le symbole visible de la domination du régime sioniste !.

Bilan : 9 soldats tués et 3 faits prisonniers... Deux d’entre eux seront ensuite tués par une bombe israélienne.

Selon la FDI, sur les 120 Palestiniens qui avaient envahi Erez, neuf ont été éliminés à l’intérieur de la base et des dizaines d’autres abattus à l’extérieur par des frappes aériennes.

- Une bataille s’est déroulée dans la petite ville de **Sdérot** située à 5 kms de Gaza – c’était un village palestinien du nom de Najd... rasé en 1948 (voir “Nakba”) – entre une quarantaine de partisans palestiniens et des unités de la police locale et des civils (voir “Sdérot”).

Les Palestiniens seront tous éliminés et, côté israélien, 18 policiers et 37 civils perdront la vie.

- Le moshav (colonie agricole) de **Yakhini** est situé à une dizaine de kms de la clôture de Gaza.

Après plus de trois heures de combat, les huit terroristes infiltrés dans le moshav ont été “neutralisés”. Côté israélien, on constate la mort de six résidents dont une policière de la Magav (police des frontières) un agent du Shin Bet (voir ce terme) et onze autres victimes.

- Seize partisans de la force Nukhba du Hamas sont arrivés par erreur au moshav **Ein Habesor** situé à une dizaine

de kms de la barrière ceinturant Gaza. La brigade de défense les a rapidement repoussé. Selon le FDI *“Seuls deux habitants ont été blessés lors du pogrom et le moshav a subi peu de dégâts”*.

- Les Palestiniens avaient comme projet d'attaquer **Urim**, une base militaire de haute importance pour le régime sioniste. Sa fonction est d'intercepter les appels téléphoniques, les courriels et autres communications du Moyen-Orient, d'Europe, d'Afrique et d'Asie... Mais d'après la FDI *“Arrivés à la jonction d'Urim, les terroristes ont suivi la mauvaise direction et ont attaqué une base adjacente du commandement du Front intérieur. Huit soldats ont été tués et plusieurs autres blessés”*. Tous les assaillants ont été abattus.

- Des combats se sont déroulés au camp militaire **Yiftach**, situé à la frontière nord de l'enclave. C'est une importante base construite sur les ruines de Qadas, village palestinien rasé en 1948. 27 partisans ont mené l'assaut qui a coûté la vie à neuf soldats israéliens.

L'arrivée successive de chars et d'unités d'élite a permis de reprendre le contrôle.

- Trois Palestiniens ont attaqué en parapente le village de **Netiv Ha Asara**, situé à côté du check-point de Erez et démolit la tour de contrôle militaire. 21 militaires israéliens ont été tués dans l'affrontement.

- Des combats se sont déroulés au kibboutz **Nir Am** où environ 65 partisans ont tenté de s'infiltrer. Les chars Merkava et les forces du 13ème bataillon de la brigade Golani sont parvenus à les repousser et ont abattus un nombre non précisé d'envahisseurs.

- Des combats se sont déroulés dans le kibboutz **Be'eri** (voir ce nom) proche de la “barrière de séparation”.

Environ 300 Palestiniens ont envahi le kibboutz et tué 102 colons et militaires israéliens.

Un rapport de l'ONU indique qu'au moins 57 structures du kibboutz ont été endommagées ou détruites, soit plus d'un tiers de l'ensemble des bâtiments résidentiels.

Les obus d'un char ont démolit et incendié une maison, dans laquelle une quarantaine d'hommes du Hamas retenaient 15 Israéliens... Un civil israélien est le seul survivant.

Au moins 100 Palestiniens ont été tués par les forces israéliennes et 18 ont été capturés.

- Une bataille s'est déroulée dans le kibboutz **Zikim** et sa base militaire Bahad 4, situés au nord de Gaza, au bord de l'océan à quelques centaines de mètres de la “barrière de séparation”.

38 Palestiniens sont arrivés avec six pneumatiques qui seront détruits avant d'atteindre la plage... 16 partisans pourront cependant débarquer et attaquer le kibboutz.

Selon le FDI *“Grâce à l'alerte donnée par la marine, l'équipe de sécurité civile du kibboutz se positionne stratégiquement. Après un échange de tirs, les assaillants sont neutralisés”*.

Sur la base Bahad 4, six officiers et une recrue ont été tués avant que les assaillants ne soient abattus.

- Une bataille s'est déroulée au kibboutz **Magen**, situé à cinq kms au sud de l'enclave de Gaza.

L'équipe de défense civile a combattu une vingtaine de militants du Hamas et les a mis en échec. Deux membres du kibboutz ont été tués et les Palestiniens se sont retirés emportant les blessés et les morts avec eux et laissant derrière eux les corps de deux d'entre eux.

- Il y a eu un affrontement au kibboutz **Nir Yitzhak**, situé à moins de trois kms de la barrière sud de Gaza.

Ce kibboutz a été fondé en 1949 par l'armée israélienne et est un centre de formation pour les Juifs non israéliens qui se portent volontaires pour servir dans l'armée sioniste.

Trois résidents seront tués et cinq emmenés vers Gaza.

- Les Palestiniens ont attaqué **Kerem Shalom**, poste frontière entre l'Égypte et Gaza.

Plusieurs dizaines de Palestiniens ont tenté de s'y infiltrer par vagues successives, se heurtant à la résistance des militaires du groupe de sécurité local. L'aviation est intervenue puis des renforts terrestres sont arrivés. Le bilan fait état de six membres des forces de sécurité tués, neuf soldats et un civil blessés, mais aucun enlèvement... Le IDF a annoncé la “neutralisation” de plusieurs dizaines de Palestiniens.

- Le kibboutz **Kfar Aza**, situé à moins de trois kms de l'enclave de Gaza, a été attaqué par un commando palestinien d'environ 80 hommes dont six assaillants par les airs en parapentes.

Le groupe de défense a perdu 18 hommes avant d'être secouru par un bataillon de 250 parachutistes.

Selon les autorités israéliennes, sur les 765 habitants du kibboutz, 46 civils et 31 militaires ont été tués... Ce chiffre sera ensuite ramené à 64 morts israéliens et 19 Israéliens emmenés à Gaza.

Aucune information sur le nombre de Palestiniens tués n'a été communiqué par la FDI.

- Au lendemain de l'attaque de Kfar Aza une journaliste de la TV sioniste I24News affirmera que quarante bébés ont été assassinés, et que certains ont été décapités.

Cette "fake news" sera diffusée par de nombreux médias et il faudra attendre le 19 octobre 2025 pour que le journal Haaretz informe que *"la plus jeune victime du massacre de Kfar Aza est un adolescent de 15 ans du nom de Kutz"*... et qu'il n'y a jamais eu de bébés ou d'enfants décapités !

- Le kibboutz **Kissoufim**, situé à quelques mètres de la barrière, a été fondé en 1951 par les "Jeunesses sionistes des USA" et jusqu'en 2005 et le retrait de Gaza par Israël (voir "Sharon"), il était le point d'entrée sud de l'enclave, utilisé par l'armée et les colons.

Le 7 octobre 2023 l'attaque des Palestiniens a provoqué la mort de 8 Israéliens et de 6 travailleurs étrangers.

Quatre personnes seront enlevées et menées vers Gaza... Pas d'information sur les pertes palestiniennes.

.....

Au bout de ce long déroulé, certainement très incomplet, une question essentielle se pose : à quand une commission d'enquête internationale sur cette tragédie ?

Quand saurons-nous ce qui s'est réellement passé ?

Sans vouloir le moins du monde excuser ou passer à "pertes et profits" les probables crimes de guerre perpétrés, comment rétablir la vérité face au tsunami de déclarations frauduleuses qui ont inondé les réseaux sociaux et les médias du monde entier ?

Parmi ce flot d'accusations contre les "animaux humains" (voir ce terme), il y en a une qui a pris une ampleur particulière : les quarante bébés du kibboutz Kfar Aza !

Itai Veruv, général de division, affirmera *"Nous avons vu les bébés, les mères, les pères, dans leurs chambres, dans leurs salles de protection et comment le terroriste les tue."*

Et de son côté le lieutenant-colonel Buskita, soutenu par le général Hagari, porte-parole de l'armée israélienne, affirmera avoir vu des *"bébés pendus en rang sur une corde à linge"*.

Ce Buskita est un membre de "IDSF Habithonistim", un organisme dont le but déclaré est de "façonner et d'influencer le récit quant aux besoins de sécurité nationale d'Israël".

Il faudra attendre de nombreuses semaines de silence, pour que les rétractations et démentis commencent à être médiatisés... discrètement.

Plus de deux ans se sont écoulés et la Hasbara (voir ce terme) a fait son œuvre avec la complicité des médias dit "mainstream" et de responsables politiques occidentaux.

Une grande partie de l'opinion publique croit toujours à la véracité de ces odieuses allégations.

Ce qui est factuel, c'est que le 7 octobre 2023 de sanglants combats – une quarantaine selon le FDI – se sont déroulés et que de nombreux militaires et civils ont été faits prisonniers (voir "Otages et Prisonniers") et emmenés vers Gaza... Mais où sont les enfants décapités, les femmes violées et éviscérées à la chaîne, les couples brûlés vifs, les vieillards suppliciés ?

Où avez-vous vu un "pogrom" (voir ce terme) ?

SHAMIR

Yitzhak Shamir, né Icchak Jaziernicki en Bielorussie en 1915 et émigré en Palestine vers 1935, était un terroriste sioniste devenu homme politique (Premier ministre, Ministre des affaires étrangères...).

.A son arrivée en Palestine, il a rejoint l'Irgoun, une organisation armée d'extrême droite qui commettra de nombreux attentats contre les civils palestiniens de 1936 à 1939, faisant près de 300 victimes.

Il devint ensuite chef du Lehi, groupe terroriste resté célèbre par l'attentat à la bombe, en 1946, de l'hôtel King David qui fit 91 morts... attentat réalisé en collaboration avec le groupe de Begin (voir ce nom).

Un autre de ses "hauts faits" est son projet d'alliance militaire avec le régime hitlérien de 1941– Il y avait alors déjà huit ans que Dachau, le premier camp de concentration, était ouvert (!) – lui a valu d'être arrêté par les anglais pour "terrorisme et collaboration avec l'ennemi nazi".

Il est aussi responsable de l'assassinat de Folke Bernadote, médiateur de l'ONU en mission pour proposer un plan de partage entre Israël et la population palestinienne.

Plusieurs fois emprisonné puis expulsé par les occupants britanniques, il ne reviendra en Israël qu'après la création de l'État en 1948.

Dans les années soixante, il dirigera les services du Mossad (voir ce terme) implantés en France.

Durant cette période, il coopèrera à la répression de la résistance algérienne avant de soutenir les tenants de l'Algérie française (OAS).

En 1965, Shamir et les services français du Mossad ont également été impliqués dans l'enlèvement et l'assassinat de Mehdi Ben Barka, l'opposant à la dictature marocaine.

Yitzhak Shamir, grand partisan de "Eretz Israël" (voir ce terme) quitta la direction du Likoud en 1993, non sans avoir critiqué la politique envers les Palestiniens de son successeur "Bibi" Netanyahu qu'il jugeait trop modérée.

A propos des Palestiniens, son point de vue est sans ambiguïté.

Le 1er avril 1988, il était alors premier ministre, il déclarait : *"Les Palestiniens seront écrasés comme des sauterelles... leurs têtes éclatées contre les rochers et les murs"*.

Yitzhak Shamir ne passera jamais en jugement pour crime contre l'humanité.

SHARON

Les parents du général Ariel Sharon, né Scheinermann, étaient des colons sionistes venus de Biélorussie.

Lui-même est né en 1928 en Palestine, dans un "moshav", une implantation coloniale.

Il a été ministre des affaires étrangères durant l'année 1999 et premier ministre d'Israël de 2001 à 2006.

Comme commandant d'un bataillon, il dirigea le massacre du village de Qibya en 1953.

Le dynamitage des maisons tua soixante-neuf civils, surtout des femmes et des enfants.

Ce massacre avait été condamné par l'ONU... sans conséquence pour la carrière du futur général.

Outre son rôle dans la guerre "des six jours" en 1967 et celle du "Kippour" en 1973, il est resté célèbre par son implication dans les massacres de Sabra et Chatila (voir ces noms), perpétrés avec son appui militaire par les phalangistes libanais en 1982.

En 2000, il provoquera la seconde intifada (voir ce nom) palestinienne qui fera plus de 3.000 morts, tant palestiniens qu'israéliens.

En 2001, il ordonnera la démolition de l'aéroport Arafat et en 2004, il fut le commanditaire de l'assassinat du fondateur du Hamas (voir ce terme).

En 2005, réalisera le "Plan de désengagement" des 8.000 colons installés dans l'enclave de Gaza... mais n'en conférera pas l'autorité aux Palestiniens... qui ne contrôleront ni leurs frontières, ni leurs eaux territoriales, ni leur espace aérien.

Sharon ordonnera alors la construction de la fameuse "barrière de séparation" (voir ce terme) de 65 kms de long qui fera de Gaza une prison à ciel ouvert pour plus de deux millions d'habitants.

Petite "cerise sur le gâteau"... En 2005, il inaugurera en grande pompe le musée de Yad Vashem dédié à la mémoire des Juifs exterminés par les nazis.

Ce musée est construit sur les terres des villageois de Deir Yassin qu'il a contribué à massacrer en 1947.

Ariel Sharon ne passera jamais en jugement pour crime contre l'humanité.

SHIN BET

C'est un des trois services de renseignement israéliens, aux côtés de l'Aman (renseignement militaire) et du Mossad (renseignement extérieur).

Le Shin Bet a pour tâche de collecter les renseignements liés à la sécurité intérieure, protéger les infrastructures critiques, faire du contre-espionnage, et combattre la résistance, qualifiée de le terrorisme.

Contrairement au Mossad (voir ce terme) qui n'obéit à aucune loi israélienne car il agit à l'étranger, le Shin Bet est encadré et surveillé. Il doit ainsi présenter de manière régulière un bilan de ses activités devant le Parlement israélien.

En 1997, le "Comité de l'ONU contre la torture" conclut que les méthodes d'interrogatoire utilisées par le Shin Bet constituaient des actes de torture contraires à la Convention de 1984... pourtant ratifiée par l'État d'Israël.

Des dizaines d'années se sont écoulées et des actes de torture continuent à être pratiqués (voir "Sde Teiman").

SHOAH

Ce nom, signifiant “catastrophe” — “Nakba” (voir ce nom) a la même signification pour les Palestiniens — a été donné à l'entreprise d'extermination systématique, menée par l'Allemagne nazie et ses alliés contre la population de religion ou de culture juive pendant la seconde guerre mondiale.

Elle a conduit à la disparition de cinq à six millions de Juifs, soit les deux tiers de celles et ceux d'Europe... représentant environ 40 % des Juifs du monde (voir “Juif(ve)”).

L'extermination des Juifs durant cette période se distingue par son caractère industriel, bureaucratique et systématique qui rend l'action génocidaire nazie unique dans l'histoire de l'humanité.

Paroxysme d'antisémitisme, ce génocide (voir ce terme) éradique une population qui ne représentait aucune menace militaire ou politique, sinon dans l'imagination des bourreaux.

En 1935, deux ans après son arrivée au pouvoir, Hitler promulgua les “Lois de Nuremberg” qui accentuaient le processus d'exclusion des Juifs de la société allemande entamé dès avril 1933.

Symboles des théories raciales inhérentes à l'idéologie nazie, ces lois allaient fournir un cadre juridique à la persécution systématique des juifs en Allemagne et faire d'eux des étrangers dans leur propre pays

Même si les lois de Nuremberg de 1935 ne mentionnaient explicitement que les Juifs, elles s'appliquaient également aux noirs et aux Roms.

On considère cependant que la Shoah a réellement débuté par la “Nuit de Cristal” de la nuit du 9 au 10 novembre 1938, durant laquelle des militants nazis saccagent 7500 magasins appartenant à des Juifs, détruisent 267 synagogues et tuent 91 personnes, en blessant des centaines d'autres. 30 000 hommes juifs furent arrêtés et déportés dans les camps de concentration de Dachau et Buchenwald... qui “fonctionnaient” déjà depuis 1933. S'en suivirent les mises en place des sinistres camps d'extermination et des fours crématoires de Auschwitz, Mauthausen, Majdanek, Sobibor et autres Treblinka.

Durant cette même période, l'extermination d'environ un million de Roms, de milliers d'homosexuels, d'opposants politiques et autres victimes de la barbarie n'est pas concerné par ce terme... dans leur cas, on parle du “génocide nazi”.

Selon “l'Autorité des droits pour les rescapés de la Shoah”, il reste (chiffre d'avril 2024) 40.756 rescapés des persécutions juives sous le nazisme entre 1933 à 1945.

Le gouvernement allemand, via la “Claim Conference”, a versé environ 1,2 milliard de dollars en prestations d'indemnisation et de protection sociale pour les survivants de la Shoah dans le monde.... dont la majeure partie au gouvernement israélien.

A ce montant, il faut aujourd'hui ajouter l'aide supplémentaire versée par Berlin à Israël après l'attaque du 7 octobre 2023, soit 25 millions d'euros.

Cependant, malgré cet afflux financier, un sondage de la “Fondation pour le bien-être des victimes de la Shoah” et de la “Fondation de l'Amitié” révèle une réalité alarmante.

Selon cette enquête, 30 % des survivants peinent à couvrir leurs dépenses mensuelles avec leurs revenus actuels, tandis que seuls 23 % y parviennent sans difficulté.

Plus inquiétant encore, 71 % vivent avec moins de 6.000 shekels par mois, soit en dessous du salaire minimum israélien... Visiblement, l'argent versé par l'Allemagne n'est pas toujours arrivé à bon port !

SIONISME

Ce mot désigne une doctrine politique prônant la création d'un État exclusivement réservé à une population de religion et/ou de culture juive.

Cette idéologie est apparue vers la fin du dix-neuvième siècle, principalement parmi les communautés ashkénazes d'Europe centrale et orientale, en réaction aux pogroms (voir ce mot) qui sévissaient en Russie.

Elle est fondée sur l'ethno-nationalisme qui est la source et le moteur de la conquête violente du territoire palestinien, de l'expulsion de ses habitants et des pratiques d'apartheid sur ceux qui sont restés.

A la lecture des divers documents sur la naissance et le développement de ce mouvement, on constate qu'il existe au moins deux formes de sionisme... ou que le projet originel a été dévoyé.

Le premier mouvement, issu de la création de l'“Organisation Sioniste Mondiale” de 1897, est laïc et porteur de l'aspiration à créer un foyer territorial... de manière pacifique !

Martin Buber (1878-1965), apôtre d'un État binational et démocratique, fut l'un des principaux militants de cette voie préconisant l'entente avec les Palestiniens.

L'implantation devait se faire par l'achat de terres ou la concession d'un territoire vierge d'habitants. Si ce n'était pas le cas, une négociation devait permettre de trouver un accord avec la population locale. Les militants de ce sionisme originel réalisèrent les premiers achats de terres palestiniennes... elles représentaient environ 6 % du pays au moment du nettoyage ethnique de 1948.

Dans le contexte historique particulier d'alors, ce projet était considéré comme honorable... Mais les premiers pionniers venus d'Europe ont du affronter l'hostilité des communautés juives installées de longue date en Palestine, ces Haredim (voir ce nom) qui vivaient en harmonie avec les Palestiniens et consacraient leur vie à l'étude et à la prière dans les écoles rabbiniques de Jérusalem, d'Hébron, de Safed et de Tibériade. ... Ce sont ces mêmes Haredim qui s'opposent en 2025 au gouvernement de Netanyahu.

La seconde forme de sionisme, celle du régime israélien actuel et, malheureusement, d'une importante partie de la communauté juive occidentale, est en quelque sorte le négatif de l'idéologie originelle qui prônait l'établissement d'un "foyer" pacifique dans un territoire étranger... alors que ces "nouveaux sionistes" sont antidémocratiques, avec pour objectif la création d'un État par la colonisation !

C'est le projet des groupes terroristes de l'Irgoun (matrice du Likoud, le parti de Netanyahu) et du Lehi qui semèrent la mort pour arriver à leurs fins de conquête.

Ainsi, les Begin, Stern, Jabotinsky, Shamir, Ben Gourion, Sharon... transformeront l'utopie pacifique en invasion violente et passeront le relais à leurs héritiers (Netanyahu, Smotrich, Ben Gvir...).

En 1909, Méïr Dizengoff, futur Maire de Tel Aviv, mettait déjà en garde contre cette dérive criminelle et disait : *"Comment les Juifs qui exigent leur émancipation en Russie peuvent-ils dépouiller leur prochains de leurs droits et agir en égoïstes envers d'autres travailleurs lorsqu'ils arrivent en Eretz-Israël."*

Les dirigeants sionistes de l'entre-deux-guerres, Arthur Ruppin, Chaim Weizmann et David Ben Gourion, ont exprimé leur préférence pour la construction d'un État plutôt que pour le sauvetage des Juifs.

Dès 1938, Ben Gourion (voir ce nom) déclara *"Si je savais qu'il serait possible de sauver tous les enfants d'Allemagne en les ramenant en Angleterre, ou seulement la moitié d'entre eux en les transportant en Israël, alors j'opterais pour la deuxième solution, car nous devons prendre en compte non seulement la vie de ces enfants, mais aussi l'histoire du peuple d'Israël"*.

Ainsi, le caractère sacré de l'État juif l'emportant sur celui de la vie juive, les dirigeants sionistes n'ont cherché à sauver les Juifs de la persécution que dans la mesure où cela servait l'intérêt de l'objectif réel du sionisme, à savoir l'établissement d'un état sur le territoire où vivaient les Palestiniens.

En novembre 1975, l'Assemblée générale des Nations unies *"détermina"* que le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale... Quelques années plus tard, en 1991, sous la pression des États-Unis et sans débat contradictoire, cette même assemblée révoqua cette résolution.

Mais, comme l'écrit Gideon Levy, journaliste israélien : *"L'idéal sioniste, c'est maintenant la guerre qui fait rage à Gaza. Un crime terrible qui reste à définir devant les tribunaux internationaux, une guerre qui horripile le monde entier, à juste titre, un crime qui est maintenant transformé en valeur."*

En 1981 déjà, le grand historien Pierre Vidal-Naquet rappelait que *"Le choix sioniste a sa logique qui est précisément l'inverse de ce qu'avait été l'attitude la plus courante du judaïsme diasporique du 19e siècle et du début du 20e siècle, en Europe et plus ou moins aussi en Amérique. Ceux qui étaient par excellence les exclus sont devenus ceux qui excluent. À l'« interdit aux Juifs » des antisémites correspond l'« interdit aux non-Juifs » qui est la règle d'Israël"*.

SMOTRICH

Bezalel Smotrich est un politicien israélien d'extrême droite, ministre des finances et de la défense dans le gouvernement de Netanyahu (voir ce nom). Avec Itamar Ben Gvir (voir ce nom), Ministre de la sécurité nationale, il représente aujourd'hui la fraction la plus messianique et colonialiste du pouvoir sioniste. Concernant les Palestiniens, il est sans ambiguïté.

En 2023, il déclarait *"Il n'y a pas de peuple palestinien... le peuple palestinien est une invention datant de moins de 100 ans"*.

Et pour ce qui est de ceux de Gaza : *"Je saluerai l'émigration volontaire des Arabes de Gaza vers des pays du monde entier. C'est la bonne solution humanitaire pour les habitants de Gaza et de toute la région après 75 ans de déplacements, de misère et de dangers car il n'y a pas de population civile innocente à Gaza."*

Tant que la guerre continuera, il sera immoral et impensable de laisser passer des camions soi-disant humanitaires".

En octobre 2024, lors d'une conférence organisée par *Israël 365*, un média israélien destiné aux évangéliques (voir "Lobbys") étatsuniens, il confirmera son projet. *"Israël doit faire une déclaration sans équivoque aux Arabes et au monde entier : un État palestinien ne sera jamais créé, grâce à l'établissement de nouvelles villes et colonies au plus profond de la Judée-Samarie [Cisjordanie] et l'arrivée de centaines de milliers de colons supplémentaires pour vivre dans ces villes et colonies"*.

Il joutera qu'Israël doit également étendre son contrôle sur l'enclave de à Gaza.

"Malheureusement, nous avons vu et constaté au cours de l'année écoulée des preuves vraiment douloureuses que lorsqu'il n'y a pas de présence militaire pendant une longue période, il n'y a plus de sécurité, et qu'une menace existentielle pèse alors sur Israël et ses citoyens, et nous ne devons en aucun cas permettre cela".

En novembre 2024, il a annoncé que 2025 serait l'année de l'annexion complète de la Cisjordanie et de l'élimination des "dangers" liés à un État palestinien.

"La seule façon d'éliminer le danger d'un État terroriste palestinien de notre ordre du jour est d'appliquer la souveraineté israélienne à la colonisation juive dans l'ensemble de la Judée et de la Samarie".

Enfin, fin novembre 2024, il a appelé à exploiter ce qu'il décrit comme « l'opportunité » de la présidence de Trump pour réduire de moitié la population palestinienne de Gaza.

"Il est nécessaire d'occuper la bande de Gaza et de créer une situation où la population de Gaza sera la moitié de ce qu'elle est aujourd'hui d'ici deux ans !".

En août 2025, Smotrich a relancé le projet "E1" (voir ce terme) de colonisation des terres palestiniennes par la construction de plus de 3 000 logements entre Jérusalem et la colonie de Maale Adumim.

Ce projet aurait pour conséquence de couper la Cisjordanie de Jérusalem-Est occupée.

Comme dit Smotrich *"Cela enterrera définitivement l'idée d'un État palestinien parce qu'il n'y aura alors plus rien à reconnaître et personne à reconnaître"*.

Bezael Smotrich est sans conteste le digne héritier du fascisme d'antan.

Le 9 septembre 2025, le Parlement européen a décidé qu'il était désormais, ainsi que Ben Gvir, déclaré "persona non grata" dans l'ensemble des 29 pays membres de l'espace Schengen.



Capture d'écran



TERRORISME

Ce terme qualifie l'usage d'actes de violence par une organisation politique, en vue de créer un climat d'insécurité dans la population... Le mot "terroriste" était notamment utilisé par les Nazis pour désigner les résistants des pays qu'ils occupaient.

Il correspond aussi à l'accusation inventée par les pouvoirs occidentaux au fil de l'histoire coloniale, afin de justifier la répression des actes de résistance des autochtones.

C'est ainsi que le régime israélien considère qu'il n'existe pas d'opposants respectables à son pouvoir, seulement des terroristes. Quel que soit l'endroit et l'action violente des Palestiniens, tout acte de résistance est considéré comme terroriste.

Haneen Zoabi, Israélienne arabe et ancienne députée, a déclaré : *"Il n'est pas possible de faire la distinction entre le Hamas et le peuple palestinien. Ceux qui sont entrés sur le territoire le 7 octobre ne sont pas entrés sur le territoire israélien, mais sur leur propre terre. Tout Palestinien doit résister à l'occupation israélienne."*... Elle a été emprisonnée le 21 septembre 2025 pour incitation au terrorisme.

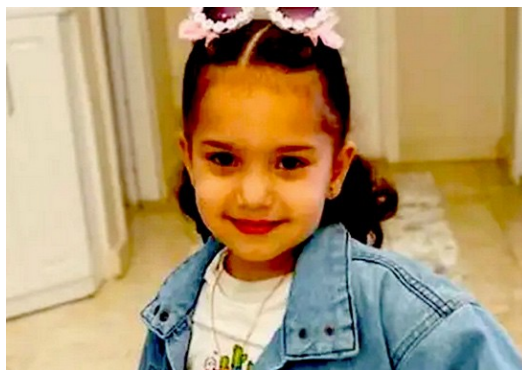
Le régime israélien est souvent qualifié d'"État terroriste" étant donné qu'il utilise la force et la violence contre la population palestinienne pour la contraindre à accepter sans réserve son idéologie et son pouvoir. Les moyens utilisés par le régime sioniste (voir "Sionisme") vont des punitions collectives à l'organisation de la famine (voir "Génocide") qui créent un climat de terreur et de soumission dans la population,... ce qui reflète bien les particularités du terrorisme d'État.

La mise à mort le 29 janvier 2024 de la petite Hind Rajab est un horrible témoignage supplémentaire du terrorisme pratiqué par un État colonialiste (voir "Colonialisme").

Elle allait avoir six ans et avec ses quatre cousins, sa tante et son oncle elle fuyait la ville de Gaza sur ordre de l'armée israélienne... quand un char israélien les a pris pour cible.

On dénombrera 335 impacts de balles sur la voiture familiale... Balles perforantes et mitrailleuse FN Mag fournies par la "Fabrique Nationale de Belgique" qui équipe les chars Merkava de l'armée "la plus morale du monde".

... Mais la petite fille avait survécu !



Terrorisée, elle est restée des heures, seule dans la voiture criblée de balles à côté des corps de ses proches. Elle est parvenue à téléphoner *"J'ai si peur, s'il te plaît, viens. Viens, emmène-moi. S'il te plaît viendras-tu ?"*

Les ambulanciers du Croissant-Rouge, venus pour la sauver, ils s'appelaient Yusuf Zeino et Ahmed al-Madhoun, seront délibérément exécutés par la mitrailleuse du Merkava.

Après de longues minutes, le tireur, le lieutenant-colonel Beni Aharon, achèvera la sinistre besogne et, d'une dernière salve, exécutera la petite Palestinienne... Un "animal à visage humain" de moins !

Le 2 février 2024, le porte-parole de FDI affirmera ne pas être au courant de "l'incident" et qu'il n'y avait aucun char ou soldat à proximité du véhicule... et pendant douze jours interdira l'accès aux victimes.

Un an plus tard, en septembre 2025, en réponse à ce crime de guerre, le régime sioniste nommera le lieutenant- colonel Beni Aharon au grade de commandant de la 146e Division blindée !

Une autre figure de ce terrorisme d'État est Yehuda Vach, général de brigade de la 252e division de la FDI. Né dans une colonie illégale de Cisjordanie, il a pour mentor le rabbin Redel qui pense que " *L'idéologie de Hitler était à 100 % correcte, mais il visait la mauvaise cible : il aurait dû exterminer les musulmans.*"

Ses "exploits" se situent surtout à Gaza où il ordonne la destruction d'hôpitaux, empêche les camions d'aide humanitaire d'entrer dans l'enclave, ordonne de tirer sur les ambulances, d'abattre les civils à la recherche de vivres... etc .

Une plainte à son encontre a été déposée auprès de la Cour pénale internationale (voir "CPI") pour génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Il est probable que d'autres visages de criminels apparaîtront... quand il sera possible d'enquêter.

TRIBE of NOVA

Selon l'État-major des forces israéliennes "plus de 100 terroristes du Hamas sont arrivés par hasard le matin du 7 octobre 2023 à cette "rave" organisée près de la base militaire de Reim (voir ce nom), très proche de Gaza. Ils ont massacré et kidnappé les participants, dans ce qui est devenu l'attaque terroriste la plus meurtrière de l'histoire d'Israël.. et un crime de guerre indéniable..

Plus de 3.500 personnes assistaient à cette rave nocturne, aux côtés d'environ 400 membres du personnel et 75 agents de sécurité. Au total, 344 participants et 34 membres des équipes de sécurité ont été tués et 44 personnes ont été emmenées dans la bande de Gaza.

Selon les éléments disponibles, le Hamas n'avait aucune connaissance préalable de l'existence du festival lors du lancement de son attaque, et serait arrivé sur le site par hasard.

À 8 heures du matin, près de 90 % des participants à la fête avaient évacué la zone de la rave, seuls le personnel de l'événement et quelques policiers étaient encore sur place, ainsi que certains festivaliers qui pensaient être plus en sécurité que sur les routes.

C'est à ce moment-là que plus de 100 terroristes du Hamas, circulant à bord de 14 camionnettes et de deux motos, se sont infiltrés en Israël et sont passés par la localité de Beerli (voir ce nom), située à la frontière de la bande de Gaza." (voir "Sept octobre 2023")

Deux heures après le début de l'attaque, le commandant de Réim (voir ce nom) a décidé d'envoyer son unité d'élite. Ses troupes n'ont toutefois jamais atteint le site de la rave, car elles ont été prises dans les combats à Reim même.

Israël a toujours refusé la moindre enquête indépendante sur ce drame !





UNESCO

Cet organisme des Nations Unies soutient et encourage la coopération dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication afin de promouvoir la paix dans le monde entier.

Il fournit des services essentiels à ses États Membres, en établissant des normes et des règles mondiales, en élaborant des outils de coopération internationale, en produisant des connaissances pour les politiques publiques et en créant des réseaux mondiaux de sites et d'institutions.

Entre 2015 et 2025, l'Unesco a activement encouragé l'éducation à la connaissance de l'Holocauste perpétré par les nazis en partenariat avec les principales institutions, telles le "United States Holocaust Memorial Museum", ou le "Musée d'État Auschwitz-Birkenau", et a aidé 24 États membres dans toutes les régions à intégrer l'histoire de l'Holocauste dans leurs programmes nationaux.

En 2011, la Palestine a été admise comme membre à part entière de l'organisation, ce qui a conduit les États-Unis à cesser de la financer.

En 2018, protestant contre cette admission et la reconnaissance de la vieille ville d'Hébron (voir ce nom) comme patrimoine mondial, Israël s'est aussi retiré de l'organisation.

En juillet 2025, les USA se sont également retirés, estimant que l'Unesco fait preuve de parti pris contre Israël et promeut des causes "clivantes".

Bis repetita... Les USA ont annoncé, le 22 juillet 2025, leur retrait de l'organisation qu'ils avaient déjà quittée sous l'impulsion de Donald Trump fin 2018 avant d'y revenir en 2023 *"La décision de l'UNESCO d'admettre l'État de Palestine comme État membre est hautement problématique, contraire à la politique des États-Unis, et a contribué à la prolifération de discours hostiles à Israël au sein de l'organisation"*.

UNRWA

Créé en 1949 pour porter secours aux Palestiniens expulsés de leurs villages et de leurs terres par l'armée israélienne, l'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency) est l'office de secours de l'ONU pour les réfugiés de Palestine.

Cette agence apporte une aide humanitaire à plusieurs millions de personnes, fait fonctionner plus de 700 écoles qui scolarisent plus de 500.000 enfants palestiniens. Elle a également créé 26 hôpitaux dans la bande de Gaza comprenant médecins, infirmières et personnel administratif.

Depuis octobre 2023, l'armée israélienne a mené des attaques meurtrières contre les installations de l'UNRWA à Gaza, un millier pour les seuls hôpitaux.

Plus de 140 centres, dont de nombreuses écoles, ont été bombardés et au moins 197 membres de l'agence onusienne ont été tués (chiffre au 7 juillet 2024)... Il s'agit du plus grand nombre de morts jamais subi par le personnel de l'ONU au cours d'une guerre.

En 2024, le régime sioniste a mené une agressive campagne de désinformation auprès des pays donateurs pour obtenir la suppression du financement de l'agence.

Un porte-parole du Likoud (voir ce nom) proclame alors : *"Le monde commence à comprendre que l'UNRWA est une branche du Hamas et non une organisation humanitaire. Ses employés ont participé au massacre du 7 octobre, ses installations ont caché des armes, et elle a éduqué des générations de terroristes."*

Le 22 juillet 2024, le parlement israélien a officiellement déclaré que cette agence humanitaire était une organisation terroriste ... justifiant ainsi les massacres dans les hôpitaux et la démolition des bâtiments.

Fin octobre 2024 de cette même année, une loi interdisant la présence et les activités de l'agence des Nations unies sur le territoire israélien a été votée, à une écrasante majorité par la Knesset.

Les Nations unies ont averti que cette décision pourrait être considérée comme un acte de punition collective, interdit par le droit humanitaire international.

Malgré la publication d'une enquête de l'ONU, jugeant non-fondées les accusations israéliennes, et la confirmation du soutien financier par les pays donateurs, dont les USA... la campagne de désinformation ne s'est toujours pas arrêtée (novembre 2025).

La Cour internationale de Justice (voir ce terme) a affirmé qu'aucune organisation ne peut remplacer la capacité de l'UNRWA à fournir une aide humanitaire à Gaza... Et qu'Israël n'avait apporté aucune preuve de l'implication de l'UNRWA dans l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 (voir "Sept octobre 2023").

Ne relâchant pas sa campagne de soutien au régime sioniste, la Chambre des représentants des USA a voté, fin juillet 2025, l'interdiction du soutien financier à l'UNRWA... Ce vote est une violation de plus du droit international, violation qui s'intègre parfaitement dans la campagne de famine organisée par d'Israël pour réaliser son nettoyage ethnique (voir ce terme) !

Depuis l'instauration du cessez-le-feu du 10 octobre 2025, l'UNRWA a repris ses activités dans la bande de Gaza, gérant plus de 100 abris, où vivent des dizaines de milliers de Palestiniens déplacés de force et assurant son rôle humanitaire essentiel en dépit des restrictions imposées par l'entité sioniste, en violation de l'accord de cessez-le-feu (voir "USA").

De nombreuses écoles ont été rouvertes, sous tentes ou dans les ruines des bâtiments, pour plus de 200.000 élèves et une vaste opération de vaccinations des enfants a été lancée le 9 novembre 2025.

De son côté, la CIJ (voir ce terme) a enjoint le gouvernement de Netanyahu de *"cesser d'utiliser la famine des civils comme arme de guerre"*

URBICIDE & CULTURICIDE

Un uricide est la volonté de détruire une ville "non en tant qu'objectif stratégique, mais en tant qu'objectif identitaire"... autrement dit, sans justification militaire ou autre.

Dans ses opérations de bombardement de Gaza, le régime sioniste s'est méthodiquement appliqué à effacer toute forme d'urbanisation et toute trace du passé, y compris l'ère préislamique, détruisant les monuments historiques ainsi que les lieux de culte... cimetières compris !

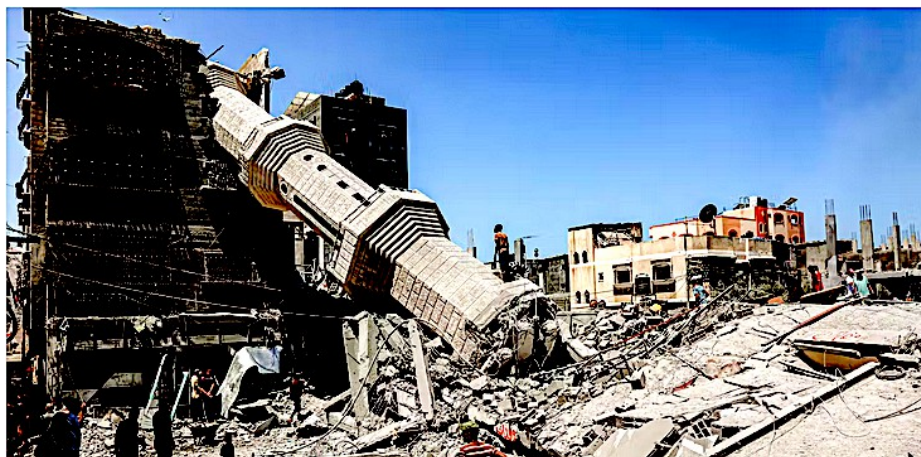
A perte de vue, des ruines, des ruines, et encore des ruines.

Le coût de la guerre à Gaza, en incluant les dégâts causés aux infrastructures, aux routes, aux terres agricoles, aux réseaux d'électricité, à ceux des eaux... est estimé à plus de 30 milliards de dollars.

Comme au Liban en 2006, c'est la doctrine "Dahiya" (voir ce terme), impliquant de ne laisser aucun bâtiment debout, qui a été appliquée.

Détruire systématiquement toutes les infrastructures urbaines, anéantir les réseaux sociaux et culturels pour effacer la mémoire collective... tels sont les objectifs poursuivis par Israël !

En septembre 2024, "Education Cannot Wait", un Fonds mondial des Nations unies pour l'éducation dans les situations d'urgence et de crise, estimait que près de 90 % des 550 établissements scolaires de Gaza étaient détruits ou endommagés.



Le 14 novembre 2025, l'UNRWA (voir ce nom) a révélé que plus de 282 000 maisons à Gaza ont été rasées.

Ce bilan complète les informations de septembre informant que 104 bâtiments appartenant à l'ONU ont été détruits ainsi que les trois quarts des 1.200 kms du réseau routier.

Sans oublier que le patrimoine religieux et culturel de Gaza a, lui aussi, été complètement ravagé. Du rapport de l'UNOSAT (le centre satellitaire des Nations unies) il ressort que plus de 146 monuments historiques ainsi que 114 mosquées ont été endommagés ou détruits.... dont la grande mosquée de Gaza datant du Ve siècle !

“Israël l'argue en moins d'une semaine ce que les États-Unis l'arguaient en Afghanistan en un an, dans une zone beaucoup plus petite et beaucoup plus densément peuplée” constate un expert militaire US.

Suivant une étude spécialisée, il faudra près de 350 ans pour reconstruire Gaza !

Ce qui se passe en Palestine, et à Gaza en particulier, est un acte qui va au-delà de la destruction physique et qui s'apparente bel et bien à un génocide culturel qui vise à briser la population sur le plan psychique et émotionnel et s'inscrit dans un processus colonial d'annihilation de l'identité palestinienne.

En coupant le peuple palestinien de sa propre culture, en tentant de rompre les liens entre son passé et son présent, Israël cherche à effacer tous ses horizons et à le déposséder de son avenir.

Fin août 2025, on a découvert qu'Israël utilise des véhicules blindés hors d'usage pour raser des quartiers entiers de la ville de Gaza.

Chargés de 6 à 7 tonnes de TNT ils sont “abandonnés” dans ce qu'il reste de la ville... l'explosion libère une énergie équivalente à celle d'un séisme naturel de magnitude 3,7.

L'Observatoire Euro-Med des Droits de l'Homme a révélé qu'en une seule semaine, environ 120 véhicules transportant environ 840 tonnes de dynamite ont explosés dans Gaza, libérant des gaz toxiques asphyxiant les familles palestiniennes.

Yossi Cohen, ex chef du Mossad, s'est vanté qu'Israël avait installé *“du matériel piégé dans tout le pays”*.

Début novembre 2025, un enfant de huit ans, il s'appelait Adam, a découvert ce qui ressemblait à un jouet dans les décombres de sa maison de Gaza... l'explosion l'a tué. (voir “Terrorisme”).

Le régime sioniste applique-t-il la même tactique que dans les années 1990, quand il larguait des bombes à fragmentation déguisées en jouets sur la population libanaise, tuant et mutilant d'innombrables enfants ?

Une autre arme israélienne est le Caterpillar D9, surnommé “Doobi” c'est-à-dire ours en peluche, est un monstrueux bulldozer blindé à chenilles, construit par l'entreprise étatsunienne. Il pèse 60 tonnes et mesure quatre mètres de haut... L'armée israélienne en possède sans doute plus de 200 (134 nouveaux D9 sont arrivés en Israël en juillet 2025).

Au volant de ces D9, les valeureux militaires raclent les terres agricoles, détruisent les silos et percutent les immeubles, jusqu'à ce qu'ils s'écroulent comme des châteaux de cartes.

Ces braves sont invités sur les plateaux de télévision israéliens où ils se vantent du rythme effréné de leurs destructions *“Cinquante bâtiments par semaine”*, assure le plus célèbre d'entre eux, Avraham Zarviv.

Face caméra, certains commandants assument avoir rendu plusieurs quartiers invivables, au point que le retour des Palestiniens y est devenu impossible.

... De quoi enlever les derniers doutes sur les objectifs poursuivis par Netanyahu (voir ce nom) et son armée “la plus morale du monde”.

USA

C'est le principal allié du régime israélien... ou plutôt, Israël est le principal “proxy” (voir ce terme) des États-Unis dans sa stratégie politique au Moyen-Orient !

Avant l'arrivée de Trump, le gouvernement “démocrate” de Joe Biden avait déjà, après le 7 octobre 2023, dépensé plus de 22 milliards de dollars en soutien militaire à Israël... soit un dixième, en une seule année, de l'aide accordée à l'État hébreu depuis sa fondation.

Cette aide militaire est continue depuis 1947 et s'élève à ce jour à plus de 165 milliards de dollars. Selon le ministère israélien de la sécurité, depuis début octobre 2023, 50.000 tonnes de matériel militaire américain sont arrivées en Israël, transportées par 500 avions cargos et 107 navires.

Courant 2024, le ministère US de la défense (Pentagone) a approuvé la livraison d'armes à Israël pour 20 milliards de dollars. Elle comprend une centaine d'avions de chasse, des véhicules blindés, des obus de chars et des missiles air-air de moyenne portée.

Mais cela n'empêche pas le gouvernement nord-américain de proclamer sa volonté de paix et d'œuvrer pour l'arrêt des hostilités... Tout en opposant son veto à toute condamnation ou critique d'Israël par le Conseil de sécurité de l'ONU et bloquant toute résolution qui réclame des pauses humanitaires.

Ce rôle de suppléant conféré à Israël par les USA ne date pas d'hier.

Il y a trente ans déjà, Alexander Haig, le secrétaire d'État déclarait *“Israël est le plus grand porte-avions de l'Amérique, il est insubmersible, il ne transporte aucun soldat américain et il est situé dans une région cruciale pour la sécurité nationale des États-Unis”*.

En 2017, Kamala Harris, vice-présidente des États-Unis, déclarait aussi *“Nos relations en matière de défense sont essentielles pour les deux pays (...) c'est pourquoi je m'engage pleinement à maintenir l'avantage militaire qualitatif d'Israël”*.

Début janvier 2025 le département d'État US a informé le Congrès de son intention de vendre pour 8 milliards de dollars d'armements au régime de Netanyahu... ce montant s'ajoute, évidemment, aux 22 milliards offerts par Biden en 2023.

Le Moyen-Orient est une région de première importance pour l'économie nord-américaine car elle représente près de 50 % des réserves pétrolières et près de 40 % des réserves gazières dans le monde.

Le contrôle de ces ressources ou tout au moins la possibilité d'influer sur la politique des États du Golfe en la matière est une question stratégique... Et les États-Unis ont besoin d'Israël, “allié sous-traitant”, pour mener cette guerre au Moyen-Orient (voir “Canal Ben Gourion”).

Face à de telles ambitions, on comprend que les actions génocidaires à Gaza, les bombardements en Syrie et au Liban, ne pèsent pas lourd du point de vue de Washington et de ses alliés occidentaux !

Depuis son arrivée à la présidence des USA, Donald Trump ne laisse guère de doute sur sa conception du droit international et des valeurs humaines.

Il a nommé Mike Huckabee, un fanatique “évangélique” (voir ce terme) comme ambassadeur en Israël. C'est lui qui avait déclaré *“Il y a certains mots que je refuse d'utiliser. Il n'y a pas de Cisjordanie – c'est la Judée et la Samarie. Il n'y a pas de colonie – ce sont des communautés, ce sont des quartiers, ce sont des villes. Il n'y a pas d'occupation.”*

En janvier 2025, Trump avait nommé Dorothy Shea ambassadrice à l'ONU... une sympathisante sioniste qui reprend les abjections de Netanyahu : *“L'ONU est un antre de l'antisémitisme qui a continuellement trahi Israël et trahi l'Amérique, agissant comme l'apologiste de l'Iran et de ses mandataires terroristes”*.

Il n'hésite pas non plus à absoudre son “associé” à tout propos... comme le 9 septembre 2026, lorsque l'aviation israélienne a envahi le Qatar, pays avec qui il n'est pas en guerre, et bombardé la ville de Doha pour tenter de “neutraliser” les participants qatari et palestiniens à une réunion visant un cessez-le-feu.

L'attaque avait été effectuée par 15 chasseurs, qui ont largué 10 bombes et ont tué six personnes.

Trump a soutenu, la main sur le cœur, que les États-Unis étaient absolument étrangers à l'attaque.. une version qui n'est pas crédible car à une trentaine de kilomètres du Doha, se trouve la base aérienne étasunienne d'Al Udeid, la plus grande au Moyen-Orient, qui a certainement été avertie auparavant du plan d'Israël.

La réalité est que, quand les chasseurs israéliens ont pénétré dans l'espace aérien qatari, le commandement de la base étasunienne n'a lancé aucune alarme et permis aux chasseurs israéliens d'accomplir leur attaque.

A propos du “Plan de Paix Trump/Netanyahu”

Le 29 septembre 2025, la Maison Blanche a publié un plan en vingt points sensé mettre fin à la guerre dans le territoire palestinien. Ce plan a été concocté par les services de Netanyahu et Trump qui, tous deux colonialistes dans l'âme, n'ont, évidemment, pas demandé son avis au peuple palestinien... Ah la glorieuse époque où on scalpaient les Amérindiens, où on “napalmait” les Vietnamiens et où on pendait les “nègres” !

Dans son premier point, le plan ordonne la libération immédiate des otages israéliens et d'environ 2.000 Palestiniens ainsi que l'évacuation progressive de l'armée israélienne qui sera suivi du retour de l'aide humanitaire.

Le “Plan de Paix” prévoit aussi une administration pour Gaza, qui serait dirigée par l'ancien premier ministre britannique Tony Blair *“Gaza International Transitional Authority (GITA)”*, l'homme de l'invasion de l'Irak pour y détruire des “armes de destruction massive” dont tout le monde savait qu'elles n'existaient pas.

Rien n'est prévu pour la Cisjordanie... qui pourra donc continuer d'être envahie par les colons.

Le 3 octobre 2025, le Hamas a marqué son accord sur le premier des vingt points : *“Libération de tous les prisonniers de l'occupation – les vivants et les dépouilles – selon la formule d'échange incluse dans la proposition du président Trump »*, en référence aux prisonniers palestiniens devant être libérés en échange des otages retenus à Gaza“.

Mais concernant le reste du plan, Mahmoud Mardawi, représentant du Hamas (voir ce terme), l'a qualifié de “vague et ambigu”... et rejette certaines clauses comme celle sur le désarmement et l'expulsion » de ses membres.

Dès le lendemain de la présentation du “Plan de paix” Netanyahu a apporté des modifications importantes, provoquant la colère des responsables arabes impliqués dans les négociations.

- Concernant l'accord il se donne un droit de veto sur le processus qui serait mis en place.
- Concernant le retrait des forces israéliennes, il affirme que *“ Même si toutes les conditions sont remplies et que les trois phases du retrait sont achevées, l'armée israélienne restera dans un périmètre de sécurité à l'intérieur de Gaza... jusqu'à ce que l'enclave soit protégée de toute menace terroriste potentielle”*... Soit indéfiniment !
- Il a aussi nié le point 19 de l'accord... qu'il vient de signer.

Ce paragraphe dit que dès que la paix sera installée *“ les conditions seront réunies pour ouvrir une voie crédible vers l'autodétermination et la création d'un Etat palestinien, que nous reconnaissons comme étant l'aspiration du peuple palestinien”*.

Devant la presse, il a nié que cet engagement figurait dans le texte du “Plan de paix” !

Le chef de l'opposition, Yair Lapid, a déclaré : *“Netanyahu dit ‘oui’ devant les caméras à Washington, puis dit ‘mais’ à son retour et prétend que tout cela ne doit plus être mis en œuvre”*.

Roland Richa, observateur éclairé de cette tragédie, écrit *“Ce qui est qualifié de “Plan de paix du président Trump” ne vise en réalité qu'un objectif, atteindre par la politique et la diplomatie ce que l'occupant n'a pas pu atteindre par la force. C'est l'aboutissement de la Nakba (voir ce nom) et le génocide en cours à Gaza n'est que le prélude à d'autres qui seront commis en Cisjordanie et dans les camps de réfugiés.”*

Le 13 octobre 2025, Trump a confirmé que le Hamas a reçu son accord pour se réarmer “pendant une période donnée”, estimant que le groupe palestinien tentait simplement de rétablir l'ordre après des mois de guerre *“Ils ont été transparents à ce sujet et nous leur avons donné notre accord pendant un certain temps, a-t-il annoncé. Il faut comprendre qu'ils ont probablement perdu 60 000 personnes. C'est une lourde sanction.”*

Mais, comme on pouvait s'y attendre, Netanyahu ne lâche pas son projet de “Eretz Israël” (voir ce terme).

Idem pour son ami Trump qui, début novembre 2025 a annoncé l'implantation d'une grande base militaire US pour garantir ce qu'il appelle la paix.

... Si vous avez aimé la “Pax Romana” des empereurs de Rome, vous aimerez certainement la “Pax America” de l'aspirant imperator de Washington.

Quelques jours après le début du soi-disant cessez-le-feu Israël a repris ses frappes sur le territoire assiégé, faisant de nouvelles victimes civiles et le régime sioniste a continué d'interdire l'entrée de l'aide humanitaire. Toutes ces exactions témoignent, une fois de plus, de la poursuite de la politique d'étranglement, de famine et de chantage humanitaire pratiquée par Israël (voir “Famine” et “Génocide”).

Le 21 octobre 2025, au Parlement européen, la députée Rima Hassan interpellait les responsables occidentaux et synthétisait ce qu'était réellement ce “Plan de Paix”...

“ Dans un contexte colonial, la paix décrit toujours la tranquillité du colonisateur, jamais la justice pour le colonisé. Derrière le masque des faiseurs de paix, il y a aussi le visage des architectes du génocide et du colonialisme, pour qui la Palestine est d'abord le terrain d'une expansion politique, idéologique et économique. Depuis son entrée en vigueur, le cessez-le-feu a été violé plus de 80 fois par Israël, faisant 97 victimes palestiniennes. Sur la seule journée de dimanche, 153 tonnes de bombes ont été larguées sur Gaza. La menace de sanctions commerciales annoncées le mois dernier par l'Union européenne serait actuellement en passe d'être abandonnée. L'Union européenne ne rate jamais une occasion de blanchir Israël de ses crimes, qui perdurent encore aujourd'hui à Gaza et en Cisjordanie.

De la déclaration Balfour à nos jours, les États occidentaux ont systématiquement commis l'erreur de penser l'avenir de la Palestine sans les Palestiniens. D'une main, ils signent les accords de paix, de l'autre, ils livrent les armes à l'État qui pratique le génocide.

Depuis la Nakba, les Palestiniens n'ont en réalité jamais connu ce que le monde libre et civilisé appelle la paix, car la première quête du colonisé, c'est sa libération du joug colonial. Rien, absolument rien dans cet accord n'embrasse cette quête du peuple palestinien qui est mis sous tutelle internationale.

La paix en Palestine ne peut se traduire que par la fin de l'impunité d'Israël, la fin de la complicité occidentale avec ces crimes de colonisation, d'occupation, d'apartheid et de génocide. Autrement dit, pas de paix sans justice. La paix imposée par l'impérialisme est une guerre invisible, une guerre qui n'a pas de nom, mais qui est présente dans chaque geste de domination.

Si Edward Saïd était vivant, il ajouterait à sa propre citation: "Cet accord est un énième geste de domination de l'Occident sur l'Orient."

A propos de la libération des "otages/prisonniers" (voir ce terme) et de l'échange des corps, Francesca Albanèse (voir ce nom), rapporteuse spéciale de l'ONU, a déclaré le 28 octobre 2025 " *Les corps des Palestiniens détenus ont été rendus profanés, portant des traces de torture, ce qui témoigne de l'arrogance d'Israël, qui ne connaît plus la honte. Les prisonniers palestiniens, ou plutôt les otages palestiniens, libérés, racontent les tortures qu'ils ont subies. Dix mille Palestiniens sont toujours détenus dans les prisons israéliennes, et rien n'a changé. Je m'interroge sur les conséquences de tout cela pour les nouvelles générations. Car ma génération a grandi avec un idéal, une confiance dans les Nations Unies, qui aujourd'hui ont lamentablement failli à leur mission.* ".

Qu'ajouter de plus ?

Depuis le 10 octobre, date de signature de l'accord de cessez-le-feu, Israël le viole journellement.

En moins d'un mois, son armée a commis plus de 125 violations documentées, causant la mort de 94 civils et en blessant plus de 344 autres. Parmi les violations recensées figurent 52 fusillades visant directement des civils, 9 incursions de véhicules militaires dans des zones résidentielles au-delà de la "ligne jaune", 55 bombardements et attaques, et 11 démolitions de bâtiments civils... et le régime sioniste continue d'utiliser la famine comme arme de guerre (voir "Famine") en bloquant les approvisionnements (nourriture, eau, tentes, matériel médical, couvertures, produits d'hygiène... etc) tandis que les Palestiniens affrontent l'hiver dans des abris de fortune sans chauffage ni installations sanitaires.

Le 28 octobre 2025, Mme Albanese déclarait "Soyons clairs : il n'y a pas de cessez-le-feu à Gaza. Des gens continuent de mourir, de souffrir de la faim et d'être déplacés de force. C'est simple et terriblement réel."

Taire la vérité, n'est-ce pas déjà mentir ? Qui ne gueule pas la vérité, quand il sait la vérité, se fait le complice des menteurs et des faussaires !

Charles Peguy



ADDENDA

Situation de l'opération "Épées de Feu" (Du 8 octobre 2023 au 5 octobre 2025)

A la veille du 2ème anniversaire du début d'une guerre d'extermination généralisée et à son 730ème jour, les autorités gouvernementales locales de Gaza ont publié ce dimanche 05 octobre 2025 un rapport statistique détaillé des conséquences du génocide en cours commis par les forces israéliennes d'occupation. Le rapport expose toutes les données documentées et mises à jour ayant affecté tous les aspects essentiels de la vie à Gaza couvrant la période depuis le 07 octobre 2023 au 05 octobre 2025.

Données démographiques et contexte général

2,4 millions de personnes dans la bande de Gaza sont victimes du génocide, de la famine et du nettoyage ethnique.

La bande de Gaza est détruite à 90 %.

Les forces israéliennes occupent 80 % de la bande de Gaza.

200 000 tonnes d'explosifs ont été larguées sur la bande de Gaza... La zone d'Al-Mawasi présentée comme une « zone humanitaire sûre » a été bombardée 136 fois.

Victimes, personnes disparues et massacres

76 639 Le nombre total de martyrs et de personnes disparues depuis le début du génocide.

67 139 Le nombre total de martyrs recensés dans les hôpitaux.

9 500 Le nombre des disparus, dont des martyrs qui sont toujours sous les décombres, ou dont le sort est encore inconnu. 20 000 Le nombre d'enfants martyrs, dont 19 450 dans les hôpitaux.

12 500 Le nombre de femmes martyres dont 10 160 dans les hôpitaux.

9 000 le nombre de mères martyres.

22 426 Le nombre de pères martyrs.

1 015 enfants moins d'un an d'âge ont été martyrisés.

450 Le nombre de nourrissons martyrisés pendant .

1 670 Martyrs du personnel médical.

140 Martyrs de la Défense civile tués.

254 Journalistes martyrs.

176 Martyrs employés municipaux dont 4 maires.

787 Martyrs policiers et travailleurs humanitaires.

894 Martyrs du mouvement sportif.

39 022 Familles ont été victimes de massacres.

2 700 Familles ont été exterminées et rayées de l'état civil représentant 8 574 martyrs.

6 020 Familles ont été exterminées avec un survivant représentant 12 917 martyrs.

55 % Des martyrs sont des enfants, des femmes et des personnes âgées.

460 Martyrs dus à la faim et à la malnutrition dont 154 enfants.

23 Martyrs lors des largages aériens.

42 % des patients atteints d'insuffisance rénale ont perdu la vie en raison du manque de nourriture et de soins de santé. 12 000 avortements chez les femmes enceintes en raison du manque de nourriture et de soins de santé.

17 Martyrs en raison du froid dans les camps de déplacés forcés dont 14 enfants.

Blessures, arrestations et cas humanitaires

169 583 Nombre total de blessés et de blessés arrivés dans les hôpitaux. 19 000 Nombre total de blessés nécessitant une réadaptation à long terme. 4 800 Amputations au total, dont 18 % d'enfants.
 1 200 Nombre total de cas de paralysie.
 1 200 Cas de perte de vision.
 433 Nombre total de journalistes blessés.
 6 700 Civils arrêtés.
 362 Le nombre de membres du personnel médical détenus.
 48 Le nombre de journalistes arrêtés.
 26 membres de la Défense civile arrêtés
 21 193 Nombre total de veuves de guerre et dont les époux étaient tombés en martyrs. 56 348 Nombre total d'enfants orphelins (sans ou avec un seul parent).
 2 142 millions de cas de diverses maladies infectieuses à la suite de déplacements forcés. 71 338 cas d'hépatite C.

Secteur de la santé

38 Hôpitaux bombardés, détruits ou mis hors service.
 96 Centres de soins de santé bombardés, détruits ou mis hors service.
 197 Ambulances prises pour cible.
 788 Attaques contre les services de soins de santé (installations, véhicules, personnel, chaînes d'approvisionnement). 61 Véhicules de la Défense civile.

Éducation et établissements d'enseignement

95 % des écoles de la bande de Gaza ont subi des dégâts matériels à la suite de bombardements et d'anéantisments. 90 des bâtiments scolaires ont besoin d'une reconstruction ou d'une réhabilitation majeure.
 668 Bâtiments scolaires ont été directement bombardés, soit (≈80 %) du total des écoles.
 Les écoles, les universités et les établissements d'enseignement ont été complètement détruits.
 392 Écoles, universités et établissements d'enseignement partiellement détruits. 13 500 Nombre d'étudiants martyrs.
 785 000 Le nombre d'étudiants privés d'éducation.
 830 Enseignants et personnels éducatifs tués.
 193 Scientifiques, universitaires et chercheurs tués

Lieux de culte et cimetières

835 Mosquées complètement détruites.
 180 Mosquées partiellement détruites.
 3 Églises ciblées plus d'une fois.
 40 Cimetières détruits sur un total de 60 cimetières.
 2 450 corps de morts et de martyrs volés dans les cimetières par l'occupation. 7 Fosses communes établies par l'occupation à l'intérieur des hôpitaux.
 529 Martyrs récupérés dans des fosses communes à l'intérieur des hôpitaux.

Logement, déplacement forcé et logement

268 000 Unités résidentielles complètement détruites.
 148 000) Unités de logement détruites d'une manière inhabitable. ≈153 000 Unités de logement partiellement détruites.
 288 000 Ménages sans abri.
 125 000 Tentes complètement hors d'usage sur un total de 135 000. ≈2 Millions de civils déplacés de force.
 293 Centres d'hébergement ciblé

Famine, prévention de l'aide et traitement

220 jours depuis la fermeture complète de tous les points de passage de la bande de Gaza.
 120 000 camions d'aide humanitaire et de carburant ont empêché d'entrer dans la bande de Gaza.
 47 Hospices alimentaires visés dans le cadre de l'imposition de la politique de famine.
 61 Centres d'aide et de distribution de nourriture ciblés dans le cadre de l'imposition de la famine.
 540 Martyrs des initiateurs et des ouvriers dans le domaine de l'aide et du secours.
 128 Le nombre de fois où l'occupation a ciblé des convois d'aide et des missions humanitaires.
 2 605 martyrs, 19 124 blessés, et plus de 200 disparus dans les « pièges mortels », les soi-disant « centres d'aide américano-israéliens » et les demandeurs d'aide.
 650 000 enfants risquent de mourir de malnutrition, de faim et de manque de nourriture.
 40 000 nourrissons risquent de mourir de faim en raison d'un manque de préparations pour nourrissons.
 250 000 boîtes de lait dont les enfants de la bande de Gaza ont besoin chaque mois et dont l'occupation empêche l'entrée. 22 000 patients nécessitant un traitement à l'étranger qui sont empêchés de voyager.
 5 200 enfants ayant besoin d'une évacuation médicale d'urgence pour sauver leur vie.
 17 000 patients qui ont terminé les procédures de transfert et qui attendent que l'occupation leur permette de voyager.
 12 500 patients atteints de cancer sont menacés de mort et ont besoin d'un traitement.
 350 000 patients chroniques sont à risque en raison du refus de l'occupation d'autoriser l'entrée des médicaments.
 3 000 patients atteints de diverses maladies qui nécessitent un traitement à l'étranger.
 107 000 femmes enceintes et allaitantes exposées au risque de manque de soins de santé.

Infrastructures et services publics :

725 Puits d'eau centraux complètement détruits.
 134 Projets d'eau douce ciblés et où ont été commis des massacres qui ont laissé plus de 9 400 martyrs, dont la majorité étaient des enfants.
 5 080 km de réseaux électriques détruits.
 2 285 Le nombre de transformateurs de distribution d'énergie aériens et terrestres détruits.
 235 000 compteurs d'abonnés détruits.
 2 123 milliards de kWh, soit la quantité d'électricité dont la bande de Gaza a été privée tout au long de la guerre.
 700 000 mètres linéaires de réseaux d'eau détruits.
 700 000 mètres linéaires de réseaux d'assainissement détruits.
 3 millions de mètres linéaires de réseaux routiers et routiers détruits.
 247 Sièges du gouvernement détruits.
 292 Installations, stades et salles de sport détruits.
 208 Sites archéologiques et patrimoniaux visés.

Agriculture, élevage et pêche :

94 % des terres agricoles détruites sur un total de 178 000 dunums. 1 223 puits agricoles complètement détruits.
 665 élevages de vaches, de moutons et de volailles détruits.
 93 000 dunums de terres cultivées en légumes réduits à 4 000.
 85 % des serres détruites.
 405 000 tonnes de production annuelle de légumes réduits à 28 000 tonnes. 100 % des pêcheries ont été endommagées.

Premières pertes directes pour 15 secteurs vitaux :

70 milliards de dollars de pertes au total.
 (≈5) milliards de dollars pour le secteur de la santé.
 (≈) 4 milliards de dollars pour le secteur de l'éducation.
 (≈28) milliards de dollars pour le secteur du logement.
 (≈ 1) milliard de dollars pour le secteur religieux.
 (≈4) milliards de dollars pour le secteur industriel.
 (≈ 4,5) milliards de dollars pour le secteur commercial.
 (≈ 2,8) milliards de dollars pour le secteur agricole.

($\approx 0,8$) milliard de dollars pour le secteur des médias.

(≈ 2) milliards de dollars pour le secteur des loisirs et de l'hôtellerie.

(≈ 4) milliards de dollars pour le secteur domestique (contenu des ménages). (≈ 3) milliards de dollars pour le secteur des télécommunications et de l'Internet. ($\approx 2,8$) milliards de dollars pour le secteur des transports.

($\approx 1,4$) milliard de dollars pour le secteur de l'électricité.

(≈ 6) milliards de dollars pour le secteur des services et des municipalités.

●●●●●●●●